





# LE SÉJOUR AUX ÉTATS-UNIS

## L'ACCUEIL A LA MAISON BLANCHE

**M. Ford :** nous préserverons notre héritage révolutionnaire de liberté.

En accueillant le président Giscard d'Estaing à la Maison Blanche, le président Ford a déclaré :

« Nos pays continuent de se faire les champions de la liberté et de la démocratie. Nous coopérons dans la paix comme nous l'avons fait dans la guerre en vue de préserver notre héritage révolutionnaire de liberté. »

M. Ford a souligné que dans un monde où les nations sont de plus en plus interdépendantes, la France et les États-Unis se devaient de conduire leurs affaires avec sagesse. « Dans un tel monde, les relations franco-américaines, qui entrent dans leur troisième siècle, font figure de symbole durable d'un engagement commun en faveur de la liberté. Jamais le maintien de liens étroits entre les États-Unis et la France n'avait revêtu d'importance », a poursuivi le président des États-Unis.

Il a ensuite fait valoir le rôle de la France et de son président dans le renforcement de l'économie internationale et leurs efforts pour régler des problèmes mondiaux tels que l'inflation, l'énergie, la faim et les questions financières.

« Les Américains apprécient hautement la manière généreuse que la France a choisie pour honorer notre bicentenaire », a-t-il dit. Je sais que votre visite dans les villes américaines et votre participation aux cérémonies du bicentenaire en des sanctuaires sacrés de notre révolution renforcera encore l'amitié traditionnelle et durable des États-Unis d'Amérique et de la France. »

## CONCORDE EN VEDETTE AMÉRICAINE

L'arrivée du président Giscard d'Estaing à la base militaire d'Andrews avait attiré une foule plus dense que d'habitude. Pour l'homme ou pour la machine ? Des propos entendus dans le public, il faut bien admettre que Concorde éclipse son illustre passager dans l'intérêt populaire. De ces deux silhouettes affilées et distinguées, les spectateurs ont davantage regardé celle de l'appareil.

En tout cas, un magistrat succès de relations publiques a été remporté par l'aviation supersonique. Les journaux, la radio et la télévision ont rapporté les appréciations favorables d'un public qui s'attendait au pire. Certains étaient même venus les oreilles bouchées... Ceux-ci ne cachent pas leur surprise : « Pas de différence avec les autres appareils... moins bruyant que le Boeing-747... »

La première arrivée officielle de Concorde, reheussée par la présence du chef de l'Etat, a provoqué une réaction salutaire à la campagne d'« info », systématiquement menée depuis des mois par les adversaires de l'aviation supersonique. Un dispositif de sécurité imposant avait été installé avec des tireurs d'élite, des chiens policiers. Mais, ni de près ni de loin, on ne vit l'ombre d'un manifestant... Les attentions régulières de Concorde, à partir de l'aéroport de Washington-Dulles, s'annoncent plus mouvementées.

H. P.

## LES TOASTS DU DINER DE LUNDI

**M. Ford :** beaucoup de progrès ont été accomplis dans la voie de la compréhension

Saluant M. Giscard d'Estaing au cours du dîner qu'il offrait en son honneur lundi soir à la Maison Blanche, M. Ford a rendu hommage aux héros français de la guerre d'indépendance, notamment à l'amiral d'Estaing. « Malheureusement », a-t-il dit, Washington ne rencontrera jamais l'amiral d'Estaing. Mais je suis heureux d'accueillir ici un de ses descendants et de saluer sa contribution.

« La France et l'Amérique resteront unies par leur dévouement commun à la cause des droits de l'homme. Nos deux pays sont restés ensemble pendant les guerres, mais aussi en temps de paix. Ils font face de concert au défi de l'infatigable et de la crise de l'énergie. Nous sommes sur la voie de la guerre d'indépendance, notamment à l'amiral d'Estaing. Malheureusement, a-t-il dit, Washington ne rencontrera jamais l'amiral d'Estaing. Mais je suis heureux d'accueillir ici un de ses descendants et de saluer sa contribution.

**M. Giscard d'Estaing :** la France est une amie sûre pour ses partenaires

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing a dit :

« Ce n'est pas une réunion d'archéologues sur la trace d'une civilisation morte. C'est la fête joyeuse et chaleureuse d'une de ces grandes idées toujours vivantes dont on a dit qu'il suffisait qu'elles jaillissent dans un seul esprit pour embraser le monde, je veux dire la liberté des hommes. »

« J'ai eu au cours de mon séjour aux États-Unis l'occasion d'évoquer sur les lieux mêmes des événements quelques-uns des moments les plus célèbres du combat pour vos libertés, mais, en même temps, ce soir au président des États-Unis et avec lui un peuple américain, je voudrais dire combien je me réjouis de la compréhension qui s'est établie entre nos deux gouvernements, combien je la crois profitable pour nos deux pays et utile pour le progrès du monde. »

« Ce qu'on a appelé l'esprit de la Martinique (la première rencontre des deux chefs d'Etat, en décembre 1974) est fait à la fois de confiance et de franchise, de considération mutuelle et de conscience de notre solidarité. Il est le fruit d'un dialogue qui n'a cessé de se poursuivre, et de refuser le processus d'indépendance et de responsabilité qui nous apparaît. »

« Je ne suis pas riche de ce que j'ai dit, mais la nécessité qui appelle à l'indépendance comme le seul moyen de conduire une alliance extérieure. »

« Ce qui suppose une volonté commune de dissiper les malentendus, de refuser le processus d'indépendance et de rechercher le dialogue. »

« Jamais, je crois, les contacts n'ont été plus fréquents entre nos deux gouvernements, les consultations plus continues, la coopération plus franche. Jamais nous n'avons eu de contacts aussi fréquents, si nos chemins sont parfois différents, les objectifs que nous poursuivons sont inspirés d'un même idéal de liberté, de paix et de prospérité. »

« Il est vrai que les événements ont beaucoup sollicité notre attention, qu'il s'agisse de la sécurité de l'Europe, des problèmes de la Méditerranée, du conflit du Proche-Orient, de la tragédie libanaise, des révolutions de l'Afrique arabe, de la stabilité économique du monde occidental, de l'équilibre nouveau à définir entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, chaque fois les États-Unis et la France sont nécessairement concernés. »

« La France, certes, ne dispose pas des mêmes moyens d'action que les États-Unis, mais c'est un fait que l'indépendance de sa politique, l'effort accru qu'elle

**Le président « n'a pas le temps » de recevoir la colonie française**

De notre correspondant

Washington. — Comme on l'apprend à l'école, le président de la République est le président de tous les Français, qu'ils vivent sur le territoire national ou à l'étranger. Pourquoi alors refuser à la colonie française l'honneur de rencontrer son président ? Sur ce terrain encore, le président Giscard d'Estaing a tenu à se distinguer de ses prédécesseurs Charles de Gaulle et Georges Pompidou, qui, de Washington à Moscou, ont toujours rempli, plus ou moins vite, plus ou moins bien, cette obligation. On échangeait des banalités, on parlait de la pluie, de l'humidité. On perdait du temps, bien sûr, mais pendant quelques moments, les citoyens français de l'étranger se sentaient rattachés à la communauté française. Et cela, à peu de prix : du mousser et des petits fours...

Apparemment, M. Giscard d'Estaing n'a jugé ni nécessaire, ni utile d'accomplir ce petit geste gratuit, de recevoir ses compatriotes, bien de servir les maîtres des colibris, garçons de restaurant, cuisiniers, commerçants, hommes d'affaires, banquiers, fonctionnaires français des institutions internationales, sans parler de l'Alliance française, de l'école française qui, tant bien que mal, assurent un certain rayonnement culturel français.

Finalement, des Français de Washington, le président de la République n'aura aperçu que des banquiers empressés, des diplomates préoccupés, des politiciens attentifs, des journalistes indiscrets, et de très loin, une petite brigade des acclamations, composée d'amis dévoués, et aussi d'employés des diverses missions officielles françaises.

Mais pourquoi cet oubli, surprenant de la part d'un homme si courtois, de cette petite « fête de famille » française ? Pas de temps, dit-on en haut lieu. Mais le programme officiel de la visite prévoit deux après-midi « privés ». Priorité aux Américains bien sûr. Mais ce souci d'efficacité ne devrait pas empêcher les bonnes manières. En une heure ou deux, le président pouvait consolider des amitiés, en créer de nouvelles, empêcher le désenchantement, parfois même l'amertume, de s'installer dans des cœurs bien gros. — H. P.

## M. MITTERRAND : bon voyage !

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a déclaré lundi 17 mai, au micro d'Europe 1 :

« Je souhaite d'abord bon voyage au président de la République et à la mission. Je tiens à dire que la France a nos amis d'Amérique. Ensuite, j'ajouterais mes vœux au peuple américain pour ce deux centième anniversaire de son indépendance. Je pense que les bons rapports entre la France et les États-Unis d'Amérique reposent sur le respect mutuel. On ne peut pas confondre, par exemple, le respect de l'indépendance et l'intervention du gouvernement américain dans les affaires françaises. Parler amicalement au grand peuple des États-Unis, c'est aussi parler franchement. La note d'aujourd'hui doit être l'amitié. Voilà pourquoi je réplique : Bon voyage ! »

## La Maison Blanche dément que le président des États-Unis ait l'intention de rencontrer MM. Smith et Vorster

Le président Ford n'envisage pas actuellement de rencontrer le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, et son collègue rhodésien, M. Ian Smith. Un porte-parole de la Maison Blanche a assuré le 17 mai qu'« une telle réunion n'est pas actuellement à l'étude ».

Dans l'après-midi de lundi, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Edgar Mulder, avait annoncé devant le Parlement du Cap que M. Ford examinait la possibilité d'un tel « sommet » à trois. « Nous nous en réjouissons de tout cœur », avait ajouté le ministre.

Le 14 mai, M. Botha, ambassadeur d'Afrique du Sud aux États-Unis, avait rencontré longuement M. Kissinger. Commentant cet entretien, M. Botha a précisé : « Ces discussions ont été fructueuses, et je pense qu'elles ne annoncent d'autres à un niveau plus élevé. » Le ministre se fonde sur des propos tenus par M. Ford le 16 mai dans le Michigan : « S'il paraît sage à un moment donné de rencontrer les deux chefs de gouvernement de Rhodésie et d'Afrique du Sud, je l'envisagerai certainement. »

D'autre part, les autorités sud-africaines ont rendu public le 17 mai, une version officielle de l'interview de M. Vorster à Newsweek (le Monde du 11 mai). Répondant à la question qui lui était posée à propos d'une demande d'intervention en Angola de la part de Washington, M. Vorster a répondu : « Je ne veux pas faire de commentaire, le gouvernement des États-Unis peut très bien parler pour lui-même. » Selon la version officielle, il n'a pas ajouté : « Mais si vous faites une telle déclaration je ne vous traiterai pas de menteur », comme l'assurait le journaliste de Newsweek.

● LE PENTAGONE, qui, à une époque, avait recueilli des renseignements sur les activités politiques de près de cent mille Américains, continue, malgré les nouvelles réglementations et une limitation de ses activités dans ce domaine, à surveiller de nombreuses personnes, a révélé, dimanche 16 mai, un rapport d'une commission sénatoriale d'enquête sur les services de renseignements. Selon ce rapport, les activités d'espionnage du Pentagone ont été « considérablement réduites », mais les directives sont si ambiguës que la surveillance massive des civils peut facilement recommencer. — (A.P.)

## STOCK 2

### TEMOIGNER

Catherine Valabregue  
Eux, les hommes  
face au féminisme

### LUTTER

Marie-Catherine Ribaud  
Les enfants des exclus  
les enfants du sous-prolétariat

### VIVRE

Michel Besson et Bernard Vidal  
Journal d'une communauté

### DIRE

Michel Giment  
Le dossier Rôsi  
cinéma et politique

### PENSER

Daniel Chatelain et Pierre Tafari  
Qu'est-ce qui fait courir  
les autonomistes ?

**Les complots de la CIA**

**STOCK**

**Alfred Kastler**

**Cette étrange matière**

**STOCK**

**MONDE OUVERT**

**Ronald D. Laing**  
le moi divisé  
la politique de la famille  
la politique de l'expérience

**Jean-Glaude Barreau**  
Du bon usage de la religion

**Olivier Clément**  
L'autre soleil  
autobiographie spirituelle

**Tibor Szamuely**  
La tradition russe  
le système russe à travers les âges

**Morton Schatzman**  
L'esprit assassiné  
une nouvelle analyse du cas Schreber

صكنا من الاصل















# LES DIX AFRIQUES AUSTRALES

sions accrues à la fois par la majorité noire qui vit dans le cadre de ses frontières et par le reste du monde où croît l'hostilité à l'apartheid... Certes, M. Vorster brandit la menace de guerre nucléaire, tandis que le budget sud-africain pour 1977 s'élève à 7 milliards de francs.

Mais tout indique qu'à Pretoria, comme à Salisbury, les partisans de l'intransigeance vont devoir céder. En effet, à Washington comme à Londres, à Paris comme à Bonn, et dans la plupart des capitales mondiales, on préfère voir des régimes racistes s'effondrer à la suite d'une intervention soviétique au sud de l'Afrique.

L'Afrique du Sud est soumise à des pres-

(Sud-Ouest africain)

Dès 1968 les Sud-Africains ont mis en place à Oshakati un gouvernement autonome ovambo, puis en 1970 un gouvernement kavango. La constitution de huit autres gouvernements analogues est prévue, soit, en tout, dix bantoustans, les Blancs se réservant le reste du territoire. Cette politique de développement séparé, identique à celle que les Sud-Africains pratiquent dans leur propre pays, est combattue par les Indés.

Les revenus de la pêche maritime et de l'exploitation du troupeau ovin (peaux d'astrakan) sont considérables.

PAGE ETABLIE  
par  
PHILIPPE DECRAENE  
et  
BRUNO DETHOMAS

**FESTIVAL LAGOS : LE PIEGE  
LES HOMMES DE CULTURE  
VONT-ILS CAPITULER ?**

dans le No 80 d'Africa. Seul mensuel indépendant interafricain, Africa est entièrement réalisé en Afrique (c'est mieux pour, en bien parler). Rens. écrire BP 1826 Dakar.

50







## DÉFENSE

### La dissuasion

(Suite de la première page.)  
L'intérêt de la France imposait une politique nationale de dissuasion. Dans la limite de l'effort financier accepté par la nation depuis l'explosion de Reggane en 1960 et la fin des opérations militaires en Algérie, tout a été entrepris pour réussir en priorité une œuvre qui paraissait impossible. Elle est considérable la dette que la France doit à quelques hommes qui surent traduire la décision du général de Gaulle dans la réalité scientifique et industrielle, technique et militaire. Dans le délai des trois lois-programmes (1960-1975), on ne pouvait sans doute ni faire plus ni faire mieux. Avions, missiles du plateau d'Albion, sous-marins, d'une part, de l'autre, bombes nucléaires, puis thermonucléaires, à toutes les échelles, à toutes les profondeurs, constituent le cœur non seulement de notre politique de défense, mais aussi de notre politique étrangère. Il ne nous serait pas possible d'adopter une position indépendante sans la réalité de notre force

stratégique nucléaire. Ne s'y trompent pas ceux qui de l'intérieur ou de l'extérieur, veulent l'intégration, c'est-à-dire la soumission de la France. Les uns et les autres se font les champions des armements classiques ou de la remise de l'armement nucléaire à un commandement non national. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a plus de dissuasion et la France est ainsi, d'un seul coup, privée de sa politique de défense et de sa politique étrangère.

#### La crédibilité : une exigence fondamentale

La meilleure arme de dissuasion n'a de valeur que si elle est crédible. La crédibilité est fonction du commandement politique, d'abord, militaire, ensuite. L'élection au suffrage universel du chef de l'Etat lui donne la légitimité, qui est un élément de crédibilité. La qualité des responsables, des chefs militaires, leur force d'arme, sont comme toujours un élément déterminant.

La modernisation constante de la dissuasion est une exigence fondamentale. Une dissuasion vieillie n'est plus une dissuasion. Il faut renouveler les avions, augmenter les sous-marins. Il faut accroître la puissance des armes. L'effort constant est à la fois d'ordre scientifique, d'ordre industriel et militaire.

La dissuasion doit être protégée. La première mission des unités terrestres, maritimes, aériennes de défense du territoire, des côtes et du ciel est de mettre à l'abri les installations de la force stratégique. Unités classiques de terre, de mer et de l'air veillent à la sécurité immédiate et plus lointaine des bases et des formations. C'est leur tâche fondamentale.

Enfin, la dissuasion doit disposer d'un instrument de riposte graduée. Aucun gouvernement ne peut faire croire qu'il mettra en œuvre le terrible feu atomique sur les cités de son adversaire pour répondre à une menace qui n'apparaîtrait pas comme déterminante. L'arme nucléaire tactique est un signal indispensable,

parce qu'elle est une étape qui doit faire renoncer l'adversaire. Elle n'est donc pas une super-artillerie, mais un moyen d'intimidation et de réflexion que commande le pouvoir.

La dissuasion, cœur de la politique de défense, n'est pas toute la défense. La France doit disposer d'une capacité d'intervention classique. Ne disposer que d'une dissuasion stratégique, fût-elle régulièrement modernisée, bien protégée, et dotée de sa riposte graduée, serait condamner la France à une inaction qui pourrait être dangereuse pour sa crédibilité. En effet, la situation en Europe, en Méditerranée, voire sur les côtes de l'Atlantique, peut imposer une intervention. Il est de même, s'agissant de protéger nos possessions extérieures ou de participer à une opération internationale de sauvegarde de la paix. La France ne peut marquer de l'indifférence à l'égard de troubles ou d'opérations dont la conséquence serait d'altérer gravement le déséquilibre des forces à proximité de son territoire. La confiance en sa résolution serait mise en doute.

L'instrument de cette intervention en Europe, c'est la 1<sup>re</sup> armée, et la force aérienne tactique. L'instrument de cette intervention hors d'Europe, ce sont nos unités parachutistes et aéroportées, avec le soutien d'unités de la marine et de l'aviation. La mobilisation des réserves doit pouvoir, le cas échéant, augmenter cette capacité que l'état du monde autour de nous nous impose de développer régulièrement. Cette puissance conventionnelle doit permettre des actions isolées, et dans ce cas, brèves, ou des actions en coopération, et dans ce cas d'une durée qui sera fonction de l'effort collectif.

#### Une politique qui nous est propre

Capacité de dissuasion ; capacité complémentaire mais indispensable d'intervention : telle est notre politique de défense. Elle n'est comparable à aucune autre. La Grande-Bretagne entend faire partie de la défense américaine

dont elle estime qu'elle sera une défense anglo-saxonne. Tel n'est pas et ne peut pas être notre cas. A l'Allemagne, la possession de l'arme nucléaire est et doit demeurer interdite. C'est pourquoi le parallèle entre défense française et allemande est à établir avec précaution.

Si ce parallèle doit servir à affirmer une priorité des armements et des divisions classiques, il est même périlleux, car il se rattache à une notion de guerre défensive, sous sa forme antérieure, pour laquelle nous ne sommes nullement préparés, que, sans doute, nous ne pouvons pas préparer, qui n'est pas de notre intérêt, d'aucune façon, et dont j'oserais dire qu'elle est contraire à la dissuasion. Plus les forces conventionnelles allemandes sont importantes, plus nous nous devons de donner priorité à notre armement nucléaire. C'est notre moyen d'équilibre et en même temps, au titre de l'Europe éventuellement, notre meilleur apport. Par ailleurs, nous avons besoin beaucoup plus que les Allemands d'une importante marine, adaptée à ses missions essentielles. C'est sans doute en matière de forces aériennes que la comparaison est la meilleure, étant entendu que nous devons, en ce domaine, chercher et garder la supériorité.

Ce rappel des principes de notre politique de défense est nécessaire. On tend, dans bien des milieux, à les remettre en cause, en raison des conséquences qu'ils impliquent, soit dans l'ordre diplomatique, soit dans l'ordre militaire, l'organisation des armées, notamment l'armée de terre. C'est un tort, un grave tort. Il faut continuer dans la voie tracée. Un acquis politique et technique considérable a été obtenu. Si la priorité à la capacité de dissuasion, avec son complément, capacité d'intervention, n'avait été abandonnée ou simplement contestée, quel que soit l'effort entrepris en faveur de telle ou telle autre forme d'armement ou d'organisation militaire, on s'apercevrait vite que la France n'aurait plus de politique nationale de défense.

Or il faut qu'elle en ait une.  
MICHEL DESBRÉ.

#### M. BOURGES : il faut que l'armée reste en dehors du débat politique.

« L'armée est au service de la nation et de la République, pour assurer sa sécurité et son indépendance, pour la protéger contre les attaques venant de l'extérieur », a déclaré M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, lundi 17 mai au micro de France-Inter. Pour « quelle demeure ainsi, il faut que l'armée soit en dehors du débat politique ».

« C'est pourquoi je m'attache avec une énergie farouche, à expliquer le ministre, à empêcher l'intrusion de la politique à l'intérieur de nos forces armées. Cela ne veut pas dire que l'intérieur des militaires, qu'ils soient de carrière ou non, à titre personnel, d'abord, comme tous les citoyens, leur opinion ou leur sentiment. Mais ce que la loi leur interdit, c'est en effet de se manifester en faveur de tel ou tel parti ou mouvement politique ou syndical en tant que militaires et surtout en tant que corps constitués. J'ajoute que le droit de se livrer à une dévotion propre au seul métier militaire ».

## Retour à la défense classique ?

(Suite de la première page.)  
Admettons, avec M. Guéna, que par rapport à la doctrine gaulliste il y a, dans ces domaines, peu de retouches, ce qui, justement, ne tire pas notre défense nationale en arrière, c'est en effet de se manifester en faveur de la sécurité de la France (avec la recherche d'une nouvelle sécurité collective et le développement d'une alliance atlantique pluraliste conforme aux principes du programme commun de la gauche — de l'impasse où l'a placée le pouvoir.

Mais la lecture de la prestation télévisée de M. Giscard d'Estaing doit s'effectuer en lecture parallèle du projet de programmation de six ans proposé au Parlement, projet qui a reçu l'aval de l'Elysée.

S'agit-il alors vraiment de la reconduction de la politique militaire du général de Gaulle et de Georges

Pompidou ? Le film du président de la République est-il un « remake » de celui de ses prédécesseurs ? Il suffirait d'introduire sur la pellicule un ou deux images, aussi rapides que nouvelles, à partir desquelles on procéderait bientôt à un nouveau montage, pour que l'on nous présente bientôt un autre film qui n'aurait que peu de rapport avec celui que les gaullistes projettent depuis 1966.

#### Le « flou » giscardien

Il ne s'agit pas ici d'un procès d'intention, mais d'une interrogation personnelle.

Et si le flou giscardien n'était pas dû à une méconnaissance du dossier de la défense, mais, au contraire, grâce à une bonne technique de la dialectique militaire, seulement destinée à rassurer la majorité de la majorité, pour permettre que l'arbre tombe finalement du côté où il penche, c'est-à-dire de l'OTAN, sans qu'il soit besoin d'en réintégrer les structures ?

Dans l'*Annual Report Fiscal Year 1976*, M. James Schlesinger a écrit : « A l'ère de la parité nucléaire essentielle, peu d'entre nous se contenteraient d'un concept de la défense de l'Europe occidentale qui repose essentiellement sur un recours rapide aux armes nucléaires. La plupart d'entre nous seraient d'accord [...] qu'une défense non nucléaire de l'Europe occidentale est praticable et qu'il est également souhaitable, du point de vue de la dissuasion, qu'une telle défense soit secondée et renforcée à tout moment par les forces nucléaires du théâtre. »

Mlle Janet Finkelstein, universitaire américaine, écrit dans l'ouvrage : *Vers une nouvelle doctrine de l'OTAN aux Etats-Unis* (cahier n° 3 de la Fondation française pour les études de défense nationale) que ces concepts sont ceux de la stratégie de l'OTAN. Le texte américain est clair : il signifie que l'élément essentiel de la bataille éventuelle en Europe est le renforcement des forces classiques, mais qu'un second élément peut jouer, celui des armes (nucléaires) du théâtre européen. Si les armes nucléaires constituent le second élément, il faut en déduire que les Américains n'emploieraient pas forcément les armes nucléaires en Europe et que, par conséquent, il appartiendrait aux Européens eux-mêmes de se défendre avec leurs propres armes classiques, les forces nucléaires pouvant intervenir tout de suite, ou plus tard, ou jamais. D'ailleurs, M. Schlesinger précise lui-

même, dans son rapport : « Il est sûr, et de loin préférable, que nous établissons une défense avancée dans cette zone sensible (Europe occidentale) et que nous dissuadions toute action illégitime de la dissuasion. »

Revenons à Paris.  
Le président de la République, à TF1, a déclaré : « Si la France avait une armée peu nombreuse, il y aurait en Europe une armée nombreuse, l'armée allemande, qui est fondée sur le service militaire [...]. Je considère qu'il est important pour l'équilibre militaire de notre continent que la force française soit du même ordre de grandeur que l'autre force de notre continent, c'est-à-dire l'armée allemande. » Il ne s'agit absolument pas de rivaliser avec les Allemands, mais d'avoir comme eux (avec eux ?) des forces classiques suffisantes pour assurer la sécurité du continent. N'est-ce pas là aussi, comme le soulait M. Schlesinger, l'affirmation que la France n'aurait pas de rôle de grandeur en Europe ? La question mérite d'être posée, car si la réponse était affirmative (l'image nouvelle introduite dans le film gaulliste ?), c'est que la priorité serait donnée aux forces classiques au détriment de la dissuasion nucléaire stratégique française. Car, comment tout faire, même en passant à 20 % du budget de l'Etat ? Cela voudrait dire, finalement, qu'on n'en remet au seul bouclier nucléaire américain et que l'on s'écarte sensiblement du pari de de Gaulle en 1966 ?

#### Une connivence avec les Etats-Unis

Me reprochera-t-on d'essayer d'entretenir qu'il y a au-delà des ombres du discours ? Alors, il faudra bien préciser ce que veut dire la phrase suivante du rapport gouvernemental sur la programmation des dépenses militaires : « L'armement nucléaire tactique comporte une gamme variée d'engins. Son volume et sa puissance, la diversification de ses vecteurs, offrent un large éventail de possibilités d'emploi selon les circonstances. Sa présence auprès des forces classiques accroît leur signification dissuasive et leur aptitude à livrer bataille ; son utilisation contre un agresseur qui aurait fait une erreur d'appréciation renforce la menace d'annihilation de l'armement nucléaire stratégique. »

Nous avons bien lu : « Livrer bataille », « emploi ». Alors, les armes nucléaires tactiques — les « tactiques », en particulier — sont sans conteste dé-

signées comme des armes de défense, non plus comme des armes de dissuasion. Nos Pluton ne seraient plus qu'une artillerie (et non une force politico-stratégique) qui pourrait « seconder et renforcer à tout moment » les forces classiques, selon ce qu'exprime, on le voit, M. Schlesinger. Mais qui donnerait l'ordre de feu aux Pluton, puisque l'armée classique française, et aussi l'armée allemande, seraient cote à cote (si M. Giscard d'Estaing parle bien de la défense du continent, et non plus seulement de la France, et l'avoue ne pas exactement démentir ce qu'il souhaite ?).

Alors les armes nucléaires tactiques s'intégreraient au dispositif de l'OTAN sans qu'il soit besoin de réintégrer l'OTAN ? Pourquoi réintégrer ces structures militaires s'il y avait connivence — je ne dis même pas « négociée », mais de fait — entre les stratégies militaires des Etats-Unis et de la France ? Cette similitude-là voudrait l'intégration ; elle aurait l'avantage de permettre à M. Guéna d'écrire : « Il n'y a pas de retour dans l'OTAN. »

Face à cette tentative américaine de dénucléarisation du théâtre européen, le gouvernement français peut, bien sûr, penser jouer, à la place des Etats-Unis, le rôle de leader régional, ce qui aurait alors pour effet d'agacer les Allemands de l'Ouest, qui, sans leur faire injure, doivent bien avoir pour certains d'entre eux de telles aspirations. Mais est-ce ainsi que serait assurée la sécurité collective de l'Europe, et de la France en particulier ?

De bons esprits — et même sincères — feront valoir que ma propre réflexion s'égare ? Alors il faudrait que le gouvernement dise clairement s'il a décidé d'abandonner la dissuasion française nucléaire, stratégique, au profit d'une défense plus classique, conforme aux vœux de l'OTAN, ou s'il demeure attaché à la liberté pour tout gouvernement français de décider lui-même en matière politique, militaire et sociale ? Il faut souhaiter, parce qu'il s'agit de notre destin, de la paix, de notre sécurité à tous, qu'avec le moins de passion possible des réponses précises soient apportées à ces interrogations. Sinon, le projet de loi n'est qu'un chèque en blanc accordé à une politique qui n'aurait pas ses finalités. Cela est vrai pour tous et toutes, quelles que soient les options de chacun. Ce n'est pas rien, en effet, de savoir si le pays reste protégé par une dissuasion de la dissuasion ou si le passage à la dissuasion à la défense classique.

CHARLES HERNU.

## POLITIQUE

### Libres opinions

#### La porte étroite

par ANTOINE VEIL (\*)

La France a vécu, depuis près de vingt ans, une période exceptionnellement heureuse de son histoire. En effet, elle a à la fois connu un progrès économique et social sans précédent, maintenu les libertés individuelles dans des conditions de plus en plus rares à travers le monde, résolu le contentieux qui l'opposait à ses anciennes colonies, affirmé des relations d'amitié et de coopération avec le monde entier, traversé plus ou moins mal que les autres pays industriels, sans peut-être l'Allemagne, la crise ouverte par la révolution pétrolière de 1973 et amplifiée par l'incertitude des monnaies et la récession des économies. Ce sont là des vérités incontestables, même si trop de Français demeurent frappés ou frustrés par le chômage, la maladie, les drames divers de la vie ou simplement le mal du siècle et la difficulté d'être.

Ces résultats ont été acquis sous un régime démocratique mais original, puisqu'il procède à la fois d'un usage constitutionnel sensiblement décalé par rapport aux textes et d'une loi électorale qui a constamment apporté au président de la République et au gouvernement, malgré les divisions et les contradictions de l'opinion, en dépit également de la vigueur du corporatisme et des droits acquis, le soutien sans faille d'une majorité législative. La preuve étant ainsi faite, pour la première fois sans doute pendant une si longue période dans l'histoire de la République, que la démocratie et l'efficacité ne sont pas nécessairement antinomiques. Deux ombres subsistent dans ce tableau : d'une part, le risque que constitue le décalage entre la pratique et le droit ; d'autre part, la frustration qu'entraîne le refus de l'alternance. Il convient de s'y arrêter.

Sur le premier point, il est sans doute inutile de continuer d'exprimer le regret que n'ait pas été consacré, par la suppression du droit de dissolution et de la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale comme par l'ajustement de la durée du mandat du président et des députés, un véritable régime présidentiel. Il serait probablement difficile d'y porter remède aujourd'hui, bien que cela mérite au moins qu'on s'interroge à ce sujet. On ne manquera pas d'ailleurs d'observer que, même sous un système généralement considéré comme présidentiel, les Etats-Unis donnent, à l'heure actuelle, le spectacle paralysé du régime d'assemblée. On pourrait aussi rappeler qu'en dépit d'une instabilité chronique la 1<sup>re</sup> République a assuré la reconstruction de l'économie française. Il est vrai au prix d'un désordre monétaire constant et d'une dépendance extérieure insupportable.

L'autorité suprême du président de la République, quelle que soit la considération et la légitimité qu'elle tire de l'élection au suffrage universel, résisterait mal à une victoire législative de l'opposition. Celle-ci peut bien rassurer l'opinion en lui présentant comme normal et sans danger le retour à une pratique plus conforme à la lettre de la Constitution parlementaire de 1958. On ne peut se garder toutefois de penser qu'un tel changement ramènerait la France, en cas de victoire à dominante socialiste, au risque permanent d'instabilité et de faiblesse d'un régime où l'initiative parlementaire serait à nouveau prépondérante, risque grave à une époque qui requiert une direction sans flottement et dans un pays sans pacte social véritable, volontiers livré à la dispersion de l'opinion et à la puissance de tous les groupes de pression. En cas de victoire à dominante communiste, en dépit de la volonté affichée du parti communiste français de suivre une démarche autonome, ce sont les libertés individuelles qui seraient en danger. Dans un cas comme dans l'autre, tant du fait du « changement de société » promis que de la pression qui s'exercerait sur le nouveau pouvoir et de l'appel d'air ainsi créé, c'est le processus actuel de croissance et de développement de l'économie, c'est-à-dire du progrès social, processus infiniment fragile dans un contexte international dangereux, qui serait lui-même menacé.

L'économie australienne a fait ainsi, après un quart de siècle de gouvernements conservateurs, l'amère expérience d'une victoire travailliste. Elle en demeure gravement lésée, bien que de nouvelles élections aient mis fin après deux ans seulement à cet épisode ruineux. Ce serait se bercer d'illusions que de penser qu'une victoire de l'opposition aux élections législatives de 1978 constituerait l'étape normale d'une évolution, après tout souhaitable en régime démocratique, le président de la République et un gouvernement à direction par exemple socialiste faisant en quelque sorte bon ménage. En dépit du goût des Français pour les images d'Epinal et du rêve permanent d'union nationale qui les habite, sans pour autant d'ailleurs estimer leurs dissensions, il faut avoir le courage de dire que, sous couleur d'appliquer à la lettre la Constitution de 1958, il s'agit bien d'une révolution qui conduirait sans doute, en cas de dissolution et de nouvelle victoire de l'opposition, à un transfert du pouvoir de l'Elysée à Matignon et plus probablement au Palais-Bourbon.

Ce serait faire injure à l'opposition que de prétendre qu'il puisse en aller différemment, soit que l'alliance des socialistes et des communistes survive à une victoire électorale, soit qu'elle ne constitue dans l'esprit des socialistes, comme on le murmure souvent pour « rassurer le bourgeois », ou dans celui des communistes, comme il est permis de le craindre, qu'une rampe de lancement.

La confirmation de la majorité d'aujourd'hui ne satisfait pas à l'exigence de l'alternance, de plus en plus ressentie au fur et à mesure que passent les années et que vieillissent les députés au pouvoir. On pourrait, certes, être tenté, pour résoudre cette difficulté, de modifier la loi électorale. Il est, en effet, probable, en dépit du dynamisme des principaux artisans de l'union de la gauche, que celle-ci ne résisterait pas, compte tenu de la faiblesse sociologique qui sépare socialistes et communistes, et que dissimule parfois mal une alliance qui conditionne le succès électoral des uns et des autres, au retour à la représentation proportionnelle. Il convient de noter à ce propos qu'à travers l'histoire de la République la seule donnée électorale constante a été en France le goût du changement, mais on ne manquera pas d'observer également que c'est le système majoritaire actuel, paradoxalement élaboré en 1958 par Guy Mollet, qui a assuré, en dépit de la dispersion de l'électorat et des partis, les solides majorités qui ont permis que la France soit gouvernée. On conçoit que les pouvoirs publics veuillent éviter le retour à un système électoral qui conduirait inévitablement à la nécessité de dégrader des majorités de coalition, c'est-à-dire fragiles et instables. Dès lors qu'il n'est possible de modifier ni l'usage constitutionnel actuel ni la loi électorale en vigueur, il reste à la majorité à faire sur elle-même l'effort non seulement de cohésion, mais de renouvellement nécessaire pour convaincre les Français qu'elle demeure la plus crédible pour affronter le monde difficile de demain. Il reste aux Français, dont la maturité politique n'est pas toujours exempte de soubresauts et de contradictions, à préférer, pour la nation, la vérité parfois austère de la sécurité au charme sans doute risqué de l'aventure.

(\*) Conseiller de Paris, caennais.

● Le comité de liaison de la gauche s'est réuni lundi 17 mai au siège du P.S. pour préparer la rencontre « au sommet » des dirigeants de l'union de la gauche, qui se déroulera vendredi 21 mai, à 11 heures, au siège du parti socialiste.

● Les locaux de l'U.D.-C.G.T. de la Gironde, à Bordeaux, ont été cambriolés dans la nuit du 14 au 15 mai. Selon les responsables de ce syndicat, l'argent illégitime ou les objets de valeur n'ont pas paru intéresser les voleurs. Par contre, les fichiers ont été consultés, voire dérobés, ainsi que des bandes magnétiques. L'U.D.-C.G.T. de la Gironde rapproche ce cambriolage de faits semblables qui viennent de se produire à Caen et à Montpellier. — (Corresp.)

le journal mensuel de documentation politique

**après-demain**

(non vendu dans les kiosques)

OFFRE UN DOSSIER COMPLET SUR

**L'HOPITAL**

Envoyer 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Delant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60% d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

صكنا من الاجل







**ÉLÈVES de TERMINALE A**

**PRÉPAREZ VOTRE AVENIR**

Une carrière scientifique possible : le laboratoire d'analyses médicales

à l'INSTITUT GAY-LUSSAC

École privée fondée en 1941  
75, rue d'Anjou, PARIS (9<sup>e</sup>)  
397-36-40, à 100 m. gare St-Lazare

- 2 ans d'études B.T.S.
- L'École s'occupe du placement des élèves sortants.
- L'École prépare également aux B.T.S.

**ÉLÈVES de 3<sup>e</sup>**

**PRÉPAREZ VOTRE AVENIR**

Carrières du laboratoire

à l'INSTITUT GAY-LUSSAC

École privée fondée en 1941  
75, rue d'Anjou, PARIS (9<sup>e</sup>)  
397-36-40, à 100 m. gare St-Lazare

- 3 ans d'études B.T.S.
- L'École s'occupe du placement des élèves sortants.
- L'École prépare également aux B.T.S.

## ÉDUCATION

### LES ÉCOLES NORMALES DE LA RÉGION PARISIENNE MANQUENT DE LOCAUX DE PROFESSEURS ET... D'ÉLÈVES

Les écoles normales de la région parisienne manquent de professeurs, de locaux, et ne recrutent pas suffisamment d'élèves-maîtres pour faire face aux besoins d'instituteurs, ont expliqué, le 17 mai, au cours d'une conférence de presse, les représentants des syndicats nationaux des professeurs et des directeurs d'écoles normales (S.N.P.E.N. et S.N.D.E.N., affiliés à la Fédération de l'éducation nationale).

En effet, pour l'ensemble de la France, trois cent trente-neuf postes de professeurs d'école normale ont été demandés par les recteurs, mais une cinquantaine seulement ont été accordés, dont trente pour la région parisienne, où quatre-vingt-dix postes avaient été réclamés.

Le S.N.P.E.N. estime, d'autre part, que les écoles normales ne forment pas suffisamment d'instituteurs. Le plafonnement des créations de postes ne peut être justifié par un recul démographique, estime le syndicat. Dans la région parisienne, seule la ville de Paris et le département des Hauts-de-Seine voient leur population régner, constate-t-il, tandis qu'ailleurs elle est en expansion (de 21 % à 38,5 % d'augmentation dans les départements de la « grande couronne »).

Les responsables du S.N.P.E.N. font remarquer, d'autre part, qu'à Paris on a recruté cette année deux cents instituteurs remplaçants sans formation, alors qu'on a admis seulement vingt élèves-maîtres dans les écoles normales. Dans certains départements, on compte de 70 à 90 % de maîtres qui n'ont reçu aucune formation.

Les syndicats réclament enfin la construction de bâtiments, pour les écoles normales qui, depuis leur création, fonctionnent dans des locaux provisoires dispersés. Il s'agit de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), d'Asnières (Hauts-de-Seine) et de Bonneuil (Val-de-Marne).

### L'INTERDICTION D'UNE PIÈCE DE THÉÂTRE DANS LES ÉCOLES DE POITIERS Censure ou mauvaise qualité ?

De notre correspondant

Poitiers. — L'interdiction faite à une troupe de théâtre de Poitiers de présenter une pièce dans les établissements scolaires tient-elle à la censure, comme l'affirment ceux qui en sont victimes, ou à un simple acte d'autorité de la part de l'inspecteur d'académie du département de la Vienne ?

Le conflit pose en tout cas la question du théâtre à l'école (1).

Après un travail d'animation mené en 1974 dans plusieurs lycées et collèges de la ville, la Compagnie dramatique universitaire de Poitiers a créé un spectacle pour les jeunes de huit à douze ans en retenant deux thèmes : les relations entre l'enfant et un animal familier ; les plaines de jeu dans les grands ensembles. La pièce, intitulée *Caché*, est présentée dans cinq collèges d'enseignement secondaire à Poitiers, en juin 1975. Après les vacances scolaires, l'inspecteur d'académie donne son accord pour une série de représentations dans une douzaine d'écoles primaires.

A la sixième, en février dernier, le spectacle est interrompu : l'inspecteur d'académie écrit au directeur de la troupe : « Il n'apparaît que les recherches que vous menez dans le domaine théâtral ne correspondent pas aux objectifs que je fixe à une animation théâtrale dans nos établissements. »

*Caché* ne sera donc plus joué dans les écoles. Pourquoi ? « J'ai reçu des plaintes d'enseignants, de directeurs, des parents d'élèves m'ont téléphoné », affirme M. Roblin, l'inspecteur d'académie. Selon lui, le spectacle présenté avec une grande part d'improvisation est d'une « pauvreté affligeante et déshabillée ». Il ajoute : « On ne voit rien de la vie que ce qui est laid et noir. Cela existe, mais pourquoi ne montrer que cela aux enfants ? »

Deux arguments plus précis motivent sa décision. Les acteurs, pour utiliser le même langage que les enfants, profèrent des grossièretés et montrent des situations coupables (voler aux rayons des grands magasins, par exemple). Pour M. Roblin enfin, le spectacle n'obtient aucune conception perceptible.

« Bien sûr, nous n'élevons pas le sens moral ni le sens esthétique, mais ce n'est pas notre but dans un premier temps », répond Yves Guérre, qui dirige la troupe. En l'absence de rideau et de tout matériel, *Caché* veut renvoyer une image : entre les deux actes, les jeunes spectateurs racontent leur propre histoire : « Nous essayons de les interdire tout de suite. Il ne peut donc y avoir de qualité littéraire. »

Le spectacle, et surtout ses conséquences dans les classes, ne laissent pas indifférents les enseignants. « La moitié d'entre eux sont surpris ou choqués », dit Yves Guérre, mais ils essaient honnêtement de laisser ensuite les enfants s'exprimer. Les adeptes des méthodes nouvelles d'enseignement sont enthousiastes, tandis qu'une minorité serait hostile. Pour sa part, l'inspecteur d'académie affirme ne pas avoir reçu une seule protestation contre sa décision. La compagnie dramatique universitaire fait cependant circuler une pétition.

Le débat sur le théâtre en milieu scolaire trouve des éléments dans les déclarations des deux contradicteurs. « Les gosses ne veulent pas entendre parler de Corneille ou de Molière », note, péremptoire, Yves Guérre, qui explique que son spectacle a été conçu pour démontrer devant les enfants les mécanismes du jeu dramatique et de l'expression, en prenant des exemples dans leur vie de tous les jours. Aucune opposition à une telle ouverture sur la vie du côté de l'inspection académique, c'est pour de simples raisons de qualité que *Caché* aurait été retiré de l'affiche. « *Parce qu'il y a de la violence, me dit-on, ça va être bien dangereux* », confie l'inspecteur d'académie.

JEAN-MICHEL AUDINEAU.

(1) Périodiquement, certaines troupes de théâtre sont refusées par l'inspection académique. On a vu, par exemple, à la fin de l'année dernière, une troupe de théâtre refusée par l'inspection académique de la région de Paris, pour la pièce *Le monde du 4 décembre 1975*.

### LES COURS REPRENENT DANS PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS

La reprise des cours pour la préparation des examens de fin d'année continue lentement dans plusieurs universités touchées par les grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle. A Rennes, où une rencontre nationale de grévistes doit avoir lieu jeudi 20 et vendredi 21 mai, les étudiants en sciences ont décidé, le lundi 17, par 461 voix contre 378, d'interrompre leur mouvement. Les enseignements reprendront le lundi 24 mai. En revanche, la grève continue en lettres (université de Haute-Normandie) : l'assemblée du 17 mai a eu lieu dans un climat de confusion et de tension assez vives, et les adversaires de la grève ont été exclus de la réunion.

A Clermont-Ferrand, les cours ont recommencé à l'unité d'enseignement et de recherche d'éducation physique, et la reprise a été votée lundi en première année de droit. En revanche, la situation demeure bloquée en lettres : l'appel lancé par le conseil d'U.E.R., faisant valoir que le contrôle des connaissances ne pourrait être organisé d'ici les vacances que si les enseignements reprenaient, n'a pas été entendu : les quelques cours assurés épisodiquement ont même été interrompus, le conseil ayant décidé de suspendre tous les enseignements, « en raison des violences qui se sont produites dans la faculté ».

De même à Amiens, les activités pédagogiques de rattrapage décidées par le conseil d'université sont peu suivies, et les cours magistraux sont parfois interrompus par des éléments « incontrôlés ». M. Roland Pérez, président de l'établissement, a lancé un appel aux étudiants, affirmant que le sort même de l'université se trouve menacé.

A Toulouse, un des dirigeants de l'Association générale des étudiants, affiliée à l'UNEF ex-Renouveau (proche des communistes), M. Serge Bouchet, étudiant en deuxième année de sciences économiques, a été attaqué, lundi 17 mai vers 19 heures, au moment où il sortait de l'université des sciences sociales, par un groupe d'une douzaine de jeunes gens. Violentement frappé, il dut être transporté au centre hospitalier Purpan, souffrant d'une luxation de l'épaule.

Au centre universitaire Tolbiac (université Paris-1), des examens de droit n'ont pu avoir lieu lundi : une partie des candidats, appuyés par d'autres étudiants grévistes, refusant le système de contrôle adopté (interrogation sur l'ensemble du programme et réduction de la part du contrôle continu), ont bloqué les épreuves. Ce mardi matin, les responsables de l'université ayant décidé de faire contrôler les cartes d'étudiant à l'entrée du centre et de demander à des policiers de se tenir à proximité, les étudiants convoqués ont refusé de composer.

**VACANCES LINGUISTIQUES**

**POUR ADULTES**

**en Angleterre**

**COURS INTENSIFS :**

5 heures par jour avec laboratoire de langues

**3 et 4 semaines**

Juillet - Août - Septembre

**A BOURNEMOUTH**  
(Côte sud de l'Angleterre)

**OSFB**

**ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE**

43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

**Don**

pour une documentation complète et gratuite

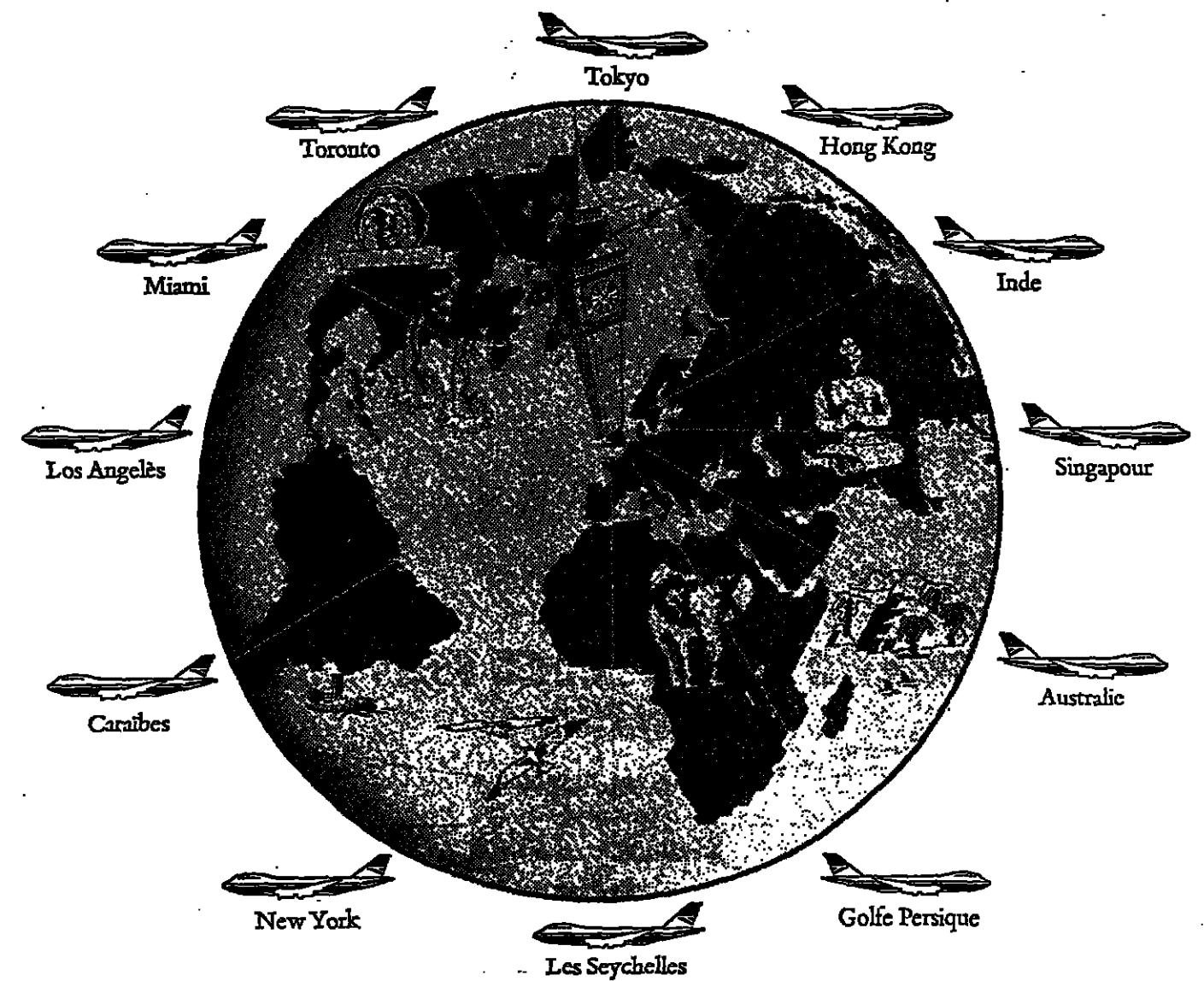
NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

## British Airways

### Le plus court chemin pour aller très loin.



De Londres British Airways dessert 63 destinations différentes vers les 4 autres Continents. En direct. Parfois en supersonique. Nulle part ailleurs il y a autant de vols ! Avec nous Los Angeles, Miami, New York, Montréal, Toronto sont à deux pas. Les Caraïbes et le Golfe Persique : la porte d'été. L'Australie n'est plus aux antipodes. Tokyo, Singapour, Hong-Kong, l'Inde, c'est l'Orient très proche. Nairobi est desservie par onze vols par semaine, et Johannesburg tous les jours en 747.

Vraiment avec British Airways le monde est bien plus proche. Consultez votre agence de voyage ou téléphonez-nous au : 260.38.40.



**British**  
**airways**

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

### une école "vivante"



**un enseignement "sur mesure"**

à partir d'une orientation personnalisée

**des méthodes dynamiques**

appliquées par les meilleurs spécialistes

**des débouchés assurés**

par le Service de Placement de l'Association des anciens élèves

**l'école la plus appréciée des employeurs**

parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

**École des Secrétaires de direction**  
(enseignement privé)  
15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez une documentation

nom \_\_\_\_\_  
prénom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_

niveau études \_\_\_\_\_

## RELIGION

La section de Neuilly de la LICA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), présidée par M. Melchior de Molènes, organise une réunion le mercredi 19 mai, à 21 heures, à la salle municipale, 4, rue de Clugny, à Neuilly, avec le R.P. Riquet, vice-président national de la LICA, qui développera le thème : « Un chrétien face au racisme ».

## DANS LA PLU

### LES EXAMENS vont être

Les examens de fin d'année des universités ont été marqués par la reprise des cours pour la préparation des examens de fin d'année continue lentement dans plusieurs universités touchées par les grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle. A Rennes, où une rencontre nationale de grévistes doit avoir lieu jeudi 20 et vendredi 21 mai, les étudiants en sciences ont décidé, le lundi 17, par 461 voix contre 378, d'interrompre leur mouvement. Les enseignements reprendront le lundi 24 mai. En revanche, la grève continue en lettres (université de Haute-Normandie) : l'assemblée du 17 mai a eu lieu dans un climat de confusion et de tension assez vives, et les adversaires de la grève ont été exclus de la réunion.

A Clermont-Ferrand, les cours ont recommencé à l'unité d'enseignement et de recherche d'éducation physique, et la reprise a été votée lundi en première année de droit. En revanche, la situation demeure bloquée en lettres : l'appel lancé par le conseil d'U.E.R., faisant valoir que le contrôle des connaissances ne pourrait être organisé d'ici les vacances que si les enseignements reprenaient, n'a pas été entendu : les quelques cours assurés épisodiquement ont même été interrompus, le conseil ayant décidé de suspendre tous les enseignements, « en raison des violences qui se sont produites dans la faculté ».

De même à Amiens, les activités pédagogiques de rattrapage décidées par le conseil d'université sont peu suivies, et les cours magistraux sont parfois interrompus par des éléments « incontrôlés ». M. Roland Pérez, président de l'établissement, a lancé un appel aux étudiants, affirmant que le sort même de l'université se trouve menacé.

A Toulouse, un des dirigeants de l'Association générale des étudiants, affiliée à l'UNEF ex-Renouveau (proche des communistes), M. Serge Bouchet, étudiant en deuxième année de sciences économiques, a été attaqué, lundi 17 mai vers 19 heures, au moment où il sortait de l'université des sciences sociales, par un groupe d'une douzaine de jeunes gens. Violentement frappé, il dut être transporté au centre hospitalier Purpan, souffrant d'une luxation de l'épaule.

Au centre universitaire Tolbiac (université Paris-1), des examens de droit n'ont pu avoir lieu lundi : une partie des candidats, appuyés par d'autres étudiants grévistes, refusant le système de contrôle adopté (interrogation sur l'ensemble du programme et réduction de la part du contrôle continu), ont bloqué les épreuves. Ce mardi matin, les responsables de l'université ayant décidé de faire contrôler les cartes d'étudiant à l'entrée du centre et de demander à des policiers de se tenir à proximité, les étudiants convoqués ont refusé de composer.

A Grenoble

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes

se battre pour des diplômes



## ÉDUCATION

DANS LA PLUPART DES UNIVERSITÉS

### Les examens vont être retardés de plusieurs semaines

Les examens auront-ils lieu dans les universités et dans quelles conditions ? Plus que la réforme du deuxième cycle, c'est aujourd'hui la préoccupation principale des enseignants et de la majorité des étudiants et de leurs familles. Dans la plupart des établissements où les étudiants ont fait grève, les dates, la forme, le nombre des épreuves et les programmes sur lesquels elles porteront sont actuellement en discussion. Là où les cours ont repris, ce n'a été généralement qu'après accord sur ce point entre enseignants et étudiants, notamment ceux des comités de grève. Il s'agit de décisions particulièrement complexes en raison de la diversité des situations et des enseignements, des exigences des étudiants et des contraintes réglementaires.

Le plus souvent, les examens seront retardés et ne commenceront qu'à la mi-juin.

Certains seront reportés en septembre. Toutefois d'autres auront lieu dès ce mois-ci aux dates habituelles dans les établissements où les branches peu ou pas touchées par les grèves. Les épreuves écrites des concours de recrutement des professeurs du second degré, dont la préparation n'a été interrompue pratiquement nulle part, ont déjà commencé.

Du côté des étudiants les demandes sont nombreuses. La majorité d'entre eux souhaitent passer leurs examens et ceux qui ont fait grève ne veulent pas être « pénalisés » par rapport à ceux qui ont continué à suivre des enseignements plus ou moins longtemps après que la grève ait été déclarée (certains cours ont été assurés et, de-ci, de-là, des groupes de travaux dirigés ont continué à fonctionner).

La coordination des comités de grève réunie le 8 mai à Lyon a demandé qu'une « semaine nationale d'examen » soit organisée au mois de juin et que la deuxième session ait lieu en octobre, sur le programme enseigné avant la grève : les enseignements prévus au second semestre seraient validés automatiquement ou « sur la base d'examens collectifs ».

De même à Amiens, les étudiants ont demandé que les décisions par le conseil d'administration soient prises avant le 15 mai, le conseil ayant suspendu tous les enseignements en raison des notes et des productions dans la

un « contrôle continu » et des « examens périodiques ou terminaux » ; chacun des deux procédés ne peut compter pour moins de 20 % dans la note finale. D'autre part (article 33 de la loi d'orientation), « les modalités du contrôle et de la vérification des connaissances sont fixées un mois avant le début de l'année universitaire » : elles ne doivent donc pas être modifiées en cours d'année. Enfin, la préparation des diplômes du premier cycle (des DEUG) doit comporter, depuis l'année 1973-1974, un nombre minimum d'heures d'enseignement : 1 100 sur deux ans pour les sciences exactes ; 900 pour le droit et les sciences économiques ; 700 pour les lettres, les langues et les sciences humaines.

C'est cette dernière obligation qui, sans doute, tire le moins à conséquence : en effet, sauf dans quelques universités où les grèves d'enseignants ont été particulièrement longues — Amiens, Grenoble, Rennes, Toulouse, Tours, et surtout Nantes, — il est facile, en prolongeant un peu les enseignements, d'atteindre le « seuil » prévu. Celui-ci, de plus, ne prend un caractère fatidique pour les étudiants de deuxième année : un déficit, pour la première, peut être compensé l'an prochain : les textes réglementaires prévoient d'ailleurs la possibilité de répartir les heures de cours à raison de 40 % sur une année et de 60 % sur l'autre.

● Les établissements où la grève a commencé après les vacances de Pâques ou vers le 15 mars, les examens ont généralement été repoussés à la deuxième quinzaine de juin. Les enseignements sont prolongés de trois à quatre semaines, de façon que les normes réglementaires soient respectées. En accroissant les horaires hebdomadaires, la différence finale entre les enseignements prévus et ceux effectivement assurés sera réduite au minimum et, au prix de quelques aménagements, il ne sera pas nécessaire de modifier les structures de contrôle ni de changer la répartition prévue entre le contrôle continu et les examens.

● Ceux où la grève a commencé début mars ou a duré plus de sept ou huit semaines, comme Paris XIII, Grenoble III, par exemple. Dans ce cas, malgré les séances de révision ou de rattrapage, il sera difficile d'assurer le programme complet et d'effectuer un contrôle continu normal. Il faut donc envisager une dérogation à la règle et réduire la part du contrôle continu au bénéfice d'examens terminaux. C'est ce qui est prévu par exemple à Grenoble III ou à Dijon. Lorsque la grève a été particulièrement longue, on envisage de fractionner les examens : les épreuves écrites ayant lieu à la fin de juin, les oraux en septembre seulement, en raison du départ en vacances du personnel administratif. C'est le cas par exemple à Rennes en sciences économiques.

● Ceux qui ont été les « figures de proue » de la grève. Non seulement il faut changer les règles d'examen, mais il paraît pratiquement impossible d'organiser des examens avant les vacances : il faut reprendre les enseignements dès maintenant et les prolonger jusqu'à la fin de juin pour parvenir au seuil réglementaire ou simplement enlever les enseignements. A Tours, par exemple, où des grèves avaient déjà eu lieu en janvier, les directeurs d'U.E.R. réunis le 7 mai, envisageaient de repousser les examens de fin d'année en septembre pour la géographie, en octobre pour l'anglais. L'université de Nice prévoit un système identique pour la première année de droit. Lorsqu'un accord ne peut être conclu avec les grévistes pour une reprise des cours, il faut de toute façon envisager le report de tout examen à l'automne.

#### Une extrême diversité

C'est le cours qui donne le contenu même de l'enseignement. A cette diversité s'ajoute celle de l'ampleur des grèves : leur durée a varié non seulement d'une université ou d'une U.E.R. à l'autre, mais souvent d'une discipline d'une année, voire d'une U.V. à l'autre à l'intérieur du même établissement. A Dijon, par exemple, les étudiants de lettres classiques et ceux de la maîtrise de sciences naturelles n'ont pratiquement pas cessé de suivre cours et travaux pratiques, tandis que la grève a duré près de huit semaines en droit, en histoire, en sociologie, en psychologie et en géographie. A Bordeaux, les enseignants du deuxième cycle scientifique ont été peu perturbés tandis qu'en troisième année de droit, « noyau dur » de la grève, les cours n'ont toujours pas repris.

Aussi des solutions très diverses ont-elles été adoptées dont il est impossible de dresser le tableau. Néanmoins on peut distinguer plusieurs « cas de figure ».

● Les universités où les grèves ont été relativement brèves (Orléans, Angers, Le Mans, par exemple). Les enseignements ayant repris normalement, il suffit de les prolonger d'une ou deux semaines, ce qui peut être fait parfois sans changer même les dates d'examen. La situation est pratiquement comparable à celle des U.E.R. médicales ou pharmaceutiques où la grève a duré deux ou trois semaines (notamment des trois instituts nationaux polytechniques et de l'Institut d'études politiques de Paris) qui n'ont pas connu de grève.

#### A Grenoble

### « Pourquoi se battre pour des diplômes dont le pouvoir ne veut plus ? »

De notre correspondant

Grenoble. — Les étudiants doivent faire des examens une arme à leur service, d'une part en refusant le boycottage, d'autre part en refusant de les passer dans des conditions traditionnelles. Privée de miroir, une étudiante essaie d'obtenir le silence des huit cents personnes assises dans l'amphithéâtre n° 1 de sciences économiques, où règne une chaleur étouffante. « Cela signifie rejeter la hiérarchie, l'individualisme et la sélection sociale qui les sous-tend, ajoute-elle, les examens collectifs ouvrent une brèche dans l'université. »

La motion votée le lundi 10 mai, à une très large majorité, au cours de « 1 », assemblée générale hebdomadaire après laquelle le campus se dépeuple, prévoit effectivement que « les examens seront préparés collectivement dans le cadre de la grève et une note collective sera attribuée aux étudiants ». Ils ne porteront que sur les cours dispensés avant le 19 février, date du début de la grève en sciences économiques et à l'Institut d'études politiques.

Qu'en sera-t-il en réalité ? En droit, où la reprise des cours a été votée le 27 avril, des examens « traditionnels » seront organisés dans la deuxième quinzaine de juin. A l'université des langues et lettres « l'essentiel sera sauvegardé », déclare son président. En histoire, par exemple, où la grève a repris le 13 mai, on envisage de tenir une session en juin. Il sera sans doute nécessaire de prolonger l'année universitaire pour achever le programme prévu. Ailleurs, c'est-à-dire en sciences,

à l'Institut d'études politiques, en sciences économiques, où la grève continue, les présidents d'université assient de sortir de l'impasse. D'un côté, ne pas faire perdre une année à la totalité des étudiants, de l'autre, maintenir aux diplômes nationaux leur valeur. Sur les vingt-cinq semaines de cours prévues, un grand nombre d'étudiants n'en auront suivi que quinze.

« Peut-on faire passer des examens alors qu'il n'y a pas eu d'enseignement ? », demande le recteur de l'académie de Grenoble, M. Henri Touchard. « C'est pour l'université un choix à faire. Les examens peuvent être dévalorisés de l'enseignement ? » « L'université ne peut se voir réduire au rôle de machine distributrice de diplômes », répond le président de l'université des sciences sociales, M. Paul Leroy. Et certains professeurs ajoutent : « En agissant ainsi, nous remettrons l'enseignement à sa vraie place. Notre rôle est de donner le goût des études. Aux étudiants d'aller chercher dans les livres et à l'extérieur de l'université ce qu'ils doivent connaître. » Mais pour autant, les enseignants n'acceptent pas, en général, les examens collectifs. Les comités de grève tiennent-ils bon sur ce point, au risque de « faire cadeau au pouvoir d'une année universitaire », comme le dit l'UNEF-Renouveau ? Les étudiants grévistes répondent : pourquoi se battre pour des diplômes que le pouvoir ne veut plus ? Le patronat n'a-t-il pas déjà déqualifié vos examens ? »

CLAUDE FRANCHILLON.

**PRÉPARATION A SC.P.O.**  
Sur PLACE ou par CORRESPONDANCE  
● Examen d'entrée en année préparatoire.  
● Examen d'entrée directe en 2<sup>e</sup> année.  
● Seconde session fin d'année préparatoire.  
● Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplôme).  
PSP 75016 PARIS - Tél. : 504-19-73.

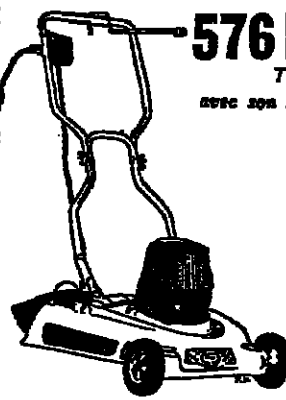
La lettre de la loi  
En ce qui concerne les programmes universitaires n'ont généralement consenti que de minimes allègements. Tout au plus certains conseils ont-ils accepté que les épreuves dispensées « hors de la période de grève », comme le réclame l'UNEF-Renouveau, ce qui inclut les révisions et les rattrapages. Mais ce sont les jurys qui décideront en fait des questions posées.

Comment le secrétariat d'Etat aux Universités a-t-il répondu à ces demandes ? Mme Samier-Selès avait, dès le début d'avril, invité les recteurs à examiner avec les présidents d'université les cas « où il sera nécessaire de prolonger les enseignements au-delà du mois de juin ». Plus récemment, elle a demandé par télégramme aux recteurs de dresser un tableau précis de la situation dans chaque établissement. Une circulaire précisant la conduite à suivre selon les cas est en préparation depuis plusieurs semaines. On attendrait notamment les présidents, en accord avec les recteurs, à modifier les proportions entre l'examen terminal et le contrôle continu, lorsqu'il n'est pas possible d'effectuer celui-ci selon les modalités prévues. Seuls les cas extrêmes seraient examinés par le secrétariat d'Etat.

Mais on est tenté aussi au secrétariat d'Etat de se réserver le droit de décider finalement en toute liberté si un examen doit être validé ou non. Mme Samier-Selès paraît hésiter entre faire confiance aux enseignants et aux présidents pour organiser des examens valables, et appliquer la loi et l'ordre, éventuellement contre eux. Le dernier télégramme adressé aux recteurs invitait ceux-ci à s'interroger de façon strictement confidentielle : certains, qui veulent bien jouer les gardiens de la loi, n'ont pas appréhendé de se voir transformer en enquêteurs. Le mercredi 12 mai, à l'Assemblée, Mme Samier-Selès, tout en rendant hommage au désir des enseignants de maintenir « la qualité des diplômes nationaux », affirmait que ceux-ci « ne pourront être délivrés que si les dispositions arrêtées en début d'année ont été respectées ». Prise à la lettre, une telle attitude mettrait un certain nombre d'unités d'enseignement et de recherche dans l'impossibilité de faire passer des examens avant

à ce prix, elle est imbattable

ELECTRIQUE 1050 watts ne craint pas l'herbe coupe 48 cm



576 F TTC

COMPAREZ : voyez la concurrence ; de l'électrique au micro-tracteur 10 CV, nos tondeuses sont faites pour durer.  
FABIMPORT  
Importateur-Distributeur (catalogue sur demande)  
38, RUE FABERT  
551-73-83 - 555-07-12  
75007 Paris

**École des parents**  
l'internat : pour qui, pour quel faire ?  
Les parents : votre responsabilité en matière d'éducation.  
Tous les parents ont des questions à se poser : l'école, le collège, le lycée, le lycée professionnel, le lycée technique, le lycée agricole, le lycée maritime, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime, le lycée d'enseignement technique, le lycée d'enseignement professionnel, le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée d'enseignement scientifique, le lycée d'enseignement artistique, le lycée d'enseignement sportif, le lycée d'enseignement agricole, le lycée d'enseignement maritime,



AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS SYNDICALES

## La C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et le Syndicat de la magistrature condamnent quatre des cinq projets de loi sur la « sécurité »

Plusieurs organisations syndicales et associations (1) ont adopté, lundi 17 mai, une motion condamnant trois des quatre projets de loi sur la sécurité adoptés au conseil des ministres, le 7 avril, ainsi que le projet de loi sur les contrôles d'identité. En voici les principales dispositions : « Sans préjudice de la lutte contre la criminalité, le gouvernement soumet au Parlement plusieurs projets de loi destinés à renforcer et à aggraver un système répressif déjà important. Au nom de la sécurité, il veut faire admettre à l'opinion publique de nouvelles dispositions qui, en fait, pourrissent et étendent, selon les circonstances, les pouvoirs de la police pour vérification d'identité, sans motif particulier, insistant ainsi une véritable garde à vue sans fondement juridique ni garanties. (...) »

Enfin, le gouvernement poursuit le projet de légaliser l'interpellation et le contrôle des citoyens dans les locaux de la police pour vérification d'identité, sans motif particulier, insistant ainsi une véritable garde à vue sans fondement juridique ni garanties. (...) »

Enfin, le gouvernement poursuit le projet de légaliser l'interpellation et le contrôle des citoyens dans les locaux de la police pour vérification d'identité, sans motif particulier, insistant ainsi une véritable garde à vue sans fondement juridique ni garanties. (...) »

Un premier projet permet désormais à tout policier, même en civil, de fouiller tout véhicule, à tout moment, d'office, sans avoir à en justifier. (...) Cette législation de la fouille pourrait donner un moyen de pression, d'intimidation et de contrôle à caractère politique, ouvrant ainsi la voie à toutes les provocations, notamment à l'occasion des réunions et manifestations syndicales et politiques. (...) »

Un deuxième projet institue un véritable droit d'interdiction en décidant que les peines pour association de malfaiteurs s'appliquent même si aucune action n'a été entreprise. (...) Ainsi, des poursuites pourraient être engagées sur la base de considérations subjectives et arbitraires à l'encontre de personnes ou groupements tels par exemple que des grévistes occupant les locaux de travail ou des locataires s'opposant à une hausse injustifiée de leur loyer.

Un troisième texte vise à supprimer l'indépendance du juge de l'application des peines, en subordonnant ses décisions à l'approbation du parquet ou de l'administration pénitentiaire, c'est-à-dire, en fait, du pouvoir politique. En outre, le texte revient

à retrancher définitivement certains individus de la société alors qu'il serait préférable de prendre toutes mesures propres à prévenir sur la récidive et à permettre une véritable réinsertion sociale des condamnés.

Enfin, le gouvernement poursuit le projet de légaliser l'interpellation et le contrôle des citoyens dans les locaux de la police pour vérification d'identité, sans motif particulier, insistant ainsi une véritable garde à vue sans fondement juridique ni garanties. (...) »

Enfin, le gouvernement poursuit le projet de légaliser l'interpellation et le contrôle des citoyens dans les locaux de la police pour vérification d'identité, sans motif particulier, insistant ainsi une véritable garde à vue sans fondement juridique ni garanties. (...) »

Les cinq projets avaient, fin mars, été approuvés par le Conseil d'Etat (le Monde du 27 mars).

Les cinq projets avaient, fin mars, été approuvés par le Conseil d'Etat (le Monde du 27 mars).

## Les clients au secours des grévistes

### « La parole d'un policier »

Militants syndicalistes ou curieux — « des hippies » affirment des représentants de l'ordre — étaient venus nombreux, lundi 17 mai, soutenir, à la vingt-troisième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, de leur présence la cause des deux clients du magasin Inno accusés d'outrage et de rébellion envers des gardiens de la paix.

Au fil des huit dépositions, qui toutes se corroborèrent, les faits se dessinèrent si nets qu'ils font passer bientôt les accusateurs au rang des accusés. Entendre un jeune et solide policier affirmer avoir été agressé, insulté, giflé, frappé à coups de poing par une jeune femme mince, frêle pourrait-on dire, et qualifiée par son supérieur hiérarchique, M. Claude Frizon, président de l'université de Paris-VIII, de « personne d'une grande urbanité », ne prête-t-il pas à rire ?

M. Jean Vray, substitut, en vint à conclure, à la fin des auditions, ces paroles : « Monsieur le président, le panorama de la procédure vous avait donné une version des faits, l'audience vous donne une vision exactement contraire... La sagesse veut que l'on fasse la part des choses. Que ne soit retenu ce qui est sûr, que ne soit laissé ce qui est douteux. »

Les faits ont eu lieu le 4 octobre 1975, un samedi. Le personnel d'Inno-Montparnasse est en grève. Classiques revendications de réévaluation des salaires et d'amélioration des conditions de travail. C'est le début de l'après-midi. Presque tous les grévistes sont réunis en assemblée générale. Les chefs sont aux caisses pour assurer le fonctionnement du magasin tandis que des syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. sollicitent le soutien de la clientèle au mouvement du

personnel. Mme Descolonges, cinquante-six ans, retraitée, et Mme Roseline Escourt, trente et un ans, auxiliaire à l'université de Paris-VIII, venues faire leurs courses, acceptent de manifester leur solidarité aux grévistes. Comme on le leur suggère et comme bien d'autres clientes l'ont fait déjà, elles remplissent leurs caisses, passent aux caisses, puis, l'addition faite, proclament : « Nous sommes solidaires des grévistes. C'est trop cher » et s'apprêtent à quitter le magasin, abandonnant la marchandise.

Un grand remue-ménage se produit alors. On crie : « En tout, au total ! » Les femmes sont aussitôt saisies par deux hommes, plaquées contre le mur puis violemment entraînées au dehors et brutalisées. Qui sont donc ces deux hommes en civil qui demandent aux deux femmes d'identifier leurs cartes d'identité ?

Sous la pression de la foule, le sous-brigadier Marais et le gardien de la paix Colombani s'élancent et montrent leur carte. Des agents en uniforme arrivent en renfort, emmènent les deux femmes au commissariat, où elles seront interrogées plusieurs heures et accusées d'outrage et de rébellion envers des gardiens de la paix. La plus jeune, blessée dans l'avenue, devra porter un bras en écharpe plusieurs semaines.

Reste maintenant le douteux. Le sous-brigadier Marais et le gardien de la paix Colombani avaient-ils bien annoncé qu'ils étaient communistes ? L'affirmation avant d'« interpellier » les deux femmes ? C'est ce que tente d'éclaircir le président Isambert. « Peut-on parler d'outrage », dit-il, « agent et de rébellion quand vous êtes agressés sans raison — il n'y a pas eu de délit — par une personne dont vous ne savez pas qui elle est ? »

Leclerc avant de se dire « surpris que des agents aient été sur le terrain de la grève, car il s'agissait d'un conflit entre travailleurs et l'interpellation et l'arrestation des grévistes n'est justifiée, en pareil cas, que lorsqu'il y a entrave à la liberté du travail. Pour ce qui est des voleurs on ne peut pas parler d'outrage », dit-il, « agent et de rébellion quand vous êtes agressés sans raison — il n'y a pas eu de délit — par une personne dont vous ne savez pas qui elle est ? »

Leclerc avant de se dire « surpris que des agents aient été sur le terrain de la grève, car il s'agissait d'un conflit entre travailleurs et l'interpellation et l'arrestation des grévistes n'est justifiée, en pareil cas, que lorsqu'il y a entrave à la liberté du travail. Pour ce qui est des voleurs on ne peut pas parler d'outrage », dit-il, « agent et de rébellion quand vous êtes agressés sans raison — il n'y a pas eu de délit — par une personne dont vous ne savez pas qui elle est ? »

### LE TAUX D'ECHEC DES PERMISSIONS DE SORTIR ACCORDEES AUX DETENUS N'EST PLUS QUE DE 1,85 %

Le taux d'échec des permissions de sortir accordées aux détenus est en nette diminution. Il passe, en effet, de 4,59 % pour juillet 1975 à 1,85 % pour avril 1976. Ce dernier mois, 1 460 permissions ont été accordées, 681 permissions ont été refusées (échec, 1,91 %) ; 719 à des prévenus (échec, 1,80 %).

Ces chiffres étaient respectivement : en juillet 1975, de 9,13 % d'échec pour 637 permissions à des détenus, 2,60 % d'échec pour 1 502 permissions accordées à des prévenus.

Patrick Henry, inculpé du meurtre de Philippe Bertrand, s'est pourvu en Cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris. Sur le fond, il subsistera une incertitude : le sang du petit Philippe ne peut plus être examiné.

### FAITS DIVERS

#### L'assassinat de M. Chaine

Les inspecteurs de la brigade criminelle chargés d'enquêter sur l'assassinat commis le 2 mai dernier contre M. Jacques Chaine, président-directeur général du Crédit lyonnais, semblent avoir échoué sur deux points dans leurs recherches. D'une part, les experts du laboratoire municipal ont relevé que le P 38 utilisé par le jeune anarchiste était une très vieille arme de guerre datant de 1902 et ayant beaucoup servi durant les hostilités. Les inspecteurs ne pourraient donc pas établir, grâce au numéro de fabrication du pistolet, la date et le lieu de sa livraison. D'autre part, les investigations relatives aux « points de chute » parisiens de Jean Bilski lorsqu'il quittait, l'après-midi, le domicile de sa tante, à Fresnoy-lez-Paris (Val-d'Oise), « pour aller chercher du travail dans la capitale » demeurent toujours vaines.

Les policiers parlent d'ailleurs de plus en plus convaincus que Jean Bilski était un anarchiste qui n'appartenait à aucun groupe organisé. Ils ne semblent guère prendre au sérieux le coup de téléphone donné le dimanche 16 mai, par un correspondant d'un groupe anonyme Jean Bilski « pour revendiquer l'attentat contre M. Chaine. Pour les enquêteurs, ces communications émaneraient soit de mauvais plaisants, soit de détraqués.

Après l'information que nous avons publiée sur le motif d'ordre de grève lancé par le Syndicat de la Juridiction administrative (le Monde du 7 mai), nous avons reçu de M. Daniel Chabon, secrétaire général de cette organisation, les précisions suivantes :

En premier lieu, cette grève concernait les activités juridictionnelles (audience publique), ce qui lui confère un caractère unique dans les annales de la justice française.

En second lieu, elle n'était déclenchée ni pour le 5 ni pour le 7 mai spécialement, mais pour la semaine du 3 au 7, chaque tribunal devant l'observer au jour de son audience habituelle. Aussi bien est-ce sur l'ensemble de la semaine qu'il convient d'en mesurer les effets, et non sur la seule journée du mercredi 5, qui ne pouvait concerner que les tribunaux tenant habituellement audience ce jour. Sur la semaine, et selon les informations encore fragmentaires dont nous disposons, une quarantaine de tribunaux n'ont pas tenu d'audience (sur vingt-cinq, cependant que

## LA MUTATION DU SUBSTITUT DE MARSEILLE

### Mme Ceccaldi porte plainte après la divulgation par la Chancellerie de son dossier de professeur

Le ministère de la justice s'apprête à une bataille de tranchées dans la polémique qui l'oppose aux magistrats à propos de la mutation de M. Etienne Ceccaldi, substitut du procureur de la République à Marseille, comme procureur de la République à Hazebrouck ?

La Chancellerie a, en effet, publié, lundi 17 mai, dans la soirée, un communiqué indiquant que « après avoir tenu à recueillir toutes informations sur les raisons d'ordre familial invoquées par M. Ceccaldi pour appuyer son refus de rejoindre sa nouvelle affectation à Hazebrouck, il apparaît parfaitement établi que le magistrat et sa famille se préparaient à quitter Marseille pour tout poste d'avancement en métropole ou outre-mer ».

Selon le ministère de la justice, « Mme Ceccaldi, adjointe d'enseignement au CES Henri-Vallon, à Marseille, a sollicité sa mutation dans une lettre en date du 8 avril 1976, adressée au recteur d'académie d'Aix, sous couvert de l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône et du principal du collège. Elle rappelle, dans cette lettre, que, par décret paru au Journal officiel, son mari, M. Etienne Ceccaldi, actuellement substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Marseille, a été inscrit sur la liste d'aptitude de magistrat à une fonction supérieure, ce qui implique, précise-t-elle, la possibilité d'une nomination dans un délai indéterminé à un poste sur l'ensemble des départements français de métropole et d'outre-mer. Elle souligne, dans l'ignorance où elle se

### L'affaire Agrel

#### LA COUR D'APPEL DE PARIS EST CHARGÉE DU COMPLÉMENT D'INFORMATION

M. Raoul Combaldieu, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, a donné commission rogatoire à M. Jean Vassogne, premier président de la cour d'appel de Paris, pour lui demander de procéder à un complément d'enquête concernant le cas de Roland Agrel, condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour complicité d'homicides volontaires par la cour d'appel de Paris, et qui sollicite la révision de son procès en raison de l'existence de faits nouveaux.

Cette commission rogatoire a été donnée au premier président de la cour d'appel en exécution de l'arrêt rendu le 11 mai par la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui a ordonné un complément d'enquête, « l'existence d'un fait nouveau, de nature à entraîner la révision, se présentant, en l'état actuel de la cause, comme une hypothèse à vérifier ».

M. Vassogne a la possibilité de déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs magistrats pour mener cette enquête complémentaire. Usant de cette faculté, M. Vassogne a désigné aussitôt M. Paul-Jules Doll, président de chambre à la cour d'appel de Paris, et M. Guy Flich, premier juge d'instruction au tribunal de Paris.

Après l'information que nous avons publiée sur le motif d'ordre de grève lancé par le Syndicat de la Juridiction administrative (le Monde du 7 mai), nous avons reçu de M. Daniel Chabon, secrétaire général de cette organisation, les précisions suivantes :

### CORRESPONDANCE

#### La grève des audiences dans les tribunaux administratifs

Après l'information que nous avons publiée sur le motif d'ordre de grève lancé par le Syndicat de la Juridiction administrative (le Monde du 7 mai), nous avons reçu de M. Daniel Chabon, secrétaire général de cette organisation, les précisions suivantes :

En premier lieu, cette grève concernait les activités juridictionnelles (audience publique), ce qui lui confère un caractère unique dans les annales de la justice française.

En second lieu, elle n'était déclenchée ni pour le 5 ni pour le 7 mai spécialement, mais pour la semaine du 3 au 7, chaque tribunal devant l'observer au jour de son audience habituelle. Aussi bien est-ce sur l'ensemble de la semaine qu'il convient d'en mesurer les effets, et non sur la seule journée du mercredi 5, qui ne pouvait concerner que les tribunaux tenant habituellement audience ce jour. Sur la semaine, et selon les informations encore fragmentaires dont nous disposons, une quarantaine de tribunaux n'ont pas tenu d'audience (sur vingt-cinq, cependant que

soixante-dix-neuf magistrats ou présidents de formation se sont déclarés grévistes (sur environ cent quatre-vingt-quinze).

Dans un texte diffusé au début de la grève, le Syndicat de la Juridiction administrative écrivait d'autre part : « Le plan des rythmes d'avancement que sur celui des rémunérations, le corps des membres des tribunaux administratifs subit, depuis plusieurs années, un déclassement considérable par rapport aux autres corps issus de l'Ecole nationale d'administration (...) ».

Plus que de la recherche d'avantages financiers, la grève est tout à la fois née du sentiment que les tribunaux administratifs étaient abandonnés à leur sort et que nul à Paris ne se souciait des magistrats provinciaux dont la mission est de défendre les administrés contre les erreurs ou abus de l'administration (...).

Ce rôle ne peut être pleinement assuré que si les juridictions administratives reçoivent les effectifs leur permettant de le remplir (...).

trouve actuellement du poste où son mari sera affecté, elle ne peut, dans sa demande de mutation, préciser la nomination qu'elle sollicite pour elle-même.

Après la divulgation par la Chancellerie, d'un dossier qui était sous la garde du ministère de l'éducation, Mme Ceccaldi a porté plainte contre X... mardi 18 mai, entre les mains du juge des juges d'instruction de Marseille.

Pour sa part, M. Ceccaldi a confirmé cette demande de mutation en précisant que « ce document établit la preuve absolue de (sa) bonne foi ». Il a ajouté dans une interview à R.T.L. : « J'indique que ce document établit que le magistrat et sa famille se préparaient à quitter Marseille pour tout poste d'avancement en métropole ou outre-mer ».

Selon le ministère de la justice, « Mme Ceccaldi, adjointe d'enseignement au CES Henri-Vallon, à Marseille, a sollicité sa mutation dans une lettre en date du 8 avril 1976, adressée au recteur d'académie d'Aix, sous couvert de l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône et du principal du collège. Elle rappelle, dans cette lettre, que, par décret paru au Journal officiel, son mari, M. Etienne Ceccaldi, actuellement substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Marseille, a été inscrit sur la liste d'aptitude de magistrat à une fonction supérieure, ce qui implique, précise-t-elle, la possibilité d'une nomination dans un délai indéterminé à un poste sur l'ensemble des départements français de métropole et d'outre-mer. Elle souligne, dans l'ignorance où elle se

M. Ceccaldi a rappelé qu'il avait évoqué deux types de motifs pour justifier son refus de rejoindre sa nouvelle affectation de Hazebrouck. Le premier motif est d'ordre familial et le second « que la chancellerie omet de citer, ce sont les menaces de sanctions que le garde des sceaux, avant même que j'ai fait connaître ma décision, m'a fait connaître à mon endroit », a-t-il conclu.

Le procédé employé par la chancellerie pour essayer de conforter, par une enquête occulte, sa tâche n'est ni élégant ni convaincant. Il n'a jamais été allégué ni par M. Ceccaldi ni par ceux qui le soutiennent qu'il refusait toute mutation. La polémique porte sur la nomination à Hazebrouck et il n'apparaît pas dans la lettre de Mme Ceccaldi que celle-ci ait envisagé une telle affectation.

Mme Françoise Giroud obtient 10 000 francs de dommages et intérêts du magazine Emmanuelle. — La cour d'appel de Paris a confirmé, le 13 mai 1976, le jugement de la première chambre civile du tribunal de Paris qui, le 20 mai 1975, avait condamné la société éditrice du magazine Emmanuelle à verser 10 000 francs de dommages et intérêts à Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine.

La couverture du numéro 5 de cette revue portait une liste de quatre noms : ceux d'Emmanuelle Arsan (directrice de la rédaction), de Françoise Giroud, de Françoise Parturier et de Françoise Sagan, présentation qui, selon le jugement de la première chambre civile, « ne pouvait manquer de suggérer que Mme Giroud avait, parmi d'autres, collaboré à ce numéro ».

Mme Giroud a déclaré de verser les 10 000 francs, obtenus en dédommagement d'un « usage abusif de son nom », à une caisse de secours de journalistes.

Après l'attentat contre « l'Aurore ». — Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, lundi 17 mai, une information contre X... pour destruction volontaire d'édifice par substance explosive, après l'attentat commis dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 mai dans les locaux du journal « l'Aurore », rue de Richelieu, à Paris (2<sup>e</sup> arrondissement). Le dossier a été confié à M. Claude Hanoteau, juge d'instruction.

Manifestation à Strasbourg après l'incendie criminel contre le musée du Struthof. — Plus d'un millier d'anciens résistants, déportés, internés et anciens combattants ont manifesté, lundi 17 mai à Strasbourg, pour protester contre l'attentat qui a détruit, dans la nuit du mercredi 12 mai au jeudi 13 mai, le Musée de la déportation au camp du Struthof, dans le Bas-Rhin (le Monde daté 16-17 mai).

Le gardien de la paix Robert Mancau, vingt-sept ans, a été condamné pour vol, le 15 mai, à un an d'emprisonnement avec sursis par la septième chambre correctionnelle de Paris. Un sexagénaire lui ayant remis une sacoche qu'il avait trouvée dans la rue, alors qu'il était de faction devant le poste de police de la rue Charles-Baudelaire (11<sup>e</sup>), il était allé restituer le sac à son propriétaire, sans déclarer sa qualité de policier, en prétendant l'avoir découverte lui-même et après avoir prélevé 3 000 francs sur les 13 500 francs qu'elle contenait.

## CATASTROPHES

### Violent séisme en Ouzbékistan

De notre correspondant

Moscou. — Le tremblement de terre qui a ébranlé lundi 17 mai l'Asie centrale n'a pas provoqué, semble-t-il, de graves dégâts dans les principales villes se trouvant à une certaine distance de l'épicentre : Tachkent, Samarcande et Boukhara, en particulier, où l'intensité du séisme a été respectivement de VI et V, ne complétaient aucune victime, seulement des dégâts matériels pas trop importants. Ces renseignements ont été fournis lundi soir par les autorités municipales, qui ont pu être jointes par téléphone à partir de Moscou.

La situation est sans doute plus grave dans les agglomérations plus proches de l'épicentre, comme la petite ville de Gazli, déjà éprouvée le 8 avril dernier par une secousse moins violente que celle de lundi. Gazli, qui compte huit mille habitants, est située à 70 kilomètres à peine de l'épicentre, en plein désert du Kyzylkum. La ville avait été en partie détruite au mois d'avril dernier. D'importantes installations d'extraction de gaz naturel avaient également été arrêtées pendant quelques jours à la suite du premier séisme.

Le tremblement de terre qui a eu lieu lundi à 8 heures du matin (heure de Moscou) a été annoncé quelques heures plus tard par l'agence Tass. L'agence officielle soviétique ne donne aucun détail sur les dégâts et précise seulement que « des mesures urgentes ont été prises pour porter secours aux sinistrés ». Dans le cas du tremblement de terre du 8 avril, Tass avait affirmé qu'aucune victime n'était à déplorer, car les experts soviétiques avaient été capables de prévoir la secousse plusieurs jours à l'avance et d'avertir la population. Tass n'a pas dit cette fois-ci que les sismologues soviétiques avaient prévu le tremblement de terre de lundi.

La radio, la télévision et la presse soviétiques ont mentionné brièvement lundi soir et mardi matin le séisme. Pour aussi succinctes qu'elles soient, ces informations marquent une rupture avec la tradition : jusqu'à l'an dernier, les autorités évitaient soigneusement de donner la moindre publicité aux catastrophes naturelles. En moins de deux mois, elles ont mentionné deux tremblements de terre. Les organes d'information soviétiques ont également fourni des précisions, le mois dernier, sur les grands incendies de forêts qui valent déjà en Sibérie, dans la région du lac Baïkal, et qui ont dévasté plusieurs dizaines de milliers d'hectares.

D'après le laboratoire de détection et de géophysique (L.D.G.) du Commissariat à l'énergie atomique, la magnitude du séisme d'Ouzbékistan serait comprise entre 6,5 et 6,8, ce qui est, à peu de chose près, celle du tremblement de terre du Frioul du 6 mai dernier.

Experts qu'on enregistre en moyenne, chaque année, trois cent mille séismes. Le plus grand nombre d'entre eux sont imperceptibles à l'homme. Mais il se produit, par an, entre cent soixante-dix et deux cent dix séismes dont la magnitude est égale ou supérieure à 6,5.

l'agence Tass. L'agence officielle soviétique ne donne aucun détail sur les dégâts et précise seulement que « des mesures urgentes ont été prises pour porter secours aux sinistrés ». Dans le cas du tremblement de terre du 8 avril, Tass avait affirmé qu'aucune victime n'était à déplorer, car les experts soviétiques avaient été capables de prévoir la secousse plusieurs jours à l'avance et d'avertir la population. Tass n'a pas dit cette fois-ci que les sismologues soviétiques avaient prévu le tremblement de terre de lundi.

La radio, la télévision et la presse soviétiques ont mentionné brièvement lundi soir et mardi matin le séisme. Pour aussi succinctes qu'elles soient, ces informations marquent une rupture avec la tradition : jusqu'à l'an dernier, les autorités évitaient soigneusement de donner la moindre publicité aux catastrophes naturelles. En moins de deux mois, elles ont mentionné deux tremblements de terre. Les organes d'information soviétiques ont également fourni des précisions, le mois dernier, sur les grands incendies de forêts qui valent déjà en Sibérie, dans la région du lac Baïkal, et qui ont dévasté plusieurs dizaines de milliers d'hectares.

D'après le laboratoire de détection et de géophysique (L.D.G.) du Commissariat à l'énergie atomique, la magnitude du séisme d'Ouzbékistan serait comprise entre 6,5 et 6,8, ce qui est, à peu de chose près, celle du tremblement de terre du Frioul du 6 mai dernier.

Experts qu'on enregistre en moyenne, chaque année, trois cent mille séismes. Le plus grand nombre d'entre eux sont imperceptibles à l'homme. Mais il se produit, par an, entre cent soixante-dix et deux cent dix séismes dont la magnitude est égale ou supérieure à 6,5.

l'agence Tass. L'agence officielle soviétique ne donne aucun détail sur les dégâts et précise seulement que « des mesures urgentes ont été prises pour porter secours aux sinistrés ». Dans le cas du tremblement de terre du 8 avril, Tass avait affirmé qu'aucune victime n'était à déplorer, car les experts soviétiques avaient été capables de prévoir la secousse plusieurs jours à l'avance et d'avertir la population. Tass n'a pas dit cette fois-ci que les sismologues soviétiques avaient prévu le tremblement de terre de lundi.

La radio, la télévision et la presse soviétiques ont mentionné brièvement lundi soir et mardi matin le séisme. Pour aussi succinctes qu'elles soient, ces informations marquent une rupture avec la tradition : jusqu'à l'an dernier, les autorités évitaient soigneusement de donner la moindre publicité aux catastrophes naturelles. En moins de deux mois, elles ont mentionné deux tremblements de terre. Les organes d'information soviétiques ont également fourni des précisions, le mois dernier, sur les grands incendies de forêts qui valent déjà en Sibérie, dans la région du lac Baïkal, et qui ont dévasté plusieurs dizaines de milliers d'hectares.

D'après le laboratoire de détection et de géophysique (L.D.G.) du Commissariat à l'énergie atomique, la magnitude du séisme d'Ouzbékistan serait comprise entre 6,5 et 6,8, ce qui est, à peu de chose près, celle du tremblement de terre du Frioul du 6 mai dernier.

Experts qu'on enregistre en moyenne, chaque année, trois cent mille séismes. Le plus grand nombre d'entre eux sont imperceptibles à l'homme. Mais il se produit, par an, entre cent soixante-dix et deux cent dix séismes dont la magnitude est égale ou supérieure à 6,5.

11 MODELES

6 cylindres

BMW

25, rue cardinet

267-31-00

PARIS 17

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

WAGRAM

سكزات الاجل



# JUSTICE

# SPORTS

LE DRAME D'ALÉRIA DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

## Les avocats du docteur Simeoni déposent des conclusions de nullité et d'incompétence

Le procès du docteur Simeoni et de ses amis s'est ouvert lundi 17 mai, mais n'a pas encore réellement commencé. Au moins a-t-on pu être tenté de le croire. Alors que le « peuple corse » faisait « ille morte » et que les militants autonomistes étaient appelés à commémorer dans la défense du docteur Simeoni et de ses sept camarades, il n'a guère été question de la Corse et des événements d'Aléria. Si ce n'est incidemment, au détour d'une argumentation. Pour l'instant, le docteur Simeoni est resté muet. On pouvait penser que le vrai débat était différé, sinon

oublié. Un long débat de procédure a occupé toute la journée de lundi et devait se prolonger ce mardi 18 mai.

Les défenseurs des huit inculpés présents se sont presque excusés du caractère « fastidieux » de leur discussion. Mais ils ont pourtant su montrer que le sujet de ces premières audiences était primordial : était-il nécessaire de traduire les responsables présumés du drame d'Aléria devant la Cour de sûreté de l'Etat ? L'existence, la compétence de cette juridiction d'exception et la manière dont celle-ci procède ont été vivement

contestées. Le ministère public, représenté par M. Marcel Dorwling-Carter, avocat général, a estimé qu'il ne s'agissait pas d'un « leitmotiv » et il a ajouté que le fait de « dire que cette cour était antidémocratique » ne relevait finalement que des « usages ». Mais les critiques et les attaques portées par la défense ont rappelé que la Cour de sûreté de l'Etat connaissait depuis peu un soudain regain d'activité et que cette juridiction, saisie après les poursuites pour « démolition de l'armée », on fait de nouveau en France des procès politiques.

part provoquer par un lapsus des murmures et des sourires sur les bancs de la défense. L'avocat général pour désigner les forces de l'ordre envoyées à Aléria a parlé de « corps expéditionnaire », ce qui pour des autonomistes avait quelques résonances coloniales.

FRANCIS CORNU.

## CORRESPONDANCE

Glasgow-Waterloo

Après les cérémonies triomphales réservées aux joueurs de Saint-Etienne, certains de nos lecteurs se sont étonnés que l'on puisse fêter aussi solennellement une défaite. M. F. Guérard, de Nogent-sur-Marne, nous écrit :

A quand la célébration de Waterloo ?

Chaque peuple a les célébrations qu'il mérite, et le spectacle d'aujourd'hui des Champs-Élysées encombrés d'un peuple venu acclamer l'équipe vaincue de Saint-Etienne me rappelle faiblement les Français acclamant Daladier au retour de Munich.

Il n'est certes pas question de diminuer les mérites des footballeurs de Saint-Etienne ; être arrivés en finale de Coupe d'Europe

n'est pas rien, mais il n'y a pas de déshonneur à être battus : c'est la loi du sport.

Alors, à quoi rime l'accueil par le président de la République, la foule massée pour applaudir des vaincus ? Vraiment, nous avons le goût d'aimer nos défaites.

## La C.G.T. : un paravent

De son côté, M. Allamy, secrétaire général de la C.G.T., a fait la déclaration suivante :

Nous constatons que, durant une semaine, toute une population fut soumise à un battage par les mass media qui tentait de la mettre en condition psychologique et confine à une sorte d'esprit chauvin à la sud-américaine qui est extrêmement dangereux et porte préjudice au sport lui-même. D'autant que les « varts » sont devenus, à leur corps défendant, le paravent derrière lequel se cachent les responsables du chômage et de la misère des travailleurs français, et en particulier les Stéphanois.

NATATION. — A Turin, au cours de la réunion des Sept-Colles, Annick de Susini a amélioré son record de France du 100 mètres brasse en 1 min 15 sec. 43/100 (ancien record, 1 min. 16 sec. 21/100).

# PREMIER CALCULATEUR UNIVERSEL: LE HP-27

## Pour les scientifiques et les ingénieurs...

Toutes les fonctions utiles aux scientifiques et ingénieurs sont dans le HP-27, le nouveau calculateur de la gamme unique Hewlett-Packard. Il dispose de 20 registres-mémoire, dont 10 sont directement adressables, et de 3 arrondis d'affichage dont la notation ingénieur (scientifique en multiples de  $10^{\pm 3}$ ). Le HP-27 permet les conversions, additions et soustractions des heures (ou degrés), minutes et secondes et tous les calculs scientifiques classiques. Et comme tous les calculateurs HP, le HP-27 utilise la logique polonaise inverse.

## Des possibilités statistiques puissantes

Le HP-27 donne non seulement moyennes, écarts type, variances et régression linéaire à partir de six sommations statistiques sur deux variables, mais tout aussi aisément le coefficient de corrélation et l'aire droite d'une distribution normale — fonctions préprogrammées pour la première fois sur un calculateur Hewlett-Packard.

## Découvrez vous-même le HP-27

Malgré sa puissance, le HP-27 est très simple à utiliser. Le manuel en français fourni avec le calculateur comporte plus de 100 pages réservées aux applications pratiques. Si vous désirez faire plus ample connaissance avec le HP-27, rendez-vous chez un distributeur agréé Hewlett-Packard, ou renvoyez le coupon ci-dessous.



Une gamme unique

Le HP-21, calculateur scientifique, et le HP-22, calculateur polyvalent pour l'homme d'affaires, sont deux autres modèles de la gamme unique HP, qui répond pratiquement à tous les besoins dans le domaine des sciences, de la technique, de la finance et des affaires.

HEWLETT PACKARD

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. N° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78 25.

## ... qui ont aussi des problèmes financiers.

Si vous consacrez de plus en plus de temps à gérer des budgets ou à effectuer des calculs financiers, vous apprécierez toute l'aide que peut vous apporter le HP-27.

En plus des fonctions statistiques nécessaires aux prévisions et aux contrôles de coûts, le HP-27 simplifie la résolution des problèmes faisant intervenir la relation

temps/argent : pourcentages, marges, ratios, intérêts simples et composés, annuités. Le HP-27 calcule également le taux de rentabilité d'un investissement si l'on connaît jusqu'à 10 flux de trésorerie. En deux mots, il vous permet de choisir, en matière financière.

Le HP-27 est un calculateur qui va simplifier vos convolutions. Voici la clé du bureau de sécurité (en option) qui relie le HP-27 à votre bureau. C'est l'un des nombreux accessoires que Hewlett-Packard met à votre disposition.

Bon à renvoyer à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. N° 70, 91401 Orsay Cedex.

Je souhaiterais recevoir votre documentation sur le : ☐ HP-27 ☐ HP-21 ☐ HP-22 ☐ HP-91 nouveau calculateur scientifique portable avec imprimante.

☐ Je désire recevoir la liste de vos distributeurs

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ MON 761

## PROSECUTION DU SUBSTITUT DE MARSEILLE

## Mme Ceccaldi porte plainte pour la Chancellerie de professeur

Après la divulgation par la chancellerie d'un dossier qui donnait la garde du ministère de l'Instruction publique, Mme Ceccaldi a porté plainte contre X... mardi 18 mai, au mains du doyen des juges de la Cour de Marseille.

Pour sa part, M. Ceccaldi a affirmé cette demande de mise en cause de la chancellerie de la preuve absolue de l'Etat. Il a ajouté dans une lettre adressée au doyen des juges de la Cour de Marseille, que, pendant son séjour, Mme Ceccaldi avait accepté l'idée de donner un avis sur la nomination de Mme Ceccaldi le 9 mai 1976 et qu'il était le document le plus précis, en effet, l'unique, qui permettait de constater que Mme Ceccaldi n'était pas une substitue de Marseille.

M. Ceccaldi a rappelé qu'il avait deux types de mandats : le premier pour la nouvelle affectation de Mme Ceccaldi, le second pour la nomination de Mme Ceccaldi le 9 mai 1976 et qu'il était le document le plus précis, en effet, l'unique, qui permettait de constater que Mme Ceccaldi n'était pas une substitue de Marseille.

Le procureur général, par ailleurs, a déclaré que Mme Ceccaldi n'était pas une substitue de Marseille, mais qu'elle était une substitue de Marseille.

## FRAIS DE JUSTICE

## A (COM) POURSUIVRE DE M. ST. CHAMBERLAIN DE MONTREUIL

M. St. Chamberlain de Montreuil, président de la Commission de l'Environnement, a été poursuivi par le procureur général de la Cour de Marseille, pour avoir refusé de verser à la Cour de sûreté de l'Etat, les fonds nécessaires à la défense de Mme Ceccaldi.

M. St. Chamberlain de Montreuil a déclaré qu'il avait refusé de verser les fonds nécessaires à la défense de Mme Ceccaldi, car il considérait que Mme Ceccaldi était une substitue de Marseille.

Le procureur général a déclaré que Mme Ceccaldi n'était pas une substitue de Marseille, mais qu'elle était une substitue de Marseille.

## Mme Ceccaldi

Mme Ceccaldi a été poursuivie par le procureur général de la Cour de Marseille, pour avoir refusé de verser à la Cour de sûreté de l'Etat, les fonds nécessaires à la défense de Mme Ceccaldi.

Mme Ceccaldi a déclaré qu'elle avait refusé de verser les fonds nécessaires à la défense de Mme Ceccaldi, car elle considérait que Mme Ceccaldi était une substitue de Marseille.

Le procureur général a déclaré que Mme Ceccaldi n'était pas une substitue de Marseille, mais qu'elle était une substitue de Marseille.

## GAP

WAGRAM



## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

**VENTE SUR ENCHÈRE AU PALAIS DE JUSTICE À PARIS**  
LE JEUDI 3 JUIN 1976 À 14 HEURES

**UNE VILLA à JULLOUVILLE (Manche)**  
Sur le territoire de la commune associée de CAROLLES

**Dénommée « LES PINGOINS »**

Construite en pierres - Couverts en ardoises sur cave, d'un rez-de-chaussée comprenant : entrée, cuisine, salle à manger, salle de bains et w.c., et d'un premier étage, divisé en 3 chambres et d'un second étage divisé en chambre mansardée et grenier. - GARAGE ET JARDIN. Contenance superficielle 550 m<sup>2</sup> d'après les titres, cadastrée section AC n° 7. L'édifice « les Blaux » pour 441 m<sup>2</sup> et n° 8 même L'édifice pour 100 m<sup>2</sup>.

**MISE À PRIX : 176.000 F**

S'adr. à M<sup>rs</sup> André de Segrais et M<sup>re</sup> Ambroise-Jourjon, avocats à la Cour de Paris, 9, rue Guénégaud (6<sup>e</sup>). Dépositaires d'une copie de l'enchère (tél. 336-70-91 et 336-17-98) M<sup>re</sup> BAILLY, Avocat au Barreau de Paris, 18, rue Duphot (1<sup>er</sup>). Tél. 230-36-15. M<sup>re</sup> PIERRE AMBROISE-JOURJON, Avocat au Barreau de Paris, 55, quai des Grands-Augustins (6<sup>e</sup>). Tél. 336-62-72. M<sup>re</sup> Jean HILAIRE, Avocat au Barreau de Paris, 6, bd Richard-Lenoir, tél. 700-34-34. M<sup>re</sup> Pierre MARTIN, Syndic près le Tribunal de Commerce de Paris, 13, rue Edienne-Marcel (1<sup>er</sup>). Tél. 336-88-07.

Chambre des Notaires de Paris, mardi 1<sup>er</sup> juin 1976, à 14 h. 30

**ADJUDICATION SANS MISE À PRIX**

**APPARTEMENT 8 PIÈCES LIBRE**  
28, rue du Four - Paris (6<sup>e</sup>)

ANGLE RUE BONAPARTE - QUARTIER SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

202 m<sup>2</sup> env. - 4<sup>e</sup> ÉTAGE SUR COUR INTERIEURE

Entrée, office, cuisine, salle de bains, 2 cabinets de toilette, w.c., chambre de service - Cave - Chauffage central - Ascenseur - Téléphone. Consignation pour enchère 200.000 F par chaque certifié.

M<sup>re</sup> LEROULET, notaire, 76, boulevard de Reuilly - Paris (12<sup>e</sup>). Tél. 307-71-81. Visites : lundi, mardi, samedi, de 16 h. à 20 h.

ADJUDICATIONS DE LA VILLE DE PARIS  
à la Chambre des Notaires de Paris, mardi 1<sup>er</sup> juin 1976 à 14 h. 30

**PAS-DE-PORTE - 18, rue SAINT-ROCH, PARIS (1<sup>er</sup>)**  
MISE À PRIX : 6.000 FRANCS

donnant vocation au bail commercial - LOYER ANNUEL : 3.100 F de

**UNE BOUTIQUE AVEC SALLE AU 1<sup>er</sup> ÉTAGE**  
communiquant par escalier intérieur - C.V.T.E.

Précédent comptant des propositions de l'adjudication.

**16, RUE VISCONTI - PARIS (6<sup>e</sup>)**

- UNE CHAMBRE avec cuisine - LIBRE
- DEUX PIÈCES avec douche - LIBRES
- UNE CHAMBRE - LIBRE

MISES À PRIX : 64.000 F - 44.000 F - 20.000 F.

VISITES : mercredi de 10 h. à 12 h. et vendredi de 15 h. à 17 h.

Consignations pour enchère : 20 F des mises à prix, chèques certifiés.

M<sup>re</sup> MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, Notaires associés, 14, rue des Pyramides, PARIS (1<sup>er</sup>). Tél. : 230-31-12.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 3 juin 1976, à 14 heures

**1) APPARTEMENT à VITRY-SUR-SEINE**  
12-14-16, Avenue de la Commune-de-Paris  
MISE À PRIX : 100.000 FRANCS

**2) TERRAIN de 677 m<sup>2</sup> à VILLEGRESNES (94)**  
16, rue de la Station  
Avec un pied-à-terre - MISE À PRIX : 30.000 FRANCS

S'adresser à M<sup>re</sup> DIEZEL, avocat à Paris, 34, rue de Bassano ; M<sup>re</sup> FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli ; au greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris ; et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, le jeudi 3 juin, à 14 h.

**APPARTEMENT à IVRY-SUR-SEINE (94)**  
6, 6 bis, 8 et 10, rue Gaston-Monmousseau

Comprend : 3 pièces principales - CAVES - GARAGE

**MISE À PRIX : 130.000 F - S'adr. M<sup>re</sup> MALINVAUD**  
avocat à Paris, 70, 19 avenue Rapp, tél. 558-28-37 ; et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE après liquidation des biens, au Palais de Justice à Paris, le jeudi 3 juin 1976, à 14 heures.

**UN IMMEUBLE sis à ROSNY-SOUS-BOIS**  
(Seine-Saint-Denis)

99 et 99 bis, avenue Jean-Jaurès

Un BATIMENT en forme de fer à cheval formant un ensemble de bureaux JARDINS intérieurs et extérieurs 786 m<sup>2</sup>

**MISE À PRIX : 500.000 FRANCS**

S'adresser à M<sup>re</sup> CACARET, avocat à Paris, 53, rue de Rivoli ; M<sup>re</sup> MARTIN, syndic à Paris, 13, rue Edienne-Marcel.

Adjudic. à la Chambre des Notaires de Paris, le 1<sup>er</sup> juin 1976, à 14 h. 30

**IMMEUBLE à VINCENNES (94)**  
TOTALITÉ DU BATIMENT B

69, rue de Strasbourg

**MISE À PRIX : 455.000 FRANCS**

Consignation pour enchère : 50.000 F par chaque certifié.

Visites : les lundis et samedis de 15 h. à 18 h. (s'adr. à la gardienne)

Pour tous renseignements, s'adr. à l'Etude de M<sup>re</sup> CHALAIN et DALL'OT, notaires associés, 25, boulevard Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>). Tél. 770-65-64.

Vente sur surenchère du dixième, au Palais de Justice de Paris, le jeudi 3 juin 1976, à 14 heures

**UN ENSEMBLE IMMOBILIER sis à MONTLUÇON**  
(Allier)

Rue Eugène-Suo et rue Benoît-Azy sans n° à l'angle de ces 2 voies

**MISE À PRIX : 291.500 FRANCS**

S'adresser à M<sup>re</sup> Jacques LYONNET DU MOUTIER, avocat pourvoyant, et surenchère, 182, rue de Rivoli ; M<sup>re</sup> Claude LARLEY, syndic à Paris, 41, rue Daubigny ; au greffe des créances du Tribunal de Grande Instance de Paris, au Palais de Justice à Paris, et sur les lieux pour visiter.

VENTE d'adjudication au Pal. de Just. de Paris, le lundi 14 juin 1976, à 14 h.

**1<sup>er</sup> LOT : UNE PROPRIÉTÉ à IVRY-SUR-SEINE (94)**  
104 m<sup>2</sup>. Réserve du droit de jouissance pendant un an à compter du jour de l'adjud. au profit du propriétaire, du f<sup>ds</sup> de commerce exploité de ces lieux.

**MISE À PRIX : 165.000 F**

**2<sup>e</sup> LOT : UN TERRAIN sis à VERRES (Essonne)**  
14-76, rue Pierre-Brossolette, d'une contenance de 3.770 m<sup>2</sup>

**LIBRE - MISE À PRIX : 180.000 F**

**3<sup>e</sup> LOT : UN TERRAIN sis à DRAVEIL (Essonne)**  
30, avenue du Bois, d'une contenance de 1.502 m<sup>2</sup>

**LIBRE - MISE À PRIX : 100.000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> Ribadeau Dumas, avoc. pourvoyant, 17, av. Lamhalle, Paris ; Dumontet, avoc., 23, pl. Malesherbes ; Bizard, avoc., 178, bd Hausmann.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 3 juin 1976, à 14 heures, en deux lots

**1) VASTE TERRAIN 49 à 46 ca sis à VILLEJUIF**  
(Val-de-Marne)  
53, boulevard de la Chapelle et 31, rue Eugène-Pelletan

ATELIERS ET BUREAUX, écuries

**MISE À PRIX : 400.000 F**

**2) TERRAIN 7 à 65 ca à SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91)**  
13, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33

S'adresser S.C.P. LE SOUËD-DESFORGES, avocats, 27, quai A.-France, Paris-7<sup>e</sup>, 551-31-60 ; M<sup>re</sup> PINON, syndic à Paris-7<sup>e</sup>, 14, rue de l'Abbe-de-Sobigny, Nanterre et Créteil.

Vente s/ur. du 10<sup>e</sup> Palais Justice Fontenay, jeudi 20 mai 1976, à 14 h

**LOCAL A USAGE COMMERCIAL - Sup. 320 m<sup>2</sup> env.**  
Rez-de-cha. Bât. A avec parking (n° 41), L'édifice « LES HAUTES BAUVES »

à GARGES-LES-GONNESES (Val-d'Oise)

2 et 4, r. Jean-Goujon, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 pl. de l'Hôtel-de-Ville

**MISE À PRIX : 374.000 F**

Pr. rends. M<sup>re</sup> PORTE, avoc. à Fontenay (95), tél. : 464-04-13 ; M<sup>re</sup> MAL-HERBE, avoc. à Fontenay (95), tél. : 464-17-16.

VENTE s/ur saisie immobilière au Pal. de Just. d'Evry-Corbeil, rue des Mazières, le mardi 1<sup>er</sup> juin 1976, à 14 heures

**1<sup>er</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (Essonne)**  
6 bis, avenue de l'Espérance

**MISE À PRIX : 100.000 F**

**2<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à VIGNES-SUR-SEINE (91)**  
42, rue des Violettes

**MISE À PRIX : 48.000 FRANCS**

CONSIGNATION OBLIGATOIRE POUR ENCHÈRES : S'adr. au Greffe du Trib. de Gde Inst. d'Evry-Corbeil, ou à M<sup>re</sup> A.-F. HAEGER et V. DAMOISEAU, avoc. assoc., à Corbeil-Essonnes, 20, r. du Gal-Ledere, et à M<sup>re</sup> Louis FAVIE, avoc. imm., à La Mazière, r. des Mazières, Evry-91, et s/pl. pr vis.

VENTE sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de Versailles, Palais de Justice, le mercredi 26 mai 1976, à 10 heures

**UN PAVILLON JARDIN**  
sis à

**POIGNY-LA-FORÊT (78)**

L'édifice Les Sables

appartenant et occupé par les époux MARTIN

**MISE À PRIX : 33.000 FRANCS**

Pour les renseignements s'adresser à M<sup>re</sup> Rodrigue BOURGAIN, avocat à Versailles, 21, boulevard de la République, tél. 950-40-81, et 22, avenue Aristide-Briand, à Suresne-Verette (91), tél. 907-78-81.

ETUDE de M<sup>re</sup> AKOUN et TRUILLIO  
AVOCATS à CORBEIL-ESSONNES  
51, rue de Champlain

VENTE  
S/ur saisie immobilière JUDICIAIRE  
AU PALAIS DE JUSTICE D'EVRY  
rue des Mazières  
le mardi 8 juin 1976 à 14 heures

**1<sup>er</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
26, rue Emile-Fruchart  
et 2, avenue Jean-Jacques-Boussieu  
**MISE À PRIX : 80.000 F**

**2<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
12, avenue Liberté (actuellement 17)  
**MISE À PRIX : 40.000 F**

**3<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
38, rue de Beaumont  
**MISE À PRIX : 30.000 F**

**4<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
9, avenue Henri-Barbousse  
angle de la rue Paven, n° 4  
**MISE À PRIX : 200.000 F**

**5<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
12, avenue Liberté  
**MISE À PRIX : 35.000 F**

**6<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
1, rue de Châtillon  
**MISE À PRIX : 30.000 F**

**7<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
2, avenue du Général-de-Gaulle  
et angle avenue Liberté  
**MISE À PRIX : 100.000 F**

**8<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
61, boulevard de Bellevue  
**MISE À PRIX : 25.000 F**

**9<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
26, avenue des Bleus  
**MISE À PRIX : 20.000 F**

**10<sup>e</sup> LOT : UN IMMEUBLE sis à DRAVEIL (91)**  
40 et 40 bis, boulevard de Bellevue, angle boulevard Emile-Fruchart  
**MISE À PRIX : 250.000 F**

**11<sup>e</sup> LOT : UN TERRAIN sis à DRAVEIL-MAINVILLE (91)**  
44, rue Charles-Mory, Herminès « Les Petites Friches », « La Grande Friche »  
**MISE À PRIX : 80.000 F**

**12<sup>e</sup> LOT : UN TERRAIN sis à DRAVEIL (91)**  
15, avenue Liberté  
**MISE À PRIX : 35.000 F**

**13<sup>e</sup> LOT : UN TERRAIN sis à DRAVEIL (91)**  
4, avenue de Gibraltar  
**MISE À PRIX : 25.000 F**

Baisse et mise à prix possible.

**Lentilles de contact miniflexibles.**  
Encore plus petites.  
Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :  
**YSOPTIC**  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

**La voiture de l'année 1985.**  
Essayez-la en 1976.

**SFAM France**  
23, bd de Courcelles - 75008 Paris  
Tél. : 292.02.50

40 ter, av. de Suffren - 75015 Paris  
Tél. : 734.09.35

**SAAB**  
La voiture d'une société évoluée.

CLAUSES PARTICULIÈRES concernant l'est des constructions édifiées sur les immeubles objets de la présente vente judiciaire.

Il est expressément indiqué aux adjudicataires éventuels que le Syndic, M<sup>re</sup> CARBONNA, poursuivant la vente et son avocat possèdent définitivement toute responsabilité quant à l'état, bon, mauvais ou vicié des constructions qui peuvent être édifiées sur les immeubles vendus.

Les renseignements donnés au titre des désignations devant être expressément vérifiés par les amateurs éventuels avant l'adjudication et ne pouvant en aucun cas servir pour justifier d'un recours quelconque après la vente.

Pour renseignements, s'adresser à M<sup>re</sup> FOUR et TRUILLIO, avocats, Tél. : 396-14-18 et 490-30-25. Au Tribunal de Gde Instance d'EVRY pour consulter le cahier des charges.

## EQUIPEMENT

### L'ENVIRONNEMENT A LA MODE BRITANNIQUE

#### III. — Le volontariat au secours de la nature

De notre envoyé spécial MARC AMBROISE-RENDU

Prudence, empirisme, telles sont les deux caractéristiques de la méthode britannique face aux problèmes d'environnement, qu'il s'agisse de juger les pollutions industrielles classiques ou de domestiquer l'énergie nucléaire. A quoi il faut ajouter une active participation des citoyens à la préservation de leur cadre de vie (« le Monde » des 16-17 et 18 mai).

Londres. — Les associations ne sont peut-être pas outre-Manche plus nombreuses qu'en France, mais elles sont plus anciennes, comptent plus d'adhérents et ont donc davantage d'influence. Elles travaillent longtemps en ordre dispersé jusqu'au jour où le duc d'Edimbourg lui-même prend l'initiative de les réunir en congrès. C'est ainsi que, en 1970, le Comité pour la préservation de l'environnement (Committee for Environmental Conservation) dispose à Londres d'un confortable immeuble de briques, où se retrouvent les représentants d'une vingtaine de grandes associations groupant environ un million de personnes. Des sous-comités s'occupent de la préservation de l'eau, de l'air, de l'énergie. De temps à autre, le COENCO prend une position publique, et il est écouté, sinon toujours entendu.

Ses interventions sont multiples. Il a demandé que l'on privilégie les chemins de fer par rapport à l'automobile individuelle ; il se préoccupe de la disparition chaque année de 26 000 hectares de terres agricoles et de la destruction du bocage ; il s'inquiète des risques de pollution que comporte l'exploitation du pétrole en mer du Nord. Quant aux centrales nucléaires, le Comité ne leur est pas hostile, mais souhaite que dans ce domaine on avance avec encore plus de prudence que par le passé.

Les associations membres du Comité ne se contentent pas d'exprimer des craintes ou de donner des conseils. Il leur arrive de se substituer aux pouvoirs publics. C'est le cas du National Trust, qui est sans doute la plus puissante association de sauvegarde du monde.

Le National Trust fut fondé en 1895 comme une œuvre de bienfaisance par une poignée de douairières, d'ecclésiastiques et de vieux messieurs qui avaient pris conscience que l'Angleterre était une petite île fort peuplée dont les monuments et les sites risquaient de disparaître sous le raz de marée industriel. Ils légèrent « leurs terres et leurs maisons » à l'association à condition que ces biens demeurent en l'état et qu'ils soient inaliénables. Une loi de 1906 a confirmé ce statut privilégié de leur association, qui, depuis, a cessé de recevoir des dons, de collecter des adhésions individuelles et d'acquiescer avec ses fonds propres les domaines les plus menacés.

Le National Trust compte aujourd'hui 500 000 cotisants qui, à raison de 3 livres par an, lui assurent un revenu annuel de 1,5 million de livres (13,5 millions de francs). Il possède 154 000 hectares de terre, trois cents châteaux, moulins, abbayes, manoirs, chapelles et fermes, dix-sept villages, des îles côtières, et même une fraction de la célèbre muraille que l'empereur romain Hadrien fit édifier entre l'Angleterre et l'Écosse au II<sup>e</sup> siècle de notre ère. Il est ainsi, après la Couronne et l'Office des forêts, le troisième propriétaire foncier du Royaume-Uni. Nul ne doute qu'il ne devienne un jour le premier.

L'entretien de cet important domaine entraîne des frais non moins considérables. Aussi le Trust n'accepte-t-il les malotrus que si elles sont accompagnées d'un don en capital ou de terrains exploitables. Ainsi, en 1974, reçut-il d'un riche industriel, M<sup>re</sup> J. P. Rogers, une concession de bâtiments de ferme entourés de 616 hectares de terres de bon rapport qui sont exploitées par les fermiers du Trust.

Ceux qui offrent leur château à l'association ont le droit d'y demeurer avec leur famille tant qu'ils ont des descendants directs. Mais ils s'engagent à ouvrir le parc et les plus beaux de leurs appartements au public. Les propriétés du Trust accueillent 4 millions de visiteurs par an.

**600 kilomètres de côtes protégées**

Le Trust ne reçoit de l'Etat aucune subvention spéciale, mais quand il restaure un monument historique, il touche les aides réglementaires comme d'habitude quel propriétaire. Cependant, un certain nombre de ses édifices les moins rentables mais les plus prestigieux comme les châteaux forts, les abbayes ou les chapelles sont entretenus par les collectivités locales, qui les considèrent à juste titre comme des pôles d'attraction touristique.

Pour gérer son immense patrimoine immobilier et le conforter, le Trust peut entreprendre de vastes opérations. On s'aperçoit ainsi qu'à quelques années que les rivages britanniques étaient menacés comme partout par les lotissements et les industries. Le Trust, qui possède déjà 280 kilomètres de côtes, décida d'étendre ce domaine protégé. Il lança une souscription nationale, toujours ouverte : l'opération Neptune. Avec les millions de livres recueillies il a, en trois ans, doublé la longueur de ce « cordon sanitaire ». Il s'est rendu maître, en particulier, de plus de 100 hectares au point le plus sensible des côtes faibles de Dover. Ce sont au total 600 kilomètres de côtes, soit 11 % des rivages britanniques, qui sont ainsi soustraits aux cotisations et ouverts aux promeneurs.

Grâce à sa puissance et à son sérieux, le Trust peut entreprendre de vastes opérations. On s'aperçoit ainsi qu'à quelques années que les rivages britanniques étaient menacés comme partout par les lotissements et les industries. Le Trust, qui possède déjà 280 kilomètres de côtes, décida d'étendre ce domaine protégé. Il lança une souscription nationale, toujours ouverte : l'opération Neptune. Avec les millions de livres recueillies il a, en trois ans, doublé la longueur de ce « cordon sanitaire ». Il s'est rendu maître, en particulier, de plus de 100 hectares au point le plus sensible des côtes faibles de Dover. Ce sont au total 600 kilomètres de côtes, soit 11 % des rivages britanniques, qui sont ainsi soustraits aux cotisations et ouverts aux promeneurs.

Le Trust bénéficie de la confiance du public et de l'Etat. Il ne craint même pas la nationalisation. Comme le dit modestement M<sup>re</sup> V. Beaumont, l'un de ses animateurs : « Si l'Etat voulait annexer le patrimoine du Trust, ça ne lui rapporterait rien, mais ça lui coûterait très cher. Il serait obligé de remplacer nos fermiers, nos locataires et nos bénévoles par des gardiens. Ça serait le bénéfice pour la nation ? »

Les Britanniques ont en effet réussi par ce moyen le tour de force de préserver et de « socialiser » 160 000 hectares de nature sans léser personne et sans qu'il en coûte rien à la collectivité. C'est un autre miracle de l'empirisme.

F.N.

صكنا من الاجل



# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## EQUIPEMENT

### ÉQUIPEMENT À LA MODE BRITANNIQUE

#### Le volontariat au secours de la nature

Le National Trust, organisme britannique de protection de la nature, a ouvert en France une section à Paris. Son directeur, M. Marc Ambroise-Rendu, a été nommé à la tête de la section française. Le National Trust a pour but de protéger les paysages, les monuments, les sites d'intérêt scientifique et les zones de loisirs. Il a déjà acquis en France plusieurs sites, notamment le château de Chantilly et le domaine de Saint-Germain-en-Laye.

Le National Trust est une organisation britannique de protection de la nature, fondée en 1895. Elle a pour but de protéger les paysages, les monuments, les sites d'intérêt scientifique et les zones de loisirs. Elle a déjà acquis en France plusieurs sites, notamment le château de Chantilly et le domaine de Saint-Germain-en-Laye. Le National Trust a ouvert en France une section à Paris, dirigée par M. Marc Ambroise-Rendu. Cette section a pour but de promouvoir la protection de la nature en France et de sensibiliser le public à l'importance de la préservation de l'environnement.

#### Indivisibles, petites us douces

Les petites usines douces, dites « usines de quartier », sont de plus en plus nombreuses. Elles ont pour but de produire des biens de consommation courante, tels que des vêtements, des meubles, des jouets, etc. Ces usines sont généralement gérées par des associations ou des collectivités locales. Elles ont l'avantage d'être proches des consommateurs, ce qui permet de réduire les coûts de transport et de favoriser le commerce local.

#### 800 kilomètres de côtes protégées

Le littoral français est protégé par une loi qui prévoit la création de réserves naturelles maritimes. Ces réserves ont pour but de protéger les écosystèmes marins, les paysages côtiers et les sites d'intérêt scientifique. Elles sont gérées par l'État ou par des collectivités locales. La loi prévoit également la création de réserves naturelles terrestres, qui ont pour but de protéger les écosystèmes terrestres, les paysages et les sites d'intérêt scientifique.

## QUESTION...

### Pour que les bois Notre-Dame ne brûlent plus

Plus d'une dizaine d'incendies ont ravagé depuis un mois les bois de l'Est parisien et notamment les bois Notre-Dame, situés à la limite des départements de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne. M. Jean-Pierre Nicol, qui coordonne l'action de plusieurs associations de défense du plateau de Brié, explique ici l'urgence des mesures à prendre.

DEPUIS plus d'un mois, le feu ravage presque quotidiennement les bois Notre-Dame, entre les communes de Nogent-sur-Marne, Marolles-en-Brie, Saint-Léger, La Queue-en-Brie (Val-de-Marne) et Feux de sous-bois difficiles à éteindre. Faisait-il donc un feu répétitif est inquiétant.

Le bois Notre-Dame fait partie d'un ensemble forestier qui s'étend sur une superficie de 15 millions de mètres carrés. Il est constitué de forêts de feuillus, de résineux et de zones humides. Les incendies ont causé de graves dommages à la flore et à la faune. Les autorités ont pris des mesures pour limiter l'accès aux bois et pour organiser des opérations de lutte contre le feu.

Les associations de protection de la nature des communes environnantes se sont réunies pour organiser une action de défense des bois. Elles ont décidé de mettre en place un système de surveillance et de lutte contre le feu. Elles ont également organisé des opérations de nettoyage des bois et de plantation d'arbres.

C'est pourquoi les associations de défense des bois Notre-Dame demandent que des mesures soient prises pour protéger ces bois. Elles demandent notamment que des mesures soient prises pour limiter l'accès aux bois et pour organiser des opérations de lutte contre le feu.

... RÉPONSE

Les bois Notre-Dame sont situés à la limite des départements de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne. Ils sont constitués de forêts de feuillus, de résineux et de zones humides. Les incendies ont causé de graves dommages à la flore et à la faune. Les autorités ont pris des mesures pour limiter l'accès aux bois et pour organiser des opérations de lutte contre le feu.

## URBANISME

### Les notaires et l'application de la loi foncière

Après l'article consacré, le 24 avril dernier, à l'application de la loi foncière du 31 décembre 1975, plusieurs notaires nous ont écrit afin d'expliquer leurs difficultés, la « réticence » que leur reproche l'administration, et répondre à l'accusation de « grève du zèle » qui leur est faite.

En donnant aux communes un droit de préemption lors des ventes de terrains ou d'immeubles, la loi foncière a entraîné des formalités nouvelles, qui certes compliquent la tâche des officiers ministériels, mais à la préparation desquelles l'administration avait pris soin d'associer leur profession.

A propos de l'application de la loi foncière, M. Jean Albertini, notaire à Fontainebleau, nous précise :

1) « Que le maire (le préfet de Paris) dispose d'un mois pour délivrer le certificat prescrit par le décret du 23 mars, ce qui est une fois de plus, une expérience prouve que trois semaines sont bien souvent nécessaires.

2) « Que, pour remplir l'imprimé DIA, il est indispensable de connaître les charges grevant le bien à vendre, et que les délais pour obtenir un état hypothécaire varient selon les conservations d'hypothèques entre une et huit semaines (et plus).

3) « Que le délai de réponse à la DIA, fixé à deux mois, peut être réduit, mais que l'expérience prouve une fois de plus, que l'application de la loi est un cas de force majeure pour un tel contrat, et le vendeur qui décide de ne pas proroger devra restituer le versement de garantie qu'il a reçu.

« Ne faut-il pas remarquer, en effet, que le vendeur, au niveau de la promesse de vente, s'est obligé de manière unilatérale, alors que l'acquéreur est resté libre de se dédire en abandonnant le versement de garantie. Le vendeur a limité dans le temps son engagement, il peut donc prétendre ne pas être tenu au-delà de la date qu'il avait convenue; par contre, il ne saurait conserver le versement de garantie, car l'acquéreur n'aura commis aucune faute en ne se portant pas acquiescent dans ce même délai.

« L'application de la loi est un cas de force majeure pour un tel contrat, et le vendeur qui décide de ne pas proroger devra restituer le versement de garantie qu'il a reçu.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### 14 MILLIONS DE FRANCS POUR LA RÉNOVATION RURALE EN CORSE

M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, a présenté, le lundi 17 mai, le programme de « rénovation rurale » pour 1976, qui vise « à stabiliser la population et à maintenir sur place les jeunes actifs ». Le montant total des crédits classiques d'équipement s'élève à 276 millions, au lieu de 257 millions en 1975. Le financement de ces programmes sera assuré par le Fonds de rénovation rurale (premier ministre pour 55 millions, ministère de l'Agriculture pour 138 millions) et par le Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire pour 128 millions de francs.

Les zones rurales concernées par ce programme de rénovation sont la zone ouest, le Massif central, les Pyrénées et le Gers, les massifs de l'Est (Vosges, Jura, Alpes), les zones périphériques des parcs nationaux et la Corse. Un accent plus particulier a été mis sur l'urgence de la rénovation rurale de la Corse, qui bénéficie cette année d'un budget de 14 millions, au lieu de 2 millions en 1975.

Rappelons que le Massif central recueille une part du budget « rénovation rurale » (64 millions) et qu'il est intégré au programme plus large de développement de cette région, qui sera approuvé au prochain comité interministériel du territoire (CIAT).

## Poitou-Charentes

### VERS LA CRÉATION DU PARC RÉGIONAL DU MARAIS POITEVIN

(De notre correspondant.)

Poitiers. — A Niort, le 17 mai, M. Fosser, ministre de la qualité de la vie, qui achevait un voyage en Poitou-Charentes, a rencontré le syndicat mixte d'études du parc naturel régional du marais poitevin Val-de-Sèvre, dont M. Henri Fortin, député (Union centriste), maire de Fontenay-le-Comte (Vendée), est à la tête du président.

L'idée de la création de ce parc remonte à une dizaine d'années; il concerne deux cent trente-cinq mille habitants, deux régions (Poitou de la Loire et Poitou-Charentes), trois départements (Vendée, Charente-Maritime et Deux-Sèvres) et soixante-dix communes. Le parc recouvre une zone géographique assez disparate le long de l'estuaire de l'estuaire de la Sèvre, les forêts de l'Herminette de Châtou en passant par les 80 000 hectares du marais poitevin (le plus grand marais côtier de France) et le massif forestier de Mervant-Vouvant.

La création du parc naturel pose de sérieux problèmes en raison principalement des difficultés à réunir.

## TRANSPORTS

### PRISE DANS LA TOURMENTE ÉCONOMIQUE

#### Alitalia tente de maintenir le cap

De notre correspondant

Rome. — Les lignes aériennes italiennes sont à nouveau menacées par une série de grèves. L'Association des pilotes indépendants de la péninsule (ANPAC), qui refuse depuis plus d'un an d'être soumise au même régime que les autres catégories professionnelles du secteur, se réunira à Rome, le vendredi 21 mai, pour décider d'interruptions de travail si, d'ici là, on ne lui a pas donné satisfaction. Déjà, depuis le dimanche 16 mai, deux autres associations autonomes — celles des chauffeurs et des assistants de vol — ont commencé des grèves qui perturbent l'activité des aéroports italiens.

Les années 60 avaient été pour Alitalia un âge d'or (1). Jouissant d'une bonne image de marque — service excellent, effort de ponctualité — la compagnie italienne modernisait sa flotte de fond en comble et développait son réseau. En Afrique, notamment, elle avait une place de choix. L'image a en tendance ensuite à se dégrader, en même temps que la croissance était stoppée. Les actionnaires de cette société à participation d'État, contrôlée par l'IRT, allaient bien vite s'en apercevoir. Depuis six ans, ils ne touchent plus de dividendes. L'année 1975 s'est soldée par une perte de 25 milliards de lires (2) qui représente la moitié du capital social. La loi n'autorisait pas de telles proportions, le capital pourrait donc être porté à 100 milliards.

L'aviation reste, malgré tout, un produit de première nécessité. On le constate : le gros du trafic utilitaire mais aussi touristique — continue de progresser. L'Italie attire davantage de voyageurs, compte tenu de la dépréciation de sa monnaie, laquelle fait entrer dans les caisses d'Alitalia davantage d'argent sur les marchés extérieurs. Mais les frais à l'étranger (pièces de rechange, carburant, etc.) s'en trouvent évidemment majorés. Pour le moment, ces deux effets ont tendance à s'annuler.

Alitalia avait été l'une des premières compagnies à réagir en 1974 à l'augmentation du prix du pétrole. Le résultat s'en est fait sentir en 1975. Sur les lignes intercontinentales, le coefficient d'occupation de ses avions s'est amélioré : 57,9 % contre 54,8 % l'année précédente. La ponctualité s'est améliorée : à l'aéroport de Rome-Fiumicino, 67,4 % des vols étaient à l'heure en 1975, contre 51,9 % seulement en 1974.

Mais les grèves ont, cependant, diminué la ponctualité. L'accord conclu le 15 avril après seize mois d'agitation laisse le problème entier, puisque l'ANPAC, le syndicat indépendant qui groupe la plupart

### LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-DE-MARNE HOSTILE AU PÉAGE SUR L'AUTOROUTE DE L'EST

Au cours de sa séance du 17 mai, le conseil général du Val-de-Marne a demandé à ses représentants à la commission départementale des aires de s'opposer à l'installation de trente-neuf postes de péage sur l'autoroute de l'Est (A 4) à Saint-Maurice. M. Jean Périé, préfet du Val-de-Marne, avait déclaré au préalable, que « la perception des péages n'interviendrait qu'après la mise en service de la branche est du métro régional, vers la fin de 1977 ». Le groupe communiste du conseil général n'en a pas moins déposé un vœu dans lequel il propose une séance extraordinaire du conseil général sur le site choisi pour le péage. « Il appelle la population à se rendre à la mairie de Saint-Maurice pour exprimer son opposition. »

● BAISSÉ DE TRAFIC SUR LE RHIN. — La commission centrale pour la navigation sur le Rhin, conférence diplomatique permanente (France, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Belgique, Grande-Bretagne), réunie en session de printemps la semaine dernière à Strasbourg, a constaté un net recul du trafic rhénan en 1975. Ce recul, qui a affecté tous les secteurs, s'est traduit par une baisse du trafic de 35 millions de tonnes, soit 8,7 % par rapport à 1974. Devant cette situation préoccupante, la commission envisage de convoquer une conférence économique de la navigation rhénane.

## QUALITÉ DE LA VIE

### LA MER NOIRE AU LARGE DE L'ESPAGNE

Les travaux de transvasement du pétrole brut encore contenu dans la carcasse calcinée du pétrolier espagnol *Coroña* échoué au large de La Corogne, ne pourront pas commencer avant deux ou trois jours. Les spécialistes néerlandais chargés de cette opération estiment que la température dans la chambre des machines est toujours trop élevée et qu'il existe encore un risque d'explosion.

Poussé par les vents, le pétrolier qui s'est échappé du pétrolier a déjà pollué une centaine de kilomètres de côte vers l'est, mais les courants marins paraissent devoir en entrainer la plus grande partie vers le sud, en direction des îles Canaries et du Maroc. (A.F.P., Reuter.)


## ROBERT SOLE

(1) Créée en 1946, Alitalia comptait, l'an dernier, soixante-quinze appareils, dont huit DC-10-30. Son personnel a quadruplé en seize ans : quatre mille six cents personnes employées en 1969, contre dix mille deux cents en 1974. L'an dernier, la compagnie a desservi quarante-neuf lignes, contre vingt-neuf en 1974. Elle a transporté 128 millions de passagers et 128 millions de tonnes de marchandises sur le réseau international. Alitalia a plusieurs concurrents au capital public ou privé : Alitalia, Alitalia, Alitalia, Alitalia.

(2) 1 000 lires valent désormais 52 francs.

## LA SOCIÉTÉ DES AUTOMOBILES PARIS-RHIN

La Société des Automobiles Paris-Rhin-Rhône. La Société des Automobiles Paris-Rhin-Rhône a été créée en 1974. Elle a pour but de promouvoir la circulation automobile entre Paris, Rhin et Rhône.



**Villages Club Vacances**

L'hospitalité italienne en Italie, en Grèce et en Turquie.

**VALTUR**

ÉVASION

Renseignements et inscriptions auprès de toutes les agences de voyages.

Brochure gratuite sur demande à EVASION, 2, bd des Capucines, 75002.



**Logabax:**

**l'informatique par objectifs.**

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels, première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-inform

à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.78.

NOM \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_

FONCTION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_



**Logabax**

informatique



## Les régions

### Le nucléaire au secours du charbon dans le Pas-de-Calais

DANS sa dernière lettre aux maires du Nord-Pas-de-Calais, le préfet de région, M. André Chadeau, aborde la question de l'énergie, souligne que « la région consomme 11,5 % mais ne produit que 6 % de l'énergie utilisée sur le territoire. Elle doit donc développer ses moyens de production pour compenser la régression charbonnière... L'avenir appartient pour l'essentiel au programme de construction des centrales nucléaires ».

Le préfet ajoute que « le coût du kilowatt-heure d'origine nucléaire est actuellement évalué à environ la moitié du prix de revient du kWh issu du fuel. C'est à la série des centrales à eau légère de 900 mégawatts par tranche qu'appartient la centrale de Gravelines, représentant quatre tranches, dont la mise en service est prévue entre 1978 et 1980. La nécessité de sources froides explique son implantation sur le littoral. D'autres sites, pour des tranches de 600 à 1.300 mégawatts, ont été évoqués, en particulier Oye-Plage, Dannes et le cap Gris-Nez dans le Calvados. Mais actuellement seul le développement de Gravelines est envisagé ».

### 3 700 MÉGAWATTS SUR LA PLAGE DE GRAVELINES

PLANTÉS sur le sable, vingt grues géantes étendent leurs bras d'acier sur l'un des plus formidables chantiers du littoral. Des convois de camions lourds et des escouades de scrapers achèvent de déplacer les 10 millions de mètres cubes de matériaux qui vont composer un paysage neuf : 5 kilomètres de canaux, 80 hectares gagnés sur la mer, de nouvelles dunes. Ici, toutes les cartes sont déjà faussées.

Le béton coule comme un fleuve. Il en faudra 450 000 mètres cubes pour enterrer les quatre chaudières nucléaires, leurs conduites de refroidissement et les turbo-alternateurs. Le premier commencement à tourner dans trois ans (en 1979), puis tous les six mois un autre démarrage à son tour. Gravelines sera alors la première centrale nucléaire française de bord de mer et, avec 3 700 mégawatts, la plus puissante de ce genre en Europe. Autre caractéristique plus « audacieuse » encore : quatre cent mille personnes vivent et travaillent autour d'elle dans un rayon de 20 kilomètres.

C'est de propos délibéré que l'E.D.F. a planté sa centrale à mi-chemin entre Dunkerque et Calais, au milieu de cette immense zone industrielle et portuaire longue de 40 kilomètres que les aménageurs du territoire ont imaginé d'édifier. Le « Rotterdam français » ne pouvait se contenter des 500 mégawatts de la centrale au fuel que l'E.D.F. a construite à côté des hauts fourneaux d'Uster en 1964. Il lui fallait le coup de fouet du nucléaire : il l'aura. A eux seuls les réacteurs de Gravelines fourniront autant de courant que toutes les centrales du Nord-Pas-de-Calais réunies. La région va donc doubler d'un coup ses ressources électriques, et l'on pourra stopper les vieilles chaudières à charbon qui s'essouffent.

Tout a été prévu en outre pour que les 150 hectares du site de Gravelines puissent recevoir, à partir de 1981, quatre autres réacteurs encore plus gros qui feraient de ce parc nucléaire

de près de 9 000 mégawatts le plus important du monde.

Il fallait bien les courants et les marées du pas de Calais pour évacuer les deux tiers des calories que le médiocre rendement des chaudières nucléaires oblige à rejeter. Mais le site offrait un autre avantage : il est situé sur la commune de Gravelines. Cette paisible cité de briques blotties à l'abri de fortifications à la Vauban est le fief de M. Albert Denvers, socialiste, qui son dévouement aux affaires publiques — d'abord comme conseiller municipal — a conduit à devenir le « patron » politique du secteur. M. Denvers et son épouse sont, en alternance, maire de Gravelines depuis bientôt trente ans.

Lui-même, ancien directeur d'école de la localité, est devenu sénateur, puis député de la circonscription de Dunkerque. Il ne craint pas les cumuls et collectionne les présidences, dont les plus notables lui a valu le contrôle de l'Union nationale des H.L.M., du conseil général du Nord, du syndicat mixte Calais-Dunkerque et de la communauté urbaine de Dunkerque (dix-huit communes).

A soixante-et-onze ans, M. Denvers est plus que jamais tenu par son grand dessin : au-delà des rivalités et des frontières départementales, unir les ports de Calais et de Dunkerque pour égaler Rotterdam.

#### La contestation

Pourtant, la contestation n'a pas manqué à Gravelines. Lorsque fut ouverte l'enquête d'utilité publique, en novembre 1973, un collectif régional anti-nucléaire s'était déjà constitué. Il groupait tout ce que la région compte de comités écologiques, mais aussi les syndicalistes de la C.F.D.T., les militants du P.S.U. et ceux de plusieurs associations familiales. Près de trois mille lettres de protestation parvinrent à la mairie et à la préfecture. Bien peu d'entre elles étaient signées par des habitants de la commune. Alors, la petite guerre commença. Défilé dans les rues et « invasion » de la mairie. On en est choqué à Gravelines : quand les contestataires se présentent à une réunion d'information organisée avec l'E.D.F. on leur ferme la porte au nez.

En avril 1975, plusieurs milliers de manifestants non violents occupent le chantier, en mai quelques-uns d'entre eux s'installent pour un mois sur la place de la mairie avec un car transformé en stand d'information. En février 1976, un forum anti-nucléaire de quarante-huit heures se tient à Grande-Synthe, commune voisine. Il y a quelques semaines, le collectif régional organisait dans la région de Dunkerque une campagne de désobéissance civile. Les militants sont invités à refuser collectivement la dernière augmentation de 15 % de leurs factures

Pouvait-il refuser les moyens énergétiques de sa politique et donner le mauvais exemple en faisant la moue devant les projets de l'E.D.F. ? Evidemment non. « D'ailleurs, ajoute-t-il habilement, l'avis de la municipalité de Gravelines n'a jamais été sollicité. » Ainsi le conseil municipal n'a pas eu à accepter ou à refuser la centrale. Quant à consulter les neuf mille habitants de la commune, comme cela s'est fait à Flamanville (Manche), à Brand-et-Saint-Louis (Gironde) et à Port-la-Nouvelle (Aude), personne, même parmi les plus contestataires, n'en a jamais l'idée. Peut-être tout simplement pour ne pas faire de peine à M. Denvers. « Le référendum, expose en effet celui-ci, n'est pas forcément le vote la plus démocratique. Les élus sont là pour sentir et interpréter les sentiments de la population. »

Les citoyens de Gravelines ont donc « fait confiance » à leur maire M. Denvers, ceux de la communauté urbaine à leur président M. Denvers, et les Denvers eux-mêmes aux techniciens de l'E.D.F. Comme dit madame le maire : « N'étant pas spécialistes nous ne pouvons pas juger et nous sommes obligés de nous en remettre à l'E.D.F., vous comprenez. » Autant dire que rassurément celui-ci a trouvé terrain plus favorable.

d'électricité et à verser la somme correspondante sur un compte bloqué.

Même dans la contestation les gens du Nord aiment le travail sérieux. Bien fait, le travail de se jeter à l'assaut de la centrale, d'ailleurs protégée par un triple réseau de barbelés surmontés de projecteurs. Ici on recruta parmi les plus de vingt ans, on constitue les dossiers avec les scientifiques de la

Fédération Nord-Nature, on s'appuie sur l'expérience des syndicalistes. Et l'on essaie méthodiquement de toucher une population dont la sensibilité est fort émue par les pollutions industrielles.

Bien que M. Pierre Mauroy, leader socialiste et président du conseil régional ait proclamé : « S'opposer à l'énergie nucléaire est un crime contre l'avenir », le doute semble gagner à Gravelines même, un comité, encore modeste, demande un moratoire nucléaire. A l'Assemblée nationale, M. Denvers s'est inquiété à plusieurs reprises des

déchets issus des centrales. Après la construction des quatre premiers réacteurs sur sa commune, en acceptera-t-il d'autres ? « Le conseil municipal ne traiterait plus les choses de la même façon », dit-il avec défiance. L'E.D.F. cherche d'autres sites dans la région. Elle a proposé celui d'Oye-Plage à 6 kilomètres de Gravelines. « C'est un non catégorique », répond M. Denvers. Et le cap Gris-Nez ? « Ce n'est pas un site pour une centrale. » Celui de Dannes, au sud de Boulogne, ferait-il l'affaire ? « Le conseil régional est contre. »

#### Le rêve dans la ville

Les arguments des écologistes ont sans doute porté. Dans les quatre premiers réacteurs de Gravelines vont passer, chaque seconde, 180 mètres cubes d'eau de mer chargée de plancton. Le réchauffement, le choc et les produits de nettoyage des conduites feront office de stérilisateurs. En un an, ce sont 300 kilomètres carrés de mer où les poissons, déjà raréfiés par les pollutions chimiques, ne trouveront plus à se nourrir. Après la Baltique et la Méditerranée, ce sont des menaces graves qui apparaissent sur la Manche. Le réchauffement de l'eau risque de favoriser la pollution bactériologique des plages voisines. La sécurité de la centrale, à côté de laquelle s'est installé un dépôt d'hydrocarbures, celle du transport de matériaux radioactifs dans une région très peuplée, sont mises en doute.

En revanche, il est vrai que les commerçants de Gravelines font des affaires avec les cadres du chantier installés dans des caravanes et avec les ouvriers — Portugais, Turcs, Nord-Africains et Noirs pour une bonne part — qui, eux, sont parqués dans deux camps. Vrai aussi que certains Gravelinois ont

trouvé à s'employer et que l'E.D.F. a acheté le quart des mille deux cents logements de la ZAC. Et puis le rêve est entré dans la ville. La dérivation routière attendue depuis vingt ans va enfin se réaliser. Certains jeunes pourront peut-être devenir des techniciens nucléaires. Avec les eaux chaudes, pourquoi ne pas faire de la pisciculture et même des primeurs ?

La municipalité veut restaurer les remparts, construire une seconde piscine, rénover le centre-ville, planter la zone verte, agrandir le collège. Un plan de 100 millions de francs en cinq ans. Pour le financer, on compte sur les 40 millions de taxe professionnelle que la centrale versera chaque année. Là-dessus, 23 millions environ iront à la région, au département et à la communauté urbaine. Mais tomberont tout de même dans les caisses de la commune 12 millions par an, soit l'équivalent de toutes ses recettes actuelles. Et M. Denvers veut se les faire verser tout de suite à titre d'avance. Bien sûr, on se défend d'avoir accepté le nucléaire pour cela, mais ce pactole n'est-il pas de nature à lever bien des hésitations ?

MARC AMBROISE-RENDU.

### La mer est leur province

#### Charentais au large

Le bateau ne quittera pas La Rochelle ce matin. Pour les onze hommes de l'Angoumois, un chalutier moderne, pas question d'appareiller sans cuisinier. Et le chef est en vacances ; son remplaçant, après une première marée de quinze jours, préfère rester à terre et dépenser sa paie aussitôt gagnée. Fixé d'abord à 4 heures, le départ est reporté à 16 heures, le temps pour l'armateur de recruter un apprenti et de lui faire poser son sac à bord. Quelques heures de répit pour les marins et leurs familles, venues les accompagner sur le quai avant une nouvelle séparation de deux semaines.

Voilà enfin l'équipage au complet : un capitaine, un lieutenant, un maître d'équipage, le chef mécanicien, le second, le troisième, quatre marins, le mousse et... le cuisinier. Quelques manœuvres défectueuses pour sortir du port en restant dans le chenal sous peine d'échouage. A coups de corne de brume, l'homme de quart dispense des volliers qui évoluent parfois juste devant l'étrave du chalutier : c'est samedi, les plaisanciers sont de sortie. Les moins aventureux restent à l'ombre des deux tours de La Rochelle.

L'île de Ré bientôt doublée, l'Angoumois met le cap sur le nord de l'Irlande. Deux jours de roulis et de houle que les hommes passeront à prendre du repos et à réserver et à préparer leurs outils de travail, les chaluts à vérifier, ainsi que les treuils et leurs câbles. Un voyage sans histoire, mais il faut avoir l'œil : la route est très fréquentée : au large d'Ouessant, par exemple, les cargos de commerce la coupent comme les porte-conteneurs et les pétroliers. La rencontre avec une flottille de pêche soviétique — une quinzaine de petites unités autour du navire-usine — suscite des réflexions mordantes.

Devant ses fourneaux l'apprenti cuisinier essaie de mettre en application ce qu'il a appris à l'école. Mais l'appétit des marins ne s'accommode guère des rudiments culinaires que dispense l'enseignement technique : « La nourriture, ça compte », dit un marin. « La nourriture qui, mais la boisson, à bord, c'est fini... » Chaque homme a embarqué bière, jus de fruit ou eau minérale, mais pas une seule caisse de vin. Seule « tradition », maintenue : l'apéritif offert à tour de rôle.

« Nos conditions de vie sont meilleures. Il n'y a plus d'eau qui suinte dans les cabines. » Reste le gros temps, qui oblige à surveiller sa pitance à chaque coup de roulis... Des désagréments presque toutes comparés à ceux qu'il faut subir sur le pont par gros temps. Des paquets de mer qui étourdissent, le roulis qu'accroît la présence d'un haut pontique à l'arrière du bateau servant à vider le chalut. Les conditions de travail se sont également améliorées : sur un chalutier comme l'Angoumois, le pont de travail est bien protégé.

#### Dix-huit millièmes

La mer est peu agitée cette nuit lorsque le capitaine décide de « mettre en pêche ». Quelques vagues lèchent le pont arrière remuant par le pan coupé de la poupe. Cela laisse indifférents les marins qui se pressent avec des gestes accablés, gênés dans leurs mouvements par les tabliers et le capu-

chon des cirés jaunes. La pêche est commencée. Pendant une dizaine de jours elle ne leur laissera plus de répit, pas plus de quelques heures consécutives de sommeil, et les mêmes manœuvres à recommencer dix ou vingt fois...

Seul maître à bord, le capitaine l'est aussi pour le travail. Il reste sur la passerelle pour diriger la marche du bateau, décider du lieu de pêche, commander la descente et remonte du chalut. L'armateur lui a confié le bateau sans autre consigne : à lui d'en tirer le meilleur profit. Pour l'armateur bien sûr, mais aussi pour lui-même et pour ses marins. Mais le gain est toujours incertain. Il ne dépend pas du travail fourni, ni du volume de la pêche, mais du prix de la vente à la criée. Pour chaque marin, 184 000 du produit de la vente duquel on soustrait divers frais de gestion des installations à terre ou des frais de débarquement (le débarquement du poisson), et 411 000 pour le capitaine. Autant dire que les salaires varient dans des proportions considérables, d'une centaine de francs à 4 ou 5 000 pour une marée de quinze jours. « Depuis six mois, confie un marin, j'ai gagné en moyenne 3 500 francs par mois. » Il n'est pas rare de voir des capitaines de chalutier déclarer au fisc des revenus annuels de 100 000 ou 150 000 francs.

Cette fois la pêche au nord de l'Irlande s'annonce bonne. Les daurades emplissent peu à peu la cale. Un chalutier lourdement chargé qui remonte sur le pont déclenche un enthousiasme presque frénétique chez les hommes. Le bateau continue son va-et-vient toujours au même endroit. Il laboure la mer pendant trois heures à la vitesse de 5 nœuds dans un sens avant de faire demi-tour.

#### Accident

Pendant plusieurs jours l'Angoumois restera seul dans ces parages. Mais voilà un chalutier toulonnais tout neuf, à peine sorti des chantiers navals polonais, qui vient le rejoindre. Par radio la conversation s'engage entre les patrons. La radio, seul lien avec la terre ferme. A la fin de la première des deux semaines de campagne, une information transmise par les ondes apprend au patron de l'Angoumois que dans les jours à venir il y aura peu de daurades à vendre dans les ports français, aucun bateau n'étant annoncé, mais en revanche des arrivages importants auront lieu ailleurs. Et lui qui a plus de 20 tonnes de poisson dans ses cales ! Après une rapide consultation de son équipage, il décide d'interrompre la pêche avec une semaine d'avance. Les marins spéculent déjà sur la daurade : peu d'apports, donc des prix plus élevés.

On rentre. Vitesse de croisière pour l'Angoumois jusqu'à La Rochelle. Les daurades sont dans la glace : l'équipage est content. Mais le lendemain de leur arrivée leurs espoirs seront vite déçus après la vente à l'encan. Le poisson a trouvé preneur à un prix trois ou quatre fois inférieur à celui qu'on espérait.

Après trois jours de repos à terre, les douze hommes de l'Angoumois sont repartis. Mais il y a quelques jours ils n'étaient qu'onze à revenir à La Rochelle : l'un d'eux s'était fait happer par le câble d'un treuil et a été tué sur le coup. Un accident de travail...

JEAN-MICHEL AUDINEAU.

PRENEZ  
LE TEMPS DE CHOISIR  
TRANQUILLEMENT  
VOTRE CHAÎNE  
CHEZ



pan

tout le gotha de la haute-fidélité  
deux auditoriums-détente  
le conseil de vendeurs mélomanes  
des prix pas plus chers qu'ailleurs

Accuphase, A.K.G., B & O, Bzok, Braun, Elipson,  
Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National,  
Nivico, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan  
11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25  
nous aimons la musique autant que la technique

#### OPINIONS ET RÉACTIONS

##### SUR LES TRACES DES VOIES

LES pouvoirs publics ont demandé à la S.N.C.F. de procéder à un recensement des portions de lignes déclassées d'une longueur de l'ordre de 10 kilomètres et plus restant à vendre. En février 1976, un forum anti-nucléaire de quarante-huit heures se tient à Grande-Synthe, commune voisine. Il y a quelques semaines, le collectif régional organisait dans la région de Dunkerque une campagne de désobéissance civile. Les militants sont invités à refuser collectivement la dernière augmentation de 15 % de leurs factures

« Afin de répondre à ces deux préoccupations, précise M. Cauchon, sénateur centriste d'Eure-et-Loir, sur la transformation des voies ferrées abandonnées (Journal officiel du 11 mai). Une étude réalisée à l'initiative de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale a, en effet, souligné les utilisations possibles du patrimoine ferroviaire et mis l'accent sur les exemples de réutilisation des voies déclassées, notamment en pistes cyclables, circuits équestres ou sentiers de grandes randonnées pédestres. »

« Afin de répondre à ces deux préoccupations, précise M. Cauchon, sénateur centriste d'Eure-et-Loir, sur la transformation des voies ferrées abandonnées (Journal officiel du 11 mai). Une étude réalisée à l'initiative de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale a, en effet, souligné les utilisations possibles du patrimoine ferroviaire et mis l'accent sur les exemples de réutilisation des voies déclassées, notamment en pistes cyclables, circuits équestres ou sentiers de grandes randonnées pédestres. »

صحة من الامم







POINT DE VUE

# A quoi sert un chercheur ?

Sous le titre « A quoi servent les chercheurs ? », le Monde a publié un compte rendu d'une table ronde sur les déterminants biologiques des retards scolaires. Après avoir mis l'accent sur la faiblesse des connaissances actuelles en ce domaine, notre article évoquait les dangers de certains progrès scientifiques en citant des extraits des interventions de M. Albert Jacquard, professeur à l'université de Genève, et notamment cette phrase

utilisée comme sous-titre : « Les généticiens ont aidé Hitler ». Les lecteurs ont pu comprendre que le professeur Jacquard était opposé à tout développement de la connaissance en ce domaine, la recherche en génétique aboutissant au nazisme. Telle n'est pas sa pensée. C'est la raison pour laquelle nous publions ici son point de vue sur le rôle de la recherche et de la science.

« A quoi sert un chercheur ? » avant tout à satisfaire un besoin de l'homme, besoin aussi dévot que la foi et la science : celui de comprendre le monde dans lequel il est plongé. Toute société humaine s'efforce de fournir une réponse aux questions que chacun de nous se pose sur ce qu'il est, sur ce qu'est le monde inanimé, vivant, qu'il l'entoure, sur son passé, sur son avenir. La science apporte une des réponses possibles. Le chercheur joue le même rôle que le boulangier : il contribue par son travail à apaiser, provisoirement, une faim.

Il se trouve que la science contemporaine est, en plus, dans bien des domaines, « efficace » : relayée par l'ingénieur, par le technicien, le savant a transformé ce monde qu'il ne cherchait d'abord qu'à connaître. Les maladies, l'une après l'autre, sont vaincues, les obstacles à la communication entre les hommes sont éliminés, les astres livrent peu à peu leurs secrets et l'humanité annexe la Lune. Ces succès ont accru de façon démesurée le prestige du savant qui, dans les manuels scolaires comme dans l'esprit de l'homme de la rue, tient la place du saint au Moyen Âge. Il apparaît comme l'ultime recours, dans un monde où sévissent encore la misère, la faim, la maladie, la dépendance, devenues d'autant plus insupportables qu'elles ne sont plus fatales et que chacun, peu à peu, en prend conscience : les besoins sont immenses et l'on pressent la science d'y répondre ; le chercheur doit servir à résoudre les problèmes de notre société.

La recherche est ainsi devenue le moteur de la transformation du monde par l'homme, mais nous commençons à voir que cette transformation n'est pas toujours un progrès. (Qu'il le veuille ou non, l'homme de science prépare les actions futures, cette responsabilité ne peut être refusée, même lorsque les consé-

par le professeur  
ALBERT JACQUARD

quences sont effroyables. Il est toujours trop tard pour dire que l'on n'a pas voulu cela, que l'on a été mal conseillé, trop tard pour Oppenheimer lorsque la bombe a explosé, trop tard pour les eugénistes du début de ce siècle lorsque les chambres à gaz ont commencé à fonctionner.

## L'homme de science et l'homme d'action

Il ne s'agit donc pas de souhaiter un arrêt de la recherche, ce serait néfaste et d'ailleurs impossible. Il s'agit de dénoncer ou d'éviter les utilisations maléfiques de ses résultats. Le danger le plus immédiat me semble être celui d'une illusion sur l'importance des succès de la recherche. Les hommes de science sont conscients des limites de leur savoir, ils savent que l'approche du réel est un chemin sans fin ; les hommes d'action, impatientes, sont tentés d'utiliser au plus vite les connaissances nouvelles, car ils sentent l'urgence des besoins.

Le cas de la génétique est exemplaire : depuis quelques décennies les progrès en ce domaine ont été extraordinaires : tout un pan, jusqu'alors mystérieux, de la structure intime du monde vivant a été mis à jour ; la double hélice de l'ADN, le code génétique, les mécanismes de fabrication des protéines sont maintenant élucidés. Il est tentant d'extrapoler ces connaissances et d'imaginer, et même d'anticiper, le temps où nous serons devenus de « nouveaux pygmées », taponnant à volonté l'humanité future.

En fait, malgré de merveilleux progrès, notre savoir en génétique hu-

maine est beaucoup trop parcellaire, incertain, pour fonder une action globale. Dans l'immédiat le plus urgent est de bien prendre conscience de cette insuffisance, car le pire danger est d'adopter des décisions en prenant pour certitude scientifique ce qui n'est qu'hypothèse d'école, pour explication définitive ce qui n'est qu'un modèle provisoire. Ainsi, la véritable campagne, à laquelle nous assistons depuis quelques mois, préconisant une éducation spéciale pour les enfants « surdoués », montre que ce danger n'est pas illusoire : les mesures proposées reposent sur des hypothèses concernant le déterminisme génétique de l'intelligence dont aucun généticien n'oserait prétendre qu'elles correspondent à une quelconque réalité. L'impatience des réformateurs les a amenés à se servir abusivement d'une caution scientifique.

Le devoir premier des scientifiques est celui de l'information : moins pour décrire les découvertes récentes et les concepts nouveaux que pour énumérer les interrogations sans réponse, les problèmes non résolus, les questions encore controversées. Les succès de la science ont accru l'idée qu'elle progresse triomphalement, que les savants en savent plus qu'ils ne veulent bien le dire, que les succès sont les difficultés, les succès sont assurés. Il importe de montrer qu'au contraire, sur des questions importantes des questions violentes se posent les spécialistes, que les affirmations les plus tranchées sont un jour démenties, que la recherche est le plus souvent tâtonnement, brouillard, doute, erreur, découragement, rarement illumination et certitude, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de l'homme, il faut se garder de justifier une action dont les conséquences risquent d'être irréversibles par une théorie « scientifique » qui peut être abandonnée demain.

La recherche est ainsi devenue le moteur de la transformation du monde par l'homme, mais nous commençons à voir que cette transformation n'est pas toujours un progrès. (Qu'il le veuille ou non, l'homme de science prépare les actions futures, cette responsabilité ne peut être refusée, même lorsque les consé-

## Témoignages

# La santé vue par des usagers

La politique de santé est aujourd'hui au centre de nombreux débats, qui agitent de façon croissante les milieux économiques et médicaux. Pourtant, par-delà les réalités économiques, les problèmes techniques ou les intérêts politiques, il convient de ne pas oublier l'essentiel : ce qui se passe, à la « base », et auquel est journellement confronté le simple citoyen. Les témoignages que nous présentons ici, dans leur diversité même, rappellent l'objectif réel qui doit être celui des responsables : le respect du droit de chacun à une vraie santé, qui, selon la définition de l'Orga-

nisation mondiale de la santé (O.M.S.), est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.

Ces lettres ont valeur d'exemples mais il serait dangereux et injuste d'en déduire que la santé vue par les usagers se résume à ces impressions. Ce sont des témoignages qui ne reflètent pas nécessairement tous les points de vue de l'immense majorité silencieuse des consommateurs de santé.

## Qu'elle se dépêche un peu !

Une parente, très proche et très âgée (quatre-vingt-quatre ans), ayant quitté vingt-cinq jours après Noël, a dû être hospitalisée à Paris. Je ne m'attendais pas sur l'état de vétusté et de délabrement de la salle ni sur l'entassement des malades.

J'arrive, un soir. Une malade geint. En remuant, elle est à moitié tombée de son lit et ne peut se relever. Elle appelle. Les aides-soignantes passent, indifférentes. Je m'approche et, doucement, je remplace cette malade dans son lit. Une aide arrive aussitôt :

— Vous n'avez pas le droit de toucher aux malades !

— Cette femme appelle depuis vingt minutes et vous ne venez pas.

C'est pour la dresser ! (à quatre-vingt-sept, ou quatre-vingt-huit ans). Une autre fois, elle restera tranquille. On n'est pas à leur service.

Un autre soir, en arrivant, j'entends une aide qui reproche à une malade de s'être « oubliée » dans son lit. Elle l'insulte en des termes que je n'ose transcrire. A ma parente, on a posé une sonde gastrique. Elle est toute violacée et semble souffrir. J'appelle une infirmière, qui me renvoie à l'interne. Je pars à sa recherche et je le décide à venir. Arrivant près du lit, il s'écrie : « Qui a posé cette sonde ? » Il la retire rapidement et me dit : « Un quart d'heure encore et elle y passait. Les malades ici ne sont pas tranquilles ! »

Un jour, bien qu'ayant donné mon numéro de téléphone, je reçois un télégramme de l'hôpital m'annonçant une brusque aggravation de l'état de ma malade. J'arrive, et l'on m'informe que ce n'est plus qu'une question d'heures (...). Trois aides-soignantes sont près du lit et cro-

quent des bonbons. J'entends des propos tels que : « Qu'elle se dépêche un peu ! ». « A quelle heure va-t-elle me faire rentrer chez moi ? ». Après le dernier soupir, elle se précipite.

Dernière réflexion entendue, après une remarque : « Nous, la mort, on ne voit que ça ici. Alors, on s'en fout ! »

M. GUEROUT, Enghien-les-Bains (Val-d'Oise).

## Gentillesse et humanité

Il n'est pas de semaine, de jour presque, qui ne se passe sans qu'on lise ou qu'on entende la rumeur en accusation de nos services hospitaliers. Or je me suis promis, la semaine dernière, en allant chercher notre grand-père, âgé de quatre-vingt-huit ans, soigné pendant deux mois à l'hôpital Claude-Bernard pour le tétanos, de vous adresser cette lettre. J'ai la certitude qu'elle apporte non un témoignage unique, mais celui que des centaines d'autres ont souhaité écrire et ne l'ont pas fait parce que, le temps, parce que, à quoi bon, aussi, parce que, lorsque les choses sont bien, on prend moins facilement la plume.

Je me le suis promis en voyant, sans doute pour la dernière fois, les visages heureux, souriants, d'eux tous qui avaient tenu à assister au départ de « leur peuple ». Les visages de ces femmes, de ces hommes, qui, pendant des semaines, s'étaient penchés sur ce vieux corps de quatre-vingt-huit ans à qui la guerre de 14-18 avait arraché un bras, qui l'avaient jadis nourri, soigné, pas, appliqué-nous quand nous étions dans les bras de la mort, qui nous ont vus, sans jamais abandonner devant ce mal terrible qu'est encore le tétanos.

Je voudrais les citer toutes et tous, dire cette vaine et douce qui nous répondait au téléphone les visites étant interdites pendant un mois : « Mais non, n'hésitez pas, vous ne nous dérangez pas, appelez-nous quand vous voulez », dire leur gentillesse, leur patience, leur bonne humeur.

Parmi tant d'autres, je reviens au visage radieux de la petite infirmière rouennaise, qui, en faisant danser ses nattes, disait : « Regardez comme il tient bien son terre, notre peuple, mainte-

nant ! ». Et la vieille main coupable, celle qui s'était sottement égarée en se frottant le nez, ankyrosée depuis un mois, en était toute rassemblée.

Et je reviens aussi cet infirmier poussant un malade dans sa chaise roulante jusqu'au bord d'une fenêtre ouvrant sur le jardin, se penchant vers lui et entourant ses épaules de ses bras : « Regardez comme il fait beau. Les tulipes sont ouvertes, c'est enfin le printemps. Vous êtes si guéri maintenant. » Qui sait ? Ce que la science n'aurait peut-être pas encore réussi à faire, ce bras tendrement pressé et cette fenêtre ouverte sur un jardin ont pu le faire.

Mme HARDIN, Paris.

Nous avons eu — malheureusement — cet hiver un membre de notre famille hospitalisé dans un pavillon de l'hôpital Cochin. Nous avons été frappés par « l'humanisation » sur tous les plans, régnant dans ce pavillon.

Possibilité de chambres individuelles, d'y avoir le téléphone (— 15 francs — plus les communications) ; possibilité de louer une petite télévision individuelle. Bons repas, servis à des heures normales — 12 h. 15 environ et 19 h. 15 — thé, café vers 11 heures et vers 16 heures avec des tartines beurrées. Conduites, sourires constants, de toutes les infirmières des internes et de leurs assistants. Vigilance et intelligence de l'assistante sociale s'efforçant elle aussi de créer des liens de confiance avec les malades. Dès qu'ils étaient suffisamment valides ils ont été autorisés à déjeuner dans leurs familles pour Noël et le Jour de l'an.

Je pense qu'il y a assez souvent de motifs de se plaindre du régime dans les hôpitaux (sans parler de leur vétusté) pour que l'on signale les efforts faits dans certains autres. Ceci certainement à l'initiative des grands « patrons » et en l'occurrence ici le professeur Kreis, ce qui ne peut qu'encourager ceux qui sont atteints par une maladie nécessitant une hospitalisation à ne pas trop appréhender cette épreuve.

Mme C., Paris.

## Moi, un rasectomisé

J'ai quarante ans, ma femme aussi. Nous avons quatre enfants : deux filles et deux garçons, âgés respectivement de dix, huit, six et quatre ans. Nous avons décidé ensemble, et d'un commun accord, que nous n'en voulons plus ; pour nous, c'est une question d'équilibre : pour un nouvel enfant, ce serait courir d'abord un risque d'anomalie (ce qui est reconnu beaucoup plus fréquent avec une mère de quarante ans que lorsqu'elle est plus jeune) et ensuite celui de n'être plus des parents assez jeunes.

Sur prescription de notre gynécologue habituelle, j'en ai pris donc la pilule. Six mois plus tard, sur ordonnance du même médecin, elle dut stopper sous peine de sévères complications. Nous nous sommes retrouvés, comme bon nombre de couples dont la femme ne peut pas prendre la pilule — devant un choix à faire. Nous avons alors longuement étudié toutes les méthodes contraceptives — y compris la méthode des températures que nous savions par expérience aussi folklorique que la météo — et nous avons finalement opté pour la vasectomie. C'est un choix que nous avons fait ensemble, sans contrainte ni réticence. Ma femme a porté et mis au monde nos quatre enfants ; j'ai trouvé normal d'apporter en compensation ma quote-part d'effort. Il n'y a dans cette méthode aucune contre-indication médicale ni les risques divers des autres procédés.

## Le « serment d'hypocrisie »

Je suis adulte et chef de famille ; je pense de ce fait avoir le droit de choisir, dès l'instant que je ne gèrais rien qui ce soit. Ma liberté n'aurait porté atteinte aucunement à celle des autres. Avec quatre enfants, nous avions rempli notre « devoir » vis-à-vis de la société ; nous pensions, pour cette raison encore, avoir le droit à cette solution de notre choix. Nous avons même pensé qu'une petite opération de vingt minutes coûterait moins cher la Sécurité sociale, c'est-à-dire à la communauté, que plusieurs jours d'hospitalisation pour la ligature des trompes ou des anneaux de plus. Et bien non ! ce n'était pas suffisant ! Nous avions oublié le point important : c'est que la décision était prise d'abord par le corps médical et non pas par nous.

Nous sommes à Nantes et nous

avons essayé deux refus successifs de médecins pourtant à priori parmi les plus ouverts à ces problèmes. Il s'avéra rapidement inutile d'en rechercher sur place de plus compréhensifs. Le premier, gynécologue, défavorable à la vasectomie, a proposé à ma femme une ligature des trompes que nous ne voulions pas. Le second, un urologue, bien que favorable au principe, a également refusé la vasectomie dans ce but étant interdite par l'ordre des médecins. Il a évoqué à ce propos le serment d'Hippocrate. Il fallait sans doute comprendre le « serment d'hypocrisie ». N'est-ce pas grotesque, en effet, quand on sait pouvoir obtenir une ligature des trompes ou un avortement ? Pourquoi le médecin choisissait-il selon son gré une solution pour le client en attendant à sa liberté ? Nous demandions au médecin une compétence, nous ne lui demandions pas une prise de responsabilité sur une question qui ne le concernait pas.

Avec les arguments qui accompagnaient notre demande nous ne posions pas un problème moral au corps médical, comme c'est été certainement le cas avec un jeune couple. Alors pourquoi ce refus ? Contrairement à sa mission, c'est sans doute avec un tel comportement que le conseil de l'ordre peut entraîner le désordre. Heureusement, les exceptions commencent à compter et même à se faire entendre, il devient possible de trouver des médecins plus réalistes et plus humains qu'obtus et conservateurs. Ce fut notre chance à force de recherche et de persévérance. En juillet 1975 donc, nous avons rencontré un éminent médecin parisien et après un entretien où nous avons senti un souci d'information et de compréhension, nous avons obtenu cette petite intervention. Nous sommes, depuis libérés des contraintes que connaissent bien des couples et des angélisses que provoque parfois un retard accidentellement prolongé du cycle féminin. Mais pourquoi s'être heurté à tant d'incompréhension et de principes perimés de notre corps médical français ?

Le conseil de l'ordre comprend partiellement le divorce et comprend même l'interdiction du développement de l'avortement. S'opposant à certaines libertés en serait-il donc encore, pour des raisons de principe, à refuser aux couples qui en ont besoin le droit à l'épanouissement ?

G. R. Nantes

# UN MILLION DE DIABÉTIQUES

(Suite de la page 17.)

Quant à la transplantation d'îlots pancréatiques, les problèmes de technique chirurgicale paraissent maîtrisés, mais les médecins se heurtent toujours au problème général du rejet immunologique qui n'est pas résolu, pas plus pour cette greffe que pour d'autres.

C'est pourquoi l'on devrait suivre avec le plus grand intérêt les travaux purement fondamentaux pour l'instant de deux équipes américaines, celle de Galletti à Providence et celle de Chick à Boston, qui ont trouvé une astuce technologique pour contourner le problème immunologique.

Galletti et Chick ont mis au point

une sorte de pancréas hybride entre la machine artificielle et le greffon naturel. Ils utilisent de petits cylindres remplis de cultures d'îlots de Langerhans dans lequel ils font passer un sérum à la paroi poreuse dont la taille des pores est soigneusement calibrée de façon que seules puissent traverser les petites molécules.

## Une idée séduisante

Ainsi, les substances nutritives du sang peuvent baigner, donc nourrir et entretenir des îlots de Langerhans, qui sécrètent de l'insuline, et l'insuline passe des îlots dans le sang circulant sans que les protéines de plus grosse taille et les cellules

puissent passer de part et d'autre. Ce qui théoriquement doit mettre ces îlots à l'abri des anticorps et des cellules immunocompétentes qui, autrement, s'acharneraient contre eux. A la mort des îlots, il paraît concevable de changer les cylindres.

L'idée est très séduisante et plusieurs équipes de chercheurs s'informent sur cette nouvelle astuce technique, mais si, là encore, les raisons d'espérer sont grandes, il est encore trop tôt pour pouvoir affirmer que les espoirs pourront être transformés en réalités dans un proche avenir.

Une victoire scientifique ou technologique sur le diabète paraît envisageable, mais dans une dizaine d'années au plus tôt. Il faut en

conséquence prendre conscience de deux faits : ces nouvelles techniques ne s'adressent qu'à une fraction qu'on appelle insulino-dépendants, soit 20 % environ du total, et ceux-ci doivent admettre que pour longtemps encore seule la connaissance du traitement actuel de leur maladie, acquise grâce à l'éducation diabétologique du patient, peut leur donner une qualité de vie dans l'autonomie.

## L'avenir est à la prévention

Quant aux huit cent mille diabétiques dont la maladie est liée à la sédentarité, aux excès alimentaires, au tabac, à l'hypertension, etc., l'avenir n'est pas à la thérapeutique, même si celle-ci peut laisser espérer à ceux qui ont été pris au piège de la maladie d'éviter des complications graves.

L'avenir est à la prévention, au dépistage des groupes à risque, à l'éducation et à la prise de responsabilité de ces personnes avant la maladie. Mais cela revient à imposer un véritable changement d'habitudes sociales. Le problème est devenu si patent aux Etats-Unis, où le nombre des diabétiques augmente de 6 % par an, qu'un programme national de lutte contre le diabète a été mis en chantier.

Une chose est sûre : la prévention de huit cent mille diabétiques aux incidences médicales, sociales et économiques énormes libérerait un budget important pour accélérer les recherches sur les transplantations et les implantations de pancréas, espoir réel pour la minorité insulino-dépendante.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

# Paris-Toronto sans escale. Une nouvelle exclusivité Air France.

Toronto c'est, pour vos affaires, une importante ouverture sur l'activité économique et financière du Canada.

3 fois par semaine. En Boeing 747.

Dès le 20 mai, avec Air France, vous pourrez joindre Toronto sans escale. Donc plus vite.

Les départs seront chaque jeudi, vendredi et dimanche à 17 h (arrivée à 19 h, heure locale).

Air France assurait déjà 5 vols hebdomadaires Paris-Montréal, vous disposerez ainsi, avec cette nouvelle liaison, de deux lignes régulières à destination du Canada des affaires.

Pour vos réservations, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France (tél. 535.61.61).

**AIR FRANCE**

Sentir le monde plus proche.

LE TEMPLE  
DE  
L'HOMME  
LA CONNAISSANCE  
DE  
L'ANCIENNE EGYPTÉ  
ROBERT DUMAS  
4, rue des Abbesses  
75018 - PARIS

islami

une île  
à mille a

صحة من الاصل







# LETTRES

## LE CONGRÈS DES BIBLIOTHÉCAIRES

### Entre les rêves du futur et les misères du quotidien

Caen. — Le congrès que vient de tenir du 15 au 17 mai, l'Association des bibliothécaires français, aura assez bien illustré les difficultés d'une profession qui doit envisager son avenir, alors qu'elle ne dispose ni des moyens ni des conditions nécessaires pour assurer convenablement son service journalier.

Pourtant, en d'autres termes, « rêver » les temps futurs de l'information est le service du livre, alors que les budgets de fonctionnement ne permettent pratiquement aucune création de poste et qu'il faut recourir à l'aide pour mener à bien les projets. En prenant pour thème « La coopération et la coordination entre les bibliothèques », l'Association, ou plus exactement son bureau, sous la présidence de M. Marc Chauveine, avait fait un choix. Il s'agissait de montrer que les bibliothécaires, qu'ils dépendent du secrétariat d'Etat aux universités (Bibliothèque nationale, bibliothèques universitaires et de recherche) ou du secrétariat d'Etat à la culture (Bibliothèques publiques : municipales, centrales de prêt), puisqu'il en est ainsi depuis le 3 juillet 1975, pouvaient se montrer sous un autre jour que celui d'intermédiaires geignards et pessimistes se plaignant de l'oubli ou de l'indifférence dans lesquels on les tient ou du moins on les a longtemps tenus.

Avec ardeur, les rapporteurs s'étaient donc attelés aux tâches qui leur étaient proposées : comment parvenir, dans l'intérêt des bibliothécaires comme dans celui de leurs lecteurs, à une meilleure utilisation de ce dont ils disposent ? Comment mettre finalement au service de tous ce qui reste trop souvent propriété de chacun, car il est vrai que le bibliothécaire français demeure individualiste ? Comment, à terme encore plus lointain, envisager une planification, une normalisation dans l'espace français des bibliothèques de demain ? En un mot, comment définir une politique au meilleur sens du terme ?

Durant les trois journées de Caen, les quatre cents congressistes n'ont pas rechigné à la besogne. Même si, pour certains, il s'agissait avant tout de s'informer, les travaux, approfondis en commissions, affinis au fil des séances plénières, ont été suivis sans rémission, sinon sans effort. Beaucoup, maintenant, savent au moins ce qu'est le CANAC (Catalogue national central), première étape vers l'automatisation, et le CAPAR (Catalogage en coopération), ce qu'il convient d'attendre de l'un comme de l'autre, à savoir ce Catalogue collectif national qui évoluera aux bibliothèques le long et fastidieux travail de catalogues individuels, éliminera les sources d'erreurs, permettra de localiser sans délai et sans faille tel ou tel document, et, du même coup, aidera à une autre coordination non moins indispensable, celle des acquisitions, domaine où il y a aussi nécessité de mettre de l'ordre.

Tout cela implique évidemment le recours à l'informatique, l'implantation dans le plus grand nombre de bibliothèques de ter-

#### De notre envoyé spécial

minaux et la réunion, pour les alimenter, d'un maximum de données. D'ores et déjà, il est probable que ces « terminaux » puissent être installés partout. Du moins, c'est l'un des vœux du congrès, peut-on les implanter de façon locale et régionale.

Dans le même esprit, le congrès a envisagé la communication des documents en exprimant le souhait d'un développement des prêts entre bibliothèques, qui devrait être facilité par l'apparition du Centre national de prêt, destiné à combler les lacunes dont peut souffrir telle ou telle bibliothèque, fût-elle spécialisée. Dans de semblables vues d'avenir, les échanges, non seulement d'expositions organisées par les bibliothèques mais encore de tout ce qu'on appelle aujourd'hui le matériel d'animation, ont évidemment leur place. Et le Centre national de prêt, qui dépendra de la Bibliothèque nationale, entend lui-même s'efforcer de conserver de tout ce qui, désormais, complète le livre, depuis le disque jusqu'à la bande magnétique, depuis la diapositive jusqu'à la vidéo-cassette.

Un pareil futur suppose des étapes avant son terme la plus lointain. Le congrès entendait maintenant dire son mot sur ce qui pourrait un jour être une doctrine de la bibliothèque française. Le congrès entendait de faire la part entre le possible et le souhaitable. Il a été dit et répété que normalisation ne doit pas signifier uniformité, que personne n'aspire, car rien ne serait plus triste, à une bibliothèque standard offrant partout le même mobilier, les mêmes rayonnages, les mêmes surfaces. Une bibliothèque centrale de prêt et une bibliothèque universitaire n'ont pas les mêmes exigences ni de superficie, ni d'acquisitions, ni de personnel. Il est surtout apparu que les bibliothécaires entendaient ici jouer leur rôle au-

près de ceux dont ils peuvent dépendre, que ce soit au sein d'une collectivité locale.

Bref, les bibliothécaires ont donc pris le parti, semble-t-il, de se montrer et de se bien montrer. M. Bureau, conseiller technique chargé des bibliothèques au cabinet de Mme Sauvier-Salé, a pu d'ailleurs s'en rendre compte quand il s'est entendu dire, lors de l'ultime séance plénière, que le budget 1976, qui s'agissait de celui du secrétariat d'Etat aux universités ou de celui du secrétariat d'Etat à la culture, « em- pêchait d'ores et déjà toute évolution » et qu'il était temps de ne plus accepter « la misère que nous nous imposons collectivement ». Il est significatif que ce soit de tels propos qui aient été émis, par un homme d'acclamations, au congrès qui jusque-là avait été seulement « assés » et « assés ».

Il est significatif que ce soit de tels propos qui aient été émis, par un homme d'acclamations, au congrès qui jusque-là avait été seulement « assés » et « assés ».

Et M. Bureau, qui ne passa devant le congrès qu'une heure, le temps de lui faire savoir essentiellement que le budget 1976 engageait 60 millions pour une première mise en place de services communs à toutes les bibliothèques et pour une première infrastructure informatique, fut mal inspiré d'ajouter qu'il s'agissait là d'un « effort exceptionnel qui absorbe la plus grande partie de ce dont dispose pour les bibliothèques le secrétariat d'Etat ». Il s'agit de deux réflexions sans fond, d'abord : « Vous nous faites penser au président d'un pays sous-développé qui ferait ferveur le compte de ses kilomètres d'autoroute dans la savane » et, peu après : « Ce que nous nous offrons, c'est un programme de compétition sportive pour un agonisant ».

JEAN-MARC THEOLLYRE

## PRESSE

### AU CONGRÈS DE LA F.I.J.

### Des journalistes des pays de l'Est pour la première fois en observateurs

De notre correspondante

Vienne. — La centaine de délégués venus de vingt-deux pays occidentaux pour participer aux travaux du troisième congrès de la Fédération internationale des journalistes (F.I.J.) réunis à Vienne du 10 au 15 mai, n'ont trouvé que peu de raisons d'être optimistes. En effet, cinq jours de réflexions et d'échanges d'expériences sur les conditions dans lesquelles la plupart des journalistes peuvent aujourd'hui exercer leur profession ont abouti à un constat essentiellement négatif : la liberté de la presse « est ouvertement bafouée dans de nombreux pays », déclare notamment la résolution finale du congrès.

Si, pour la première fois dans les annales de la F.I.J., des observateurs de l'Organisation internationale des journalistes (O.I.J.) de Prague, participant à la réunion de Vienne, si ce fait a été ressenti comme une volonté incontestable d'améliorer les relations entre les journalistes de l'Est et ceux de l'Ouest, les congressistes ont néanmoins été obligés de constater que jusqu'à maintenant les « répercussions » de l'accord d'Eltsin et « ont été plus décevantes » : des correspondants occidentaux ont fait remarquer plusieurs délégués, se sont heurtés à des obstacles dans l'exercice de leur profession, certains pays socialistes, d'autres n'ont pas été autorisés à entrer dans l'un de ces territoires, tandis que « des difficultés subsistent » à l'entrée et à la sortie du matériel dans ces pays.

On a aussi regretté à Vienne qu'une « couverture convenable » n'ait pu être assurée pour le dernier congrès du parti communiste soviétique, et que « les correspondants occidentaux aient dû se contenter d'informations incomplètes, fournies par un porte-parole officiel ».

Fineurs pays occidentaux, où par « tradition » la presse est libre n'ont pas échappé aux critiques : la F.I.J. s'inquiète, par exemple, des mesures qui ont été prises récemment aux Etats-Unis, où, précise la résolution finale du congrès, certains passages du projet de loi n° 1 (Sensit Bill Number One) portent atteinte à la mission de la presse en prévoyant des sanctions allant jusqu'à sept ans de prison et 100 000 dollars d'amende pour quiconque révèle des informations « classées » par le gouvernement. En Inde, le gouvernement maintient une censure totale sur la presse. En Suisse, un projet de loi permettrait à un citoyen de élire, cinq jours de réflexion et d'échanges d'expériences sur les conditions dans lesquelles la plupart des journalistes peuvent aujourd'hui exercer leur profession ont abouti à un constat essentiellement négatif : la liberté de la presse « est ouvertement bafouée dans de nombreux pays », déclare notamment la résolution finale du congrès.

Enfin, on s'est inquiété à Vienne de la « censure de concertations » qui déferle actuellement sur tous les pays occidentaux. Elle a pour conséquence directe, estime la F.I.J., de réduire le pluralisme de l'information « et, de ce fait, le choix du citoyen ».

ANITA RIND.

## RADIO-TÉLÉVISION

### VU

### Aujourd'hui aux États-Unis

Si seulement nos lucarnes pouvaient s'ouvrir plus souvent, s'ouvrir vraiment, un peu, pour laisser respirer un air venu d'ailleurs. De découvrir, au-delà des frontières, des océans, d'autres mentalités, d'autres préoccupations. Mais on ne fait, on ne voit que cela, dira-t-on, des reportages, des documents, l'Inde, la Norvège, le Liban, Glasgow, Naplouse, le Michigan. C'est le vrai quotidien, le dialogue permanent. Pour un peu, en gagnant nos places devant l'écran, on étendrait nos cigarettes.

Alors comment expliquer le plaisir, la curiosité, l'intérêt qu'éveille le simple fait d'être passé, lundi à l'heure des actualités, avec Jean Lefèvre, des studios d'Antenne 2 à Paris dans ceux de la C.B.S. à New York ? En quoi, pourquoi ce démenagement pouvait-il modi-

lier à ce point notre impression du voyage présidentiel ? Parce qu'au lieu de voir partir M. Valéry Giscard d'Estaing, on l'a vu arriver. Et qu'on ne l'a pas vu avec les yeux de qui l'accompagnait, on l'a vu avec ceux de qui le recevait. On s'est mêlé à eux. On a parlé aux gens. On a parcouru les journaux en comptant les lignes consacrées à l'événement. On a rencontré la famille de Jimmy Carter en Georgie, sa mère, ses oncles : il y en a un qui élève des vers de terre, il en a plus d'un million, les autres plantent des cacahuètes. On est monté avec Gerald Ford et sa femme dans le train électoral. Et on a constaté, carte météorologique à l'appui, qu'il faisait chaud au sud, froid au nord des Etats-Unis.

Franchement, objectez-t-on encore, il n'y a pas de quoi

navoiser. Les correspondants à l'étranger n'ont pas l'habitude, que l'on sache, de laisser sur la couleur locale. Dans la presse non, à la « télé » si. A la « télé », les trois quarts du temps, ce que nous montre le correspondant, c'est son buste sur fond de carte postale. Cette fois, en s'installant pour une semaine avec l'équipe parisienne dans un gratte-ciel de la sixième avenue, on découvre un autre horizon forcément.

On aimerait bien pouvoir en faire autant ailleurs à une autre occasion. Aller un ou deux jours à Lisbonne, à Londres ou à Rome. Rome ce serait intéressant en juin. Et même sans attendre le tricentenaire de Washington, on découvre un autre horizon forcément.

CLAUDE SARRAUTE.

### D'une chaîne à l'autre

#### MODIFICATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INA

Un décret signé du premier ministre modifie la composition du conseil d'administration de l'Institut de l'audio-visuel. Celui-ci comprend désormais quatre représentants de l'Etat (dont trois désignés par le premier ministre et un par le ministre de l'économie et des finances), un représentant du personnel et deux personnalités désignées en raison de leur compétence (dont l'une sur proposition du Haut Conseil de l'audio-visuel).

Les dispositions précédentes prévoyant dix représentants des divers ministères (dont un seul du premier ministre), deux représentants du personnel, un représentant de l'Etat, un représentant de diffusion, un représentant de chacune des sociétés de programme et quatre personnalités, dont deux

proposées par le Haut Conseil de l'audio-visuel. La modification du conseil d'administration concerne donc surtout la représentation des autres sociétés issues de l'O.R.T.F.

#### LES ÉLECTIONS DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL TFI REPORTÉES AU MOIS DE JUILLET

Les élections des délégués du personnel n'auront pas lieu les 18, 19 et 20 mai à TFI. Une procédure judiciaire engagée par les syndicats C.G.C. et C.F.T.C. jugés par la direction non représentatifs (le Monde du 7 mai), a en effet abouti à l'assignation de TFI devant le président du tribunal d'instance du septième arrondissement statuant en référé, le 17 mai. Les élections seront reportées de deux mois et tiendront compte des candidatures C.F.T.C. et C.G.C.

#### TRIBUNES ET DÉBATS

##### MARDI 18 MAI

— M. Gabriel Pérochon, secrétaire d'Etat à la fonction publique et président du parti radical, est l'invité de Radio-Monte-Carlo à 18 h. 40.

— Le Centre Démocratique et Progressiste s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

##### MERCREDI 19 MAI

— L'industrie pharmaceutique est le sujet du magazine d'Anne Gagliard sur France-Inter, à 10 heures.

— Le Comité international romantichel de France s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

— M. Michel Jobert, ancien ministre, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire », sur Antenne 2 à 21 h. 30.

### MARDI 18 MAI

#### CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Variétés : Le grand dictionnaire de la chanson française.

21 h. 25. Documentaire : Tziganes sans frontières (des Manouches) ; 22 h. 30. Émission littéraire : Plaine pays, d'A. Bourin et P. Sioriot.

23 h. 30. Journal.

#### CHAÎNE II : A2

20 h. 20. D'accord, pas d'accord ; 20 h. 40. Les dossiers de l'écran ; Film : « Zeppelin ».

21 h. 55. Journal.

22 h. 55. Journal.

23 h. 30. Journal.

24 h. 30. Journal.

25 h. 30. Journal.

26 h. 30. Journal.

27 h. 30. Journal.

28 h. 30. Journal.

29 h. 30. Journal.

30 h. 30. Journal.

31 h. 30. Journal.

32 h. 30. Journal.

33 h. 30. Journal.

34 h. 30. Journal.

35 h. 30. Journal.

36 h. 30. Journal.

37 h. 30. Journal.

38 h. 30. Journal.

39 h. 30. Journal.

40 h. 30. Journal.

41 h. 30. Journal.

42 h. 30. Journal.

43 h. 30. Journal.

44 h. 30. Journal.

45 h. 30. Journal.

46 h. 30. Journal.

47 h. 30. Journal.

48 h. 30. Journal.

49 h. 30. Journal.

50 h. 30. Journal.

d'E. Pénier (1970), avec M. York, E. Sommer. En 1915, un jeune lieutenant d'aviation est envoyé en Allemagne — où vit une partie de sa famille — pour tempérer des plans de ballon dirigeable « Zeppelin ». Film de guerre et d'espionnage bien enlaid, avec effets spectaculaires.

Vers 22 h. Débat : Les premiers monstres de l'air.

Après le général Lissarague (directeur du Musée de l'air), et MM. F. Barillet (ancien patron du dirigeable « Méditerranée »), G. Boyer (ancien pilote de dirigeable), Ch. Dollfus (premier Français à avoir traversé l'Atlantique en dirigeable), M. Bole (inventeur de l'« étrappe » à l'étrappe), et M. de la Roche (le « Miroir d'Édimbourg »).

23 h. 30. Journal.

24 h. 30. Journal.

25 h. 30. Journal.

26 h. 30. Journal.

27 h. 30. Journal.

28 h. 30. Journal.

29 h. 30. Journal.

30 h. 30. Journal.

31 h. 30. Journal.

32 h. 30. Journal.

33 h. 30. Journal.

34 h. 30. Journal.

35 h. 30. Journal.

36 h. 30. Journal.

37 h. 30. Journal.

38 h. 30. Journal.

39 h. 30. Journal.

40 h. 30. Journal.

41 h. 30. Journal.

42 h. 30. Journal.

43 h. 30. Journal.

44 h. 30. Journal.

45 h. 30. Journal.

46 h. 30. Journal.

47 h. 30. Journal.

48 h. 30. Journal.

49 h. 30. Journal.

50 h. 30. Journal.

51 h. 30. Journal.

52 h. 30. Journal.


53 h. 30. Journal.

Pour soulager  
votre vie quotidienne  
et votre foie,  
buvez...

**Vichy Saint-Yorre**

EAU MINÉRALE  
NATURELLE GAZEUSE

RÉGULARISE L'ACTIVITÉ HÉPATO-BILIAIRE



صحة من الأصل



صكذامالاحل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« ENCORE UN MILITAIRE »

de Jean-Pierre Bisson

Jean-Pierre Bisson dirige depuis un an le Centre dramatique de Nice. Le voici pour quatre semaines à Paris : il nous présente sa nouvelle pièce : *Encore un militaire*.

Quatre militaires anglais, dont un général, tiennent un poste isolé dans la brousse d'un Cachemire ou d'un Kenya non défini. Il n'y a pas de tension, opérationnelle ou autre, style « patrouille perdue ». Trop de naufrages ont eu lieu. Qui pourrait croire ? Ce sont des soldats d'opérette, de cirque, des épreuves d'histoire et d'armée, sans matricule.

On dirait plutôt que des vagabonds laissent pour compte se prenant pour les membres d'un corps expéditionnaire d'autrefois, parce qu'ils ont trop lu, vu trop de films américains.

Ces personnages n'ont pas une vie à eux, flectrice. Disons plutôt que Bisson démultiplie des fantômes, des lubies. Rimbaud écrit quelque part que ses « nerfs chassent ». La pièce de Bisson est venue comme cela, par ses personnages. L'imagination de Bisson, sous l'effet de coups de vent, de coups de chien, s'est déportée hors d'un théâtre construit habituel. Parfois, en vol, un reflet rapide dans le pare-brise, ou dans une vitrine qui passe, détermine un effroi, un transfert d'image. La perception, prise de court, invente une figure, qui domine quelque part ailleurs, sous le couvert. Les personnages d'*Encore un militaire* sont aussi descriptifs que des apparitions.

Aussi leurs propos ne sont-ils pas « posés ». Des surajouts de rêves traversent le général, le sergent. Des ordres militaires brusques recoupent des abandons irresponsables, aveugles, rouges, étouffés. Et la poésie ne prend pas racine, elle fuit, se trahit elle-même par la détermination d'une pièce un parti-pris de perdre pied, le dialogue de théâtre est comme expédié en exil, constamment « corrigé » par des fautes teintes de scène de transition de comédie chantée ou par les voix de tête atones des intermédiaires de clowns.

Le comique naît de ces suites de malentendus, plus exactement d'illusions non ajustées, non alignées. Rire de réaction pure et simple, comme si une détente nerveuse allait redresser le miroir, rassembler l'image écartée. Rire comme le mouvement de polémique qui secoue les ruines baléïssées et ne détermine qu'un autre désordre dont la nouveauté, tout au moins, fait autrement respirer.

Mais voici que la spirale se resserre. Il y a d'ailleurs dans cette pièce un parti-pris de perdre pied, une tentative de rupture : la bête

*Encore un militaire* est un peu ce que l'on nomme, du côté de chez Freud, un acte manqué. C'est-à-dire un acte plus fondé que d'autres, de plus de portée, dans sa moindre assurance.

MICHEL COURCEL.

\* Récitair. 21 h.

MORT

DE MAUD LOTY

La comédienne Maud Loty vient de mourir dans son appartement du 16<sup>ème</sup> arrondissement. Elle était âgée de quatre-vingt-un ans.

Maud Loty a été la première des « starlettes », célèbre autant par son physique, sa voix aigre, que par ses étranges extravagances. Interprète de Belp, d'Yves Mirande, de Sacha Guitry, sa notoriété a suivi la courbe de sa vie. Elle a été retrouvée malade et pauvre à Saline-Aube, prise en charge par l'organisation « La route tourne », avant d'être finalement recueillie par sa sœur.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Pavillon de Paris, jusqu'au 19 mai à 20 h.

Rock

David Bowie au Pavillon de Paris

Les conditions d'écoute se sont certes améliorées au Pavillon de Paris, mais il est toujours aussi désastreux de voir un spectacle se dérouler sous ce hangar, et si l'on comprend qu'il n'y a pas dans la capitale de lieu susceptible de rivaliser avec les immenses salles de Londres, de Berlin, de Hambourg ou de New-York, il est tout aussi scandaleux que des concerts puissent avoir lieu à l'extérieur, régulièrement dans cet endroit. Dès lors, comment apprécier pleinement la venue en France de David Bowie et les prochains shows des Rolling Stones ?

Pourant, un concert à Paris de David Bowie était attendu depuis longtemps. Musicien extrêmement doué, auteur de très jolies mélodies, de remarquables chansons, David Bowie est apparu il y a trois ans comme le reflet fidèle du début des années 70. S'imposant d'abord avec des chansons dédiées à Bob Dylan et Andy Warhol, Bowie joue avec magnificence le rôle d'un surhomme, se prête à tous les artifices, emprunte différents visages, devient tour à tour personnage baroque ou ambigu, modifie son style, change d'attitudes, pratique la provocation, les déclarations contradictoires et à l'emperte-pièce, manie la dévotion avec subtilité, détermine une mode vestimentaire, une coupe de cheveux en épi, utilise avec sagesse la théatralité, mais lucide, réfléchissant sur lui-même et sur la réalité qui l'entoure, ne veut pas se laisser enfermer dans une image donnée, fuit l'étiquette et roule sa vie en toute liberté et en route consciente.

David Bowie est à Paris avec le nouveau personnage qu'il s'est donné depuis quelque temps déjà, toujours aussi mince, aussi fragile, les cheveux plaqués en arrière, pantalons noirs, chemise blanche et gilet noir, ayant abandonné l'équivoque, gommé l'outrance, jouant la simplicité et l'assaut d'un climat romantique. Bowie chante *Station to station*, *White heat*, *Men, women & dogs* avec une lyrique évidente, avec, curieusement, parfois, des accents de croquet, avec une voix qui semble sur-avoir fait la synthèse des différents styles pratiqués jusqu'ici. David Bowie est un perfectionniste. Son jeu est donc construit rigoureusement et ses musiciens sont tous de bons instrumentistes. Mais on aimerait bien écouter Bowie et son groupe dans de meilleures conditions. Au Palais des congrès, par exemple.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Pavillon de Paris, jusqu'au 19 mai à 20 h.

Culture

La fête du P.S.U.

La quatrième fête du P.S.U. se tiendra au parc paysager de La Courneuve, les 12 et 13 juin. On annonce : des grands noms : comme Robert Charlebois, Guy Bedos, Catherine Sauvage, Mouloudji, François Béranger, et, à côté, des gens « moins connus et qui n'ont pas souvent l'occasion de s'exprimer » : le groupe Imago, Brigitte Fontaine, Areski, etc.

Une grande partie de la programmation est construite autour de quatre constatactions : la visibilité de la chanson « régionale », représentée par Gilles Servat, Marti et Jean-Paul Verdier ; le retour en force du jazz (Archie Shepp sera là) ; celui du folk, traditionnel ou moderne ; enfin, la permanence du phénomène « rock », en la personne de Jacques Higelin et de quelques groupes.

La chanteuse Isabel Parra sera comme un symbole du Chili de l'exil et de la résistance. Quelques musiciens d'Afrique, d'Amérique latine, du monde arabe, seront également présents, et il y aura des représentations de théâtre d'intervention, par le groupe Z et le groupe Al Assila.

Un conte romantique d'Eric Rohmer

(Suite de la première page.)

Restait le problème de l'adaptation. Il n'était pas question de « moderniser » la *Marquise d'O...*, du moins pouvait-on apprécier le récit, le maquillage de manière à en rendre plus facile la lecture cinématographique. Rohmer s'y refusa obstinément et adopta, au contraire, le principe de la fidélité absolue. Suivre mot à mot le texte de Kleist, tracer un tableau de mœurs qui fut scrupuleusement conforme à la réalité historique, épouser sans aucune « distanciation » (selon celle voulue par l'auteur) la sensibilité de l'époque, ramener l'œuvre non pas en la rendant contemporaine, mais en faisant de nous ses contemporains : telle fut la règle d'or du cinéaste.

En somme, avec la *Marquise d'O...*, Rohmer a réalisé le premier film du XIX<sup>ème</sup> siècle, un film plein d'éclat et de fraîcheur, résolument moderne, et dont, au générique, il a tenu à partager la paternité avec son jeune scénariste.

Le parti était audacieux, et il faut bien dire que la *Marquise d'O...*, à déconcerter beaucoup de gens à Cannes. Imaginez une jeune femme qui se trouve encaissée sans savoir comment, qui est chassée du logis familial par un père indigne et une mère épouvantée, qui publie une annonce dans le journal pour prier le père de son enfant de se faire

connaître, et qui découvre que son infâme suborneur, celui-là même qui avait profité de son sommeil pour abuser d'elle, était un officier russe qu'elle considérait comme son sauveur et quasiment comme un archange descendu du ciel.

Cette histoire pour le moins singulière et qui pourrait fournir un beau motif d'allégorie (« l'innocence, sûre d'elle-même, se heurte à la malignité du monde ») est, en fait, le sujet d'une comédie larmoyante. Tout au long du récit, les larmes coulent à flots, et les gestes, les attitudes des personnages sont empreints de cette emphase théâtrale qui caractérise les tableaux de Greuze. Il y a des scènes incroyables, comme celle où le père, qui a enfin reconnu la pureté d'âme de sa fille, l'embrasse au goût du pathétique propre à l'époque, et l'on ne doit pas oublier que Kleist les écrivait avec une sorte d'humour à froid, de « ton antinaturaliste » (que le film malheureusement ne réussit pas toujours à suggérer) ou l'on décèle sans peine l'intention satirique.

Nous avons parlé de Greuze. On pourrait aussi bien parler de David ou de Mme Vigée-Lebrun, chaque plan du film étant traité à la manière des portraits, des peintures d'intérieurs ou des peintures de genre de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Ces références constantes à la peinture correspondent sur le plan formel à la fidélité de Rohmer sur le plan littéraire. Elles ajoutent de la vérité à la vérité et prolongent notre plaisir dans une direction nouvelle.

Une fois admis le propos de Rohmer et accepté son parti pris, c'est en effet, un plaisir très raffiné, très « aristocratique », que dispense ce film si délibérément en marge de la production courante, si sublimement « exotique », si révélateur d'une manière d'être et de penser aujourd'hui disparue. On peut préférer des nourritures plus fortes et plus actuelles. Mais la délicatesse de ce divertissement intellectuel a ravi les amateurs.

Il n'y a strictement rien à dire du film indien de Shyam Benegal. N'importe, sinon qu'il n'avait pas sa place au festival et que les sélectionneurs auraient mieux fait de retenir, par exemple, à sa place l'œuvre remarquable de Nagisa Oshima, *Empire des sens*, présentée à la quinzième des réalisateurs.

JEAN DE BARONCELLI.

L'Éthiopie millénaire à la Semaine de la critique

On l'attendait avec un peu de scepticisme ce film d'entreprise pendant l'été de 1974, à la veille de la chute du Roi des rois. Hailé Gerima, son auteur, enseigne actuellement à l'université noire de Washington. Il a étudié le théâtre à Chicago, achève sa thèse de cinéma à l'UCLA (université de Californie à Los Angeles), où il a profité des facilités techniques qui lui étaient offertes pour monter *Moisson* : trois mille ans, film en 16 mm, noir et blanc, d'une durée de cent cinquante minutes. Le tournage, très simple, avec prise de son direct, a impliqué deux techniciens, Elliot Davis à la caméra, Gerima au magnétophone. La choc final sur le spectateur n'est pas sans rappeler notre découverte du cinéma de Sembene Ousmane avec *Le Noire de ou de Méd Hondo* avec Soteli O. Hailé Gerima évite d'ambler les pièges conjugués du militantisme et du folklore. Il nous conte une histoire à la fois très réaliste et transposée à l'extrême. Réaliste, la situation de ces paysans exploités depuis des

millénaires, traités aujourd'hui, à l'époque du tournage, comme des esclaves. Nous pensons à certaines images du cinéma novo brésilien, à un ordre caricatural et de droit divin qui écrase l'homme sans défense. Mais, transposée, l'histoire de la révolte de ce paysan fou et lucide qui dénonce toutes les iniquités, évoque la guerre contre les Italiens, l'injustice sociale, permanente à Addis-Abeba. À la fin du film, il fera rendre raison à l'odieux propriétaire qui l'a dépossédé.

Moisson : trois mille ans, pour livrer ce qu'il faut bien appeler son message, emploie les moyens les plus sophistiqués. Hailé Gerima mélange remarquablement le jeu d'un interprète, son ancien professeur en Éthiopie, bavaillant jusqu'au délire, dans le rôle du fou, héritier d'une tradition de récit oral, et celui de paysans, assure-t-il, qui n'avaient jamais vu de caméra ni de rétroprojecteur. Le résultat est sans doute de ne pas tomber dans les pièges de l'esthétisme rassurant.

Une trame sonore très riche, une photo belle sans excès, un montage travaillé, quelques tics formels (à l'occasion), cet ensemble de qualités innombrables et de quelques défauts aboutit à une œuvre absolument originale dans le cinéma africain et dans le cinéma mondial : une sensibilité purement africaine s'exprime avec une force et une originalité qui semblent renvoyer dos à dos Rouech et ses faibles, Sembene et sa revendication impécable. On attend le retour définitif dans son pays de Hailé Gerima, qui ne mène pas ses mots : « Les films du tiers-monde ont le rythme des sociétés rurales. C'est-à-dire plus lent (que le cinéma d'Hollywood). Certains occidentaux acceptent de comprendre ce rythme. » On repartira de ce film capital.

Également ambitieux, mais moins achevés que des premiers films de la semaine de la critique, les deux autres films du cinéaste américain Henri Jaglom, un membre de la bande à Jack Nicholson, Bob Redford, Dennis Hopper (et tous les rôles principaux). Début 1973, un soldat américain en congé spécial accompagné dans un improbable voyage de retour le cerceau d'un de ses camarades tués au Vietnam. Il redécouvre la civilisation, l'histoire américaine, l'indifférence feinte. Jaglom a accumulé les scènes courtes, le début trépidant, parfois bien venu, parfois forcé. Au cours d'une tranche explicative avec le public de Cannes, le metteur en scène a insisté sur la mensonge de ce bécotement des États-Unis, où le Vietnam est tellement passé sous silence, affirme lui aussi le « réajustement » de la société américaine actuelle. La jeune vedette féminine du film, Tyne, fille de Tyrone Power, se livre spontanément pour contraindre à sa façon des déclarations : tout est possible à partir de la réaction de chaque individu. L'attendant rien de l'Etat.

L'homme à tout faire (*Der Geheule*) est le second film du cinéaste suisse dont la semaine de la critique avait montré il y a deux ans la Mort du directeur du cirque de pucier. Avec le même opérateur, celui de Tanner, Strub et Daniel Schmid, Renato Barilli, il a porté à l'écran le roman autobiographique d'un écrivain suisse de langue allemande qu'on considère comme le précurseur de Kafka, Robert Walser (*l'Action se passe en 1907*). L'homme à tout faire, employé en chômage, est embauché par un entrepreneur-bricoleur qui va l'exploiter jusqu'à la fin. À l'occasion il émet un cri de protestation, mais n'ose jamais rationaliser sa révolte, discute toujours en termes de morale. Thomas Koertge, aide de Barilli, recrée à la perfection un ordre bourgeois étouffant, écrasant de routine, câblé en parodie, mais sans forcer le ton, par petites touches, la « pax helvetica » : la mort lente sur pied, la mise au baladeur des passions. Un comédien autrichien qui travaille à Hambourg, Paul Burian, plus Joseph K., que le héros de Kafka, personnage de héros dessinés noirs, hérité sans décevoir à un absurde social implacable. Koertge ne réussit pas entièrement à « enlever » son film, laisse traîner son histoire dans la seconde moitié. Il a le mérite de n'avoir pas trahi un très beau sujet.

LOUIS MARCORELLES.

Cinéma

« LES MAGICIENS », de Claude Chabrol

Étonnant trajet artistique que celui de Claude Chabrol. Certains de ses films sont des œuvres majeures du cinéma français, d'autres appartiennent à des cinémas de genre que l'on classerait volontiers dans des catégories mineures : séries de télévision (*Histoires extraordinaires*, *Nouvelles d'Henry James*) ou films policiers, les *Tigres de naguère*, les *Magiciens* aujourd'hui. Toutefois, plus encore que dans ce qui paraît être sa création personnelle, c'est dans ces exercices de style — sur des films apparemment standardisés — qu'on perçoit le mieux le plaisir de filmer qui anime Claude Chabrol, son style, son propos.

Regardons littéralement, les *Magiciens* contiennent l'histoire, sur un argument de Frédéric Dard, d'un voyant alcoolique (Gérard Philipe) qui présente l'imminence d'un meurtre dans un palais insulaire de Djérba (Tunisie). C'est-à-dire est soutenu dans sa quête

parapsychologique par un oisif fortuné (Jean Rochefort) qui prend plaisir à être le *deus ex machina* de l'aventure. Les autres protagonistes, désignés comme victimes probables de ce jeu, sont un architecte toulousain « occidentaliste », dont on pressent qu'il assume mal sa double culture, débat littéralement incarné par les deux femmes entre lesquelles il se partage, la blonde et la brune. Il y a aussi une petite fille au regard Topaque qui aime lâcher des balons par grappes entières.

L'important cependant réside dans la manière dont se noue le drame : la prise en compte permanente du caractère fictif de l'histoire est assurée par des références incessantes au romanque cinématographique, cadrages qui décalent les personnages filmés, post-synchronisation qui donne à la parole dédoublée un surcroît de significations fantastiques. Évidemment, on peut évoquer Hitchcock comme maître, mais pourquoi ne pas évoquer la référence « en creux », les films américains de série au temps où Hollywood était Hollywood ? Au temps où dans les provinces on était convaincu que Joel Mc Creel parlait le français comme vous et moi.

Dans cette jubilation que Chabrol éprouve à la création d'effets de fiction, les éléments du réel sont fondamentaux : les comédiens, Geri Philipe, Jean Rochefort, ne s'embarrassent pas de naturel ; Franco Nero (*l'architecte*) n'en aura jamais, mais ses yeux s'injectent de sang à merveille ; après *Nous nous sommes tant aimés* d'Ente Scola, Stefania Sandrelli confirme ici ses dons métaphoriques. Le palais où l'action est installée, par son invraisemblable prétention, aurait fourni un merveilleux décor à n'importe quelle version américaine des *Mille et une Nuits*. Dans vingt-cinq ans on étudiera les *Magiciens* dans les écoles de cinéma : l'objet en vaut la peine.

MARTIN EVEN.

\* Voir « Les films nouveaux ».

« Legacy »

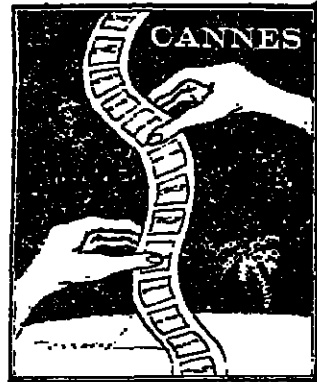
Jean Hotchkiss va voir sa mère dans une clinique. Elle s'arrache à la pitoyable étreinte, revient dans sa belle maison, se baigne, s'aligne dans des pensées érotiques, se plonge dans une introspection calamiteuse, déraile dans la peur. Elle est seule, vide, devant son existence réelle. Viennent la révolte, les halnes hystériques, racistes, que son éducation californienne, un vocabulaire ordurier comme un appel détourné au viol, fausse délivrance pour cette bourgeoisie riche saisi par la panique.

Dirigée par Karen Arthur, Jean Hotchkiss construit sa crise de nerfs dans la tradition des monstres sacrés. Les acteurs adorent jouer la folle.

C. G.

\* Action-Christine.

Festivals



Kleist moderne

« Faire un film, dit Eric Rohmer, c'est toujours un peu comme une expérience. La j'ai fait le pari de prendre une histoire et de la suivre, de mettre en scène (et non pas adapter, interpréter) un texte privilégié, non pittoresque, court, parce que la matière cinématographique est ainsi.

J'ai, par exemple, transformé l'évanouissement de la marquise d'O en sommeil, pour rendre l'histoire moins incroyablement. Après la scène de l'abandon, entre le comte et le frère, Kleist effectue un retour en arrière, il emploie le plus-que-parfait, qui dans un récit n'est pas un procédé rhétorique. Il y aurait eu, quelque chose de recherché à garder ce plus-que-parfait au cinéma. Il aurait été artificiel de retourner en arrière. Or Kleist n'est pas prémoniteur. Pas de trou : on ne laisse pas une scène, on est emporté par la continuité du temps.

Il y avait en apparence un danger de trahison. Le texte de Kleist est très dialogué, mais il y a une grande partie en discours indirect, qui se marque par le subjonctif. Les Allemands considèrent qu'on le trahit en le transformant en discours direct. Mais c'est justement la spécificité du cinéma de faire jouer les deux discours. Tout le début du film — les scènes de la bataille — est en style indirect. Ce sont des scènes de récit. C'est le moment où le temps cinématographique est raccourci, schématisé. Il porte l'essentiel, qui varie selon les cinéastes : ici, il porte ce qui est nécessaire à la digression.

Et puis, il y a les moments où les personnages sont filmés comme au présent. Dans ces passages en style direct, le dialogue de Kleist est empreint d'une certaine emphase propre à l'époque. C'est plus difficile à jouer.

Je me suis toujours intéressé à ces problèmes de langage. Les « Contes moraux » étaient des nouvelles écrites à l'avance. En style indirect était tout ce qui passerait en style direct : cela donne une coloration différente aux scènes. Elles deviennent des scènes de passé simple.

Le discours direct peut être aussi porteur d'informations. D'où l'artifice des scènes de présentation au théâtre. Les Grecs avaient réussi, dans leurs tragédies, à marier le nécessaire (l'information) et le vraisemblable (le réalisme), dans la mesure où l'information fait partie du tragique. Ce qui fait l'extraordinaire modernité de Kleist, c'est que tout sert à informer. Ce rapport subtil entre la connaissance des personnages et celle du spectateur, ce mystère qui plane jusqu'à la fin, c'est une technique qui sera reprise dans les romans policiers.

Ce film, je le trouve comique, mais je ne l'ai pas voulu ridicule. On a dit que Kleist n'avait pas d'humour, mais je trouve que c'est un humour froid qui rappelle Kafka. Toute la nouvelle est entre le rire et les larmes, et c'est un équilibre qu'il fallait conserver, une ligne fragile que le public actuel, très évolué, peut suivre.

Propos recueillis par CLAUDE DEVARIEUX.

■ Un Festival du Sénégal à Nien

Jusqu'au 27 mai à la Maison des arts de Gréville ; il comprend une comédie satirique du docteur Diop, « Les de la Lam », et une œuvre africaine « Rythmes et couleurs du Sénégal ». Ces spectacles sont annoncés six fois. (Rens. : 899-84-50.)

■ Deux concerts seront donnés

à l'église de Saint-Martin-aux-Bois, le dimanche 23 mai et le dimanche 29 juin, à 15 heures. Organisés par le groupe d'études des monuments et œuvres d'art de Beaufort et par l'association la Sauvegarde du Vieux-Compiègne, les bénéfices permettront de subvenir à l'entretien de l'église de Saint-Martin-aux-Bois.

ni aux États-Unis

Les correspondants à l'étranger n'ont pas l'habitude, que l'on sache, de résider sur la scène locale. Dans la presse, non, à la « télé » si. A la télé, les trois quarts du temps, ce que nous montre le correspondant, c'est son buste sur fond de carte postale. Cela, en s'installant pour une semaine avec l'équipe parisienne dans un gracieux hôtel de la cinquième avenue, on découvre un autre horizon forcément.

On aimerait bien pouvoir en faire autant ailleurs à une autre occasion. Aller un ou deux jours à Lisbonne, à Londres ou à Rome. Rome ce serait intéressant en juin. Et même sans attendre le tricentenaire de Washington, ce serait tout indiqué en novembre.

CLAUDE SARRAUTE.

haine à l'autre

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 18 MAI

— M. Gabriel Perrotin, secrétaire d'Etat à la fonction publique et président du parti radical, a été élu à la présidence de la commission de Radio-Télévision. (Rens. : 899-84-50.)

— Le Centre Démocratique, Progresse, se réunira à 18 heures, à la salle de la mairie de Paris. (Rens. : 899-84-50.)

MERCREDI 19 MAI

— L'indépendance du Congo est le sujet du débat de la commission de Radio-Télévision. (Rens. : 899-84-50.)

— La Commission Interministérielle de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, se réunira à 18 heures, à la salle de la mairie de Paris. (Rens. : 899-84-50.)

— M. Jean-Pierre Bisson, ministre de la Culture, a été élu à la présidence de la commission de Radio-Télévision. (Rens. : 899-84-50.)

MARDI 18 MAI

Les films de 20 heures : « Les Contes moraux » de Claude Chabrol, « Les Magiciens » de Claude Chabrol, « Les Tigres de naguère » de Claude Chabrol, « Les Histoires extraordinaires » de Claude Chabrol, « Les Nouvelles d'Henry James » de Claude Chabrol, « Les Contes moraux » de Claude Chabrol, « Les Magiciens » de Claude Chabrol, « Les Tigres de naguère » de Claude Chabrol, « Les Histoires extraordinaires » de Claude Chabrol, « Les Nouvelles d'Henry James » de Claude Chabrol.

FRANCE CULTURE

Les films de 20 heures : « Les Contes moraux » de Claude Chabrol, « Les Magiciens » de Claude Chabrol, « Les Tigres de naguère » de Claude Chabrol, « Les Histoires extraordinaires » de Claude Chabrol, « Les Nouvelles d'Henry James » de Claude Chabrol, « Les Contes moraux » de Claude Chabrol, « Les Magiciens » de Claude Chabrol, « Les Tigres de naguère » de Claude Chabrol, « Les Histoires extraordinaires » de Claude Chabrol, « Les Nouvelles d'Henry James » de Claude Chabrol.

FRANCE CULTURE

Les films de 20 heures : « Les Contes moraux » de Claude Chabrol, « Les Magiciens » de Claude Chabrol, « Les Tigres de naguère » de Claude Chabrol, « Les Histoires extraordinaires » de Claude Chabrol, « Les Nouvelles d'Henry James » de Claude Chabrol, « Les Contes moraux » de Claude Chabrol, « Les Magiciens » de Claude Chabrol, « Les Tigres de naguère » de Claude Chabrol, « Les Histoires extraordinaires » de Claude Chabrol, « Les Nouvelles d'Henry James » de Claude Chabrol.



# CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

**FESTIVAL BACH**  
ORCHESTRE ET CHORALE  
**KUENTZ**  
Mercredi 19 et jeudi 24 :  
**MESSE en SI**  
20 h : Cité Brandebourgeoise

Sous les auspices du Ministère des Aff. Extérieures du Canada  
au bénéfice des œuvres de la Légion d'Honneur  
**CONCERT DE GALA**  
**ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTREAL**  
Direction : H. RAVEL  
Fruhbeck de Burgos  
Solistes : M. Forrester  
et Ronald Turini  
Œuvres de H. Tchaïkovski, M. Liszt, B. Bartók

**CHOPIN**  
L'œuvre pour piano seul par  
**MICAULT**

Concert exceptionnel pour les  
CHANTIERS DU CARNAVAL  
**REQUIEM**  
de  
**BRAHMS**  
V. MASTERSON - W. SCHÖNE  
ORCH. LAMBOUREUX  
CHANTIERS DU ST-ESTAS  
Dir. J.-P. JACQUILLAT  
60 ans : COCHEREAU

ORCH. du CONSERVAT.  
de PARIS  
Dir. G. KESSEN  
**AKOKA**  
P. PROUVOST, violon  
H. BOURG, violoncelle  
G. LÉVASSIER (tr. ass.)

Licenciés de l'École  
Normale de Musique  
**R. BIANCHIOTTO**  
D. BOULET  
G. GARAND, tromp.  
J. PIERRE, cor  
J. BOURG, basson  
J. LÉVASSIER, contreb.

Centre Culturel  
Portugais  
51, av. d'Iéna  
Jeudi 20 mai  
20 h. 45 (p.e.)  
Valmelle  
**Emmanuel NUNES**  
et le pianiste R. BOUE  
Entrée libre

27- SAISON MUSICALE DE  
**ROYAUMONT**  
19 h. Film : « Les Contes  
d'Hoffmann » de F. Schlegel  
20 h. 45 : Récital d'orgue  
Dir. JEAN BOYER  
BACH - BRAHMS - LISZT

**FESTIVAL STRINGS**  
LUCERNE  
Solistes EVELINE  
DUBOURG  
MOZART  
BAUMGARTNER

A.M.C.  
et Centre Institut  
concert à 2 places  
**DUO**  
Alfred et Aloys  
**KONTARSKY**  
Bach - Beethoven - Chopin  
Stravinski - Schubert

**B. JANIS**  
RACHMANINOV  
Concerts Lamberini  
Dir. : M. KATIMS

**ORCHESTRE DE PARIS**  
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE  
**LORIN**  
**MAAZEL**  
**CHRISTOPH ESCHENBACH**  
Chœur National J. GRIMBERT  
SCHUMANN  
Concerto pour piano  
RAVEL  
Daphnis et Chloé (intégrale)  
PALAIS DES CONGRÈS  
Mardi 25 mai, à 20 h. 30  
Mercredi 26 mai, à 20 h. 30  
Location : Palais des Congrès

**CONCERTS**  
Radio France

**NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**  
Dir. J.-P. JONQUIER  
Sol. Michèle BOEGNER  
**MOZART**

**SAISON LYRIQUE**  
Dir. C.-F. CHLARIO  
**ANNA BOLENA**  
V. Paganini, B. Berlioz, R.  
Gounod, M. Ravel, E. Co-  
llet, G. Meyer, B. Paganini  
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE  
Dir. C.-F. CHLARIO

**PERSPECTIVES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**  
Autour de Jean-Claude  
**ELOY**  
Vendredi 21, 20 h. 30 :  
concert  
ELOY : Kamakala  
STOCKHAUSEN : Gruppen  
ORCH. NATIONAL DE FRANCE  
Samedi 22, 11 h. :  
récital avec commentaires  
concert du vendredi  
14 h. 30 : concert-débat  
« REPERES D'UNE TRAJECTOIRE »  
BERG - WEBER - BOULEZ  
WAGNER - J.-C. ELOY

**MUSIQUE DE CHAMBRE**  
**NEW AMERICAN**  
MUSIC ENSEMBLE  
direction musicale :  
Stephen Robert KLEIMAN  
J. Schwaninger, S.K. Kleiman  
N. Lee, J. Drexler, E. Kutz

**NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**  
**MESSIAEN**  
R. Goussier, J. Kourou  
J. Lévassier  
Maîtres de Radio-France  
Dir. Gilbert AMY

**NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**  
Dir. Edgar COSMA  
Sol. Robert TEAR  
J. Lévassier - Britten  
Penderecki - Boulez

**MUSIQUE DE CHAMBRE**  
MILHAUD - HONEGGER  
ALBIN - MOZART  
avec le Quatuor Patrice  
R. François, J.-M. Croci  
R. Vignani-Lacroix

**PERSPECTIVES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**  
Radio France  
**Autour de**  
**JEAN-CLAUDE ELOY**  
VENDREDI 21, 20 h. 30 : Concert  
J.C. ELOY : Kamakala  
K. STOCKHAUSEN : Gruppen  
Chœur de Radio-France - Orchestre National de France  
Direction : G. FERRO - P. STOLL - A. BANCQUART  
Samedi 22, à 11 h. : Réponse av. commentaires du concert de la veille  
à 14 h. 30 : Concert-débat  
« REPERES D'UNE TRAJECTOIRE »  
BERG - WEBER - BOULEZ - WAGNER - J.-C. ELOY  
avec le QUATUOR PARENTIN, C. HELFFER, H. SCHWARTZ  
Prix des places : 10 F (Etudiants, J.M.F. : entrée libre)  
Location Radio-France (224-33-61) et agences de spectacles

**Théâtre des Champs-Élysées**  
du 25 mai au 5 juin  
10 représentations  
exceptionnelles  
**Mozart**  
**IDOMENEO**  
Lavelli - Signens - Masson  
Rens. : 225-44-36

**THEATRE DE LA VILLE**  
20 h 30  
du 18 au 29 mai  
**ballet**  
**rambert**  
Grande-Bretagne  
chorégraphies  
CHRISTOPHER BRUCE  
LOUIS FALCO - CLIFF KEUTER  
ROBERT NORTH - GLEN TETLEY  
2 programmes  
18 h 30  
du 18 au 22 mai  
**nuova compagnia**  
di canto popolare  
la chanson napolitaine  
réinventée  
par la voix et le geste  
du 25 au 29 mai  
**olivier messiaen**  
**Yvonne Loriod**  
**LES VISIONS DE L'AMEN**  
location : 2, place du Châtelet  
par téléphone : 887.35.39

**FEP**  
**FESTIVAL ESTIVAL**  
Dir. BERNARD BONALDI-  
JEAN-LOUIS PETIT  
M. ....  
Adresse .....  
d'être recevoir des informations sur  
l'ensemble du Festival  
• le stage guitare GHIGLIA  
• le stage clavier K. GILBERT-  
R. KOHNEN  
FEP, 5, pl. des Ternes, Paris (17<sup>e</sup>)

**CHAILLOT**  
THEATRE NATIONAL  
Gemier  
Marc'O - P. Mestral  
Le triangle  
frappe encore  
« Marc'O retrouve en partie sa  
belle équipe d'avant 1966 : Bulle  
Ogier, Michèle Moretti, Pierre  
Gleizes... »  
Le Monde  
727.81.15

**Théâtre de la Commune**  
Centre dramatique national  
93 Aubervilliers  
**LA PENICHE-THEATRE**  
PORT D'AUBERVILLIERS  
PORT DE STAINS  
18 et 22 mai, 20 h 30  
EN ATTENDANT GODOT  
De SAMUEL BECKETT  
18 et 21 mai, 20 h 30  
UN FARRER PEUT EN  
CACHER UN AUTRE  
(ONE MAN SHOW)  
Réservation : 833-16-16  
et Agences

## SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

**Mardi 18 mai**  
**théâtres**  
**Les salles subventionnées**  
Opéra, 18 h. : Parsifal.  
Comédie-Française, 20 h. 30 : La Nuit  
des rois.  
Châtelet, 20 h. 30 : Le  
triangle frappe encore.  
Petit-Opéra, 18 h. 30 : Sorena.  
TNP, 20 h. 30 : Dans les eaux glacées  
du calcul égoïste.  
Petit TNP, 20 h. 30 : Travail à  
domicile.  
Opéra-Studio, 20 h. 30 : Atelier cho-  
régraphique Serge Keuten.  
**Les salles municipales**  
Châtelet, 20 h. 30 : Le Pays du  
sourire.  
Nouveaux Carrés, 20 h. : Cirque à  
l'ancienne : 21 h. : Grand Ballet  
d'Afrique noire : 22 h. : José Me-  
nese (Pailin) : 23 h. : Angélique  
et Photis Ionatos, Manduka (Pa-  
lin).  
**Les autres salles**  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Nuova  
Compagnia di Canto Popolare :  
20 h. 30 : Ballet Rambert (premier  
programme).  
Athènes, 20 h. 30 : La Tube.  
Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.  
Athènes, 21 h. : Godspell.  
Bouffes-du-Nord, 19 h. : Les Prodiges.  
Cartoucherie, Théâtre de la Ten-  
niste, 20 h. 30 : Les Bercées  
d'or.  
Comédie Cammarin, 21 h. 10 :  
Boeing-Boeing.  
Comédie des Champs-Élysées,  
20 h. 45 : A vos souhaits.  
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine  
pas ma vie demain.  
Cour des Miracles, 21 h. 30 : La  
Famille (deuxième partie).  
Globe-Montparnasse, 21 h. : Ne ris  
jamais d'une femme qui tombe.  
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Vieux  
chez moi, j'habite chez une  
copine.  
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice  
chaude : la Légende.  
Journées Saint-Germain-des-Près,  
parvis de l'église, 20 h. : Comme  
la Foire de Saint-Germain-des-  
Près.

**Les théâtres de banlieue**  
Aubervilliers, 20 h. 30 : En attendant  
Godot.  
Ivry, 20 h. 30 : Balzac.  
Maison de la Culture, 21 h. : Mé-  
moires secrètes.  
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano,  
21 h. : Misanthrope.  
**Le music-hall**  
Casino de Paris, 20 h. 45 : Lue  
Renard.

**PIANO \*\*\* 76 - THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
**LILI KRAUS**  
Lundi 31 mai, 20 h. 30 - MOZART - SCHUBERT

jeudi  
20  
mai  
21 h.  
**BASILIQUE DE SAINT-DENIS** métro  
**CARMINA BURANA** de C. ORFF  
Munchner Motettenchor - Orchestre d'Île-de-France  
direction Hans R. Zeebeley

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** - Jeudi 20 mai, 20 h. 30  
**QUARTETTO ITALIANO**  
SCHUBERT  
Quartett-Staz - Quatuor « La Jeune Fille et la Mort » - Quatuor D. 703 et 804

**Vacances Club à Calvi**  
**à Prix Ultra-Choc**  
2 semaines de vacances de Paris (par avion) 950 F  
2 semaines de vacances de Nice (par bateau) 700 F  
... si nous pouvons fixer nous-même votre date de départ.  
**CLUB OLYMPIQUE** 3 rue de l'Ecluse 75001 Paris :  
260.31.62

**MERCREDI**  
**GAUMONT CHAMPS ELYSEES V.O. - IMPERIAL PATHE V.F.**  
Film à 14 h - 16 h 10 - 18 h 20 - 20 h 20 - 22 h 30 - Séance Suppl. Sam. 0 h 30  
**HAUTEFEUILLE V.O.**  
Film à 12 h - 14 h - 16 h - 18 h - 20 h - 22 h  
**GAUMONT RIVE GAUCHE V.O.**  
Film à 14 h - 16 h 10 - 18 h 20 - 20 h 20 - 22 h 30

**LA MARQUISE D'O...**  
SELECTION OFFICIELLE/CANNES 1976  
H. VON KLEIST  
EDITH CLEVER - BRUNO GANZ - EDDA SEIPPEL - PETER LÜHR - OTTO SANDER  
avec NESTOR ALMENDROS - Son JEAN-PIERRE RUIH - Costumes : MOÏSE BICHEL  
TRICYCLE Asnières v.f. - Cyrano Versailles v.f. - ARTEL Rosny v.f.

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : His-  
toire d'Espagne.  
Olympia, 21 h. 30 : Jerry Lewis.  
Palais des sports, 20 h. 45 : la Grande  
Parade de la gendarmerie.  
Palais des congrès, 20 h. 45 : Manitas  
de Plata.

**Les cafés-théâtres**  
Au Bee fin, 21 h. : Nadine Mons :  
22 h. : Hommes et Femmes : 24 h. :  
Kierke's Chair.  
Blancs-Manteaux, 20 h. 15 : Gru-  
man, 21 h. : les Jeunes : 22 h. :  
Bes Tristan et Pascal Auberson.  
Café d'Edgar, 1. 20 h. 45 : Cha-cha-  
Cha-cha : 22 h. 30 : Offenbach  
Back : 23 h. 15 : Prisonniers sur  
le secteur.  
Café de la Gare, 20 h. : le Tambour  
solitaire : 22 h. : le Graphique de  
Boscon.  
Coupe-Chou, 21 h. 30 : Néo-Cid :  
22 h. 30 : Jazz-Show.  
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Jacques  
Bérthet.  
Le Faubourg, 20 h. 30 : l'Orchestre :  
22 h. 15 : Lady Module.  
Petit Casino, 21 h. 20 : Montelli.  
Sélect, 20 h. 30 : la Jacassière :  
22 h. : 81 seulement les fleurs  
n'ont pas d'odeur : 23 h. :  
Percy-Percy ou c'est normal :  
24 h. : Fomex : 21 h. 45 : Champ  
de pollen.  
Splendid, 21 h. 30 : le Pot de terre  
contre le Pot de vin.  
Théâtre de Dis-Héars, 20 h. 15 :  
Jean-Paul Sartre.  
La Vierge Richard, 21 h. : la Revanche  
de Louis XI.

**La danse**  
O.E.P.A., 20 h. 30 : Ballet-Théâtre  
Alain Deluc.  
Théâtre de la Cité internationale,  
Grand Théâtre, 21 h. : Groupe  
folklorique de la Maison du  
Mexique.

**La Fête des Tuileries**  
Jardin des Tuileries (Pyramides).  
Châtelet, 21 h. : Guy Bias.  
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : la Mort  
blanche : 22 h. : Une messe pour  
Barbe-Bleue.  
20 h. 30 : Chrysosmène.  
Jardin des Tuileries (Commode).  
20 h. 45 : Cirque Bouglione.  
Jean Richard.

**Les concerts**  
Palais des congrès, 18 h. 30 : Musique  
et Musiciens (Vivaldi, Schumann,  
Chausson).  
Hôtel Héroïne, 20 h. 30 : A. Kopp  
et D. Douay (Ravel, Mozart,  
Faure, Lécocq).  
Musée d'art moderne, 20 h. 30 :  
Alfred et Aloys Kontarsky, piano  
Ligeti, Chopin, Zimbalstein.  
Salle Gaveau, 20 h. 30 : J. Micault,  
piano (Chopin).  
Maison de la radio, 20 h. 30 : Nouvel  
Orchestre philharmonique de  
Radio-France, dir. J.-P. Izquierdo,  
avec M. Bascourt, piano (Mozart).  
Palais des congrès, 20 h. 30 : Orchestre  
de Paris, dir. Z. Mehta, avec  
J.-P. Weiler, violon (Haydn, Vi-  
vace, Beethoven).  
Salle Rossini, 20 h. 30 : Quatuor  
Loewenguth (Haydn, Schubert,  
Debussy).  
Eglise Saint-Merr, 20 h. 45 : J. Jou-  
vain, orgue (Mozart).  
Théâtre de la Cité internationale,  
21 h. : Diaphonie (variations au-  
diotactiques sur Bartok et Stra-  
vinski).

**"ENCORE**  
**UN MILITAIRE"**  
de  
Jean-Pierre Bisson  
30 représentations  
exceptionnelles  
à 21 heures  
**RECAMIER** **BOURSENIER**

**PETIT ODEON 18 h 30**  
du 18 au 30 mai  
reprise de  
**SURENA**  
pour 12 représentations  
exceptionnelles

cinémas

**MERVELLES de la NATURE**  
2307 300000

**U.G.C. NORMANDIE HELD**  
Après "Il était un" **HOLLY HOLLY** THAT'S ENTIRE  
**FRED ASTAIRE GENE KELLY**  
périphérie : VERSAILLES  
NEUVE St GEORGES ARTEL/EN

سكنة الشالاحل











# OMLETTE

Les débats de la «Semaine de l'amour»

## III. Les normes et la sexologie

[illegible]

## CORRESPONDANCE

## Deux cent neuf jours de congé

[illegible]

1. 1991

de 700 grammes

... une chemise, des  
... dans ce...

[illegible]

Levin 2 proposed

... ou à petits carreaux (1930)



WILLIAM  
LARTIN

James C. Cannon, Paris 17 - 1910

... ..

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"		£
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

	La Rigue	La Rigue T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

**emplois internationaux      emplois internationaux      emplois internationaux**

Important Groupe Européen spécialisé dans  
**l'AGRO-INDUSTRIE TROPICALE**  
recherche pour ses projets en  
Amérique Andine et en Afrique Noire  
francophone :

**3 DIRECTEURS GÉNÉRAUX-RESIDENTS**  
**Responsables de PROJETS**

Leader d'une véritable unité opérationnelle autonome qu'il devra constituer et animer, le futur directeur général sera responsable de :

- la recherche et de la négociation des contrats, souvent à niveau gouvernemental
- des Etudes
- des réalisations
- de la gestion des complexes jusqu'à leur remise «produit en main».

Chacun des candidats intéressé devra avoir, dans un domaine analogue, un haut niveau de connaissances et d'expérience pratique confirmée. Il justifiera d'au moins une dizaine d'années de vie professionnelle. Diplômé d'une grande Ecole (ou d'un haut niveau universitaire), intéressé par la technique, rompu à la gestion, sa connaissance de l'anglais et, éventuellement de l'espagnol, sera vivement appréciée.

Les rémunérations ne constitueront pas un obstacle.

Adresser C.V., photo, prétentions  
sous référence 121 M 940  
30, rue de Mogador  
75009 PARIS  
Discrétion assurée.

**C**entre de  
**P**sychologie  
**A**ppliquée

**CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES**

recherche

**POUR ALGÉRIE**

**CADRES COMPTABLES  
DE CHANTIERS**

Ayant une formation niveau D.E.C.S.  
et une expérience des chantiers, soit en  
comptabilité soit en trésorerie.

La connaissance de la fiscalité algérienne  
serait appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit, Photo et pré-  
fentions - Service Recrutement des Cadres  
(Réf. CD 54)

**CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES**  
**TOUR GAN - CEDEX 13**  
**92082 PARIS LA DÉFENSE**

**COTE D'IVOIRE**  
**TRES IMPORTANTE SOCIETE FINANCIERE**  
**RECHERCHE**  
**CONSEILLER TECHNIQUE**  
**INGENIEUR EXPERT**

Diplômé Grandes Ecoles :  
 X. Mines, Ponts et Chaussées, Centrale, etc.  
 Salaire élevé  
 Nombreux avantages  
 Résidences Abidjan.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à  
 M<sup>me</sup> PELATIER, 8, rue d'Assas - 75006 Paris

**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche pour  
**ALGER**  
**CADRE COMPTABLE Homme**  
Minimum 30 ans  
Formation SUP. de CO. + D.E.C.S. ou équivalent  
RESPONSABLE DE CETTE SUCCESSION  
Il s'agit d'un poste à temps partiel  
Scr. avec C.V. photo et salaire actuel n° 6274 à  
COFAP, 40, rue de Chabrol - 75014 Paris, qui tr.  
Discrétion et réponses assurées.

Un des leaders de l'industrie des peintures-résines-verniss engage pour sa nouvelle division engineering

**\* 3 INGENIEURS TECHNICIENS**  
ou  
**INGENIEURS CHIMISTES**

Fonctions: vérification des plans d'équipement;  
formation des cadres;  
démarrage des usines.

\* Disposés à résider à l'étranger.  
\* Nationalité indifférente.

Envoyer C.V. sous réf. ArvdV, DE KEYN S.A.,  
rue aux Choux, 27, 1000 BRUXELLES (BELGIQUE).

# EXPANSIAL

est chargé, par une société d'ingénierie industrielle, de rechercher, pour l'Algérie, des ingénieurs expérimentés destinés à participer aux études et réalisations actuelles de la société dans les secteurs :

- industries alimentaires, - tabacs et allumettes,
- eaux minérales.

## ingénieurs

- Chef de projet conception industrielle (formation grande école d'ingénieur ou architecte) réf. 2501
- Directeur de travaux, formation génie civil responsable de la conduite des gros chantiers réf. 2512
- Directeur de travaux, spécialiste fluides, coordination des travaux d'équipements réf. 2513
- Ingénieur VRD, projet industriel réf. 2507
- Ingénieur génie civil d'opérations, responsable de projet réf. 2580
- Architecte industriel réf. 2542
- Ingénieur fluides ( études équipements ) réf. 2540

Ces postes sont à pourvoir sur le littoral algérien, dans les environs d'Oran où le logement (meuble) est assuré aux ingénieurs, et à leurs familles.

Une rémunération élevée (nette d'impôt et transférable), le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadre, la scolarisation possible des enfants constituent un attrait supplémentaire.

Les conditions générales de travail en Algérie permettant à des candidats qui ont acquis une expérience professionnelle d'au moins 5 années, d'envisager un développement de carrière motivant.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par Expansial, 6, rue Halévy, 75009 PARIS (indiquer la référence correspondante).

AVKES COMBAT

**GRUPPE INDUSTRIEL**  
**AFRIQUE**  
**FRANÇOPHONE**

recherche

**RESPONSABLE**  
**DE RECHERCHES**

**AGRICOLLES**

Pr importantes complexes  
sucriers de canne au

**CAMEROUN**

Les candidats doivent  
posséder des références  
dans le domaine de l'explo-  
itation agricole ou  
dans la culture à sucre.

**PHYTOPATHOLOGIE**  
soignées.

Env. C.V. photo ss n° 1147  
Réussir entretiens, interviews

**ATP 71 801, BOULE NOUVELLE**  
**75001 PARIS, cedex 12 (transport)**

**POUR ÉTRANGER**

**DIRECTEUR PRODUIT,**  
pour industrie chimique  
métaux précieux, métaux  
non ferreux, produits  
chimiques, plastiques.  
Expér. requise en charpente  
métaux, tôles etc.

Envoyer C.V. détaillé  
sur réfer. 1256/MA. A.M.P.  
40, rue Olivier-de-Serres  
75015 PARIS qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**D'INGÉNIEURS CONSEILS,**  
**PANIS,** recherche pour  
séjours à l'étranger

**INGÉNIEURS**  
**DIPLOMÉS**  
**GÉNIE CIVIL**

Un à cinq ans expérience en  
étude et contrôle de travaux

**PORTUAIRES**

Résidence pos. en pays arabs  
Extrême-Orient et Afrique Occid.  
Anglais indispensable.  
Les Ingénieurs Intéressés sont  
invités à prendre un premier  
contact par photo  
(+ salaire) ss réf. 642/10.

**ATP 71 801, BOULE NOUVELLE**  
**75001 PARIS, cedex 12 (transport)**

Pour missions de toutes durées  
à l'étranger: Afrique Noire  
Françophone et Anglophone,  
Asie du Sud-Est, Amérique Latine,  
Union Soviétique, Moyen-Orient, etc.

**INGÉNIEUR ROUTIER**

**ÉTUDES**

Diplômé d'une grande École et  
quelques années d'expérience en  
Anglais et ou Espagnol agréé  
Les Ingénieurs Intéressés pe-  
uvent adresser leur candidature (C.V.,  
photo + salaire) ss réf. 662/10.

**ATP 71 801, BOULE NOUVELLE**  
**75001 PARIS, cedex 12 (transport)**

**POUR OUTRE-MER**

**CONTROLEUR TRAVAIL**  
**ÉLECTRICIEN**

pr surveill. chant. Industr.

Env. C.V. détaillé en précisant  
disponibilité, ss référ.

40, r. Olivier-de-Serres  
75015 PARIS qui transmettra.

## emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.


**emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux**

**ETABLISSEMENT FINANCIER**  
Filiale d'un grande banque américaine  
recherche pour Dijon

**ATTACHE DE DIRECTION**

formation supérieure (ECSAC ou équivalent) ;  
ayant une très bonne connaissance de la comp-  
tabilité française (niveau DECS) et ayant prati-  
qué la comptabilité américaine ;  
poste d'expert comptable ayant l'esprit de  
synthèse et parlant couramment l'anglais ;  
formation spécifique assurée.

Envoyer curriculum vitae, prétentions, photo et  
candidature manuscrite à :  
**C R E D I M.**  
Service du personnel,  
17, rue Bosuuet, 21012 DIJON CEDEX.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
MÉTALLURGIQUE**

recherche pour une usine de la région  
**CENTRE MIDI**

**JEUNE INGÉNIEUR**

Formation Grande Ecole  
(Spécialisation souhaitée en métallurgie)

expérience d'exploitation d'atelier acquise pendant  
quelques années dans industrie sidérurgique de  
préférence sur laminoirs à chaud.  
Possibilités d'évolution de carrière.

sortir avec C.V. photo et prétentions n° 58.252  
cette semaine Publi-ité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qu'il tr.

# **Chef de service gestion des ventes** (SUD MEDITERRANEE)

Une société française, distribuant au plan national une marque de vins, grande notoriété dans le domaine des vins de France, hôtels, restaurants et alimentations, souhaite confier à un homme de valeur et d'expérience l'organisation de la gestion des ventes dans l'entreprise.

Dépendant de la direction commerciale, il réorganiserait la mise en œuvre et le contrôle des conditions clientèles, des programmes de ventes, les objectifs et budgets, les frais de fonctionnement de la force de vente; ceci au sein d'une équipe jeune et expérimentée.

**IL FAUT UN HOMME DU NIVEAU ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, ayant l'expérience de la vente, une parfaite connaissance des problèmes posant et le travail ni les problèmes de mise en place de nouvelles méthodes.**

Rémunération conforme aux aptitudes du candidat.

Ad. C.V. et photo à **Sud-Marketing**, sous n° 12.133, 134, avenue de la République, 13001 MARSEILLE.

**DISCRETION TOTALE ASSUREE.**

**STEIN INDUSTRIE**  
Fabrication de gros équipements thermiques  
et nucléaires recruté

**UN INGÉNIEUR DE FABRICATION**

pour poste d'adjoint au chef de service  
d'un atelier d'usinage et de chaudronnerie.

— formation A. M., H. E. I., D. N. O. ou similaire ;  
— débutant ou quelques années d'expérience ;  
— déposé des obligations militaires.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser un  
curriculum vitae détaillé à M. Guy CANNIE, Chef  
ou Supérieur des Relations Travail,  
10 ter, rue Jules-Guesde, 95900 LYS-LEZ-LANNOY.

**MILLIPORE S.A.**  
recherche un

**TECHNICO-COMMERCIAL**

ayant une formation en sciences biologiques pour vendre une grande variété d'appareils de filtration bactérienne, spécialisés dans les pharmacies d'hôpital ainsi que dans les universités.

Cet emploi demandera un contact permanent avec les clients, y compris les universités et les administrations. Le poste est situé dans la région Parisienne et exige de nombreux déplacements tant à Paris qu'à l'étranger.

Une formation supérieure en biologie, biochimie ou pharmacie est souhaitée, ainsi qu'une certaine expérience du commerce ou du marketing. La maîtrise de la langue française et une bonne connaissance de l'anglais sont et paréti sont nécessaires.

Après une période d'essai satisfaisante, le Technico-commercial, il aura une personnalité ouverte et agréable et saura faire preuve d'une grande initiative. Un stage de formation de six semaines à la maison mère (Boston, Massachusetts, U.S.A.) est obligatoire.

Le salaire proposé est approprié au niveau de qualification.

Les frais de déplacement sont payés et une voiture de société mise à disposition.

Les candidatures sont à adresser par courrier avec C.V. complet à :

**MARKET MANAGER MILLIPORE S.A.**  
Zone Industrielle - 67129 MOLSHEIM.

**ANDREW FRANGIS**

**Société Immob. d'importance nationale rech. pour**  
a) SAINT-BRIEUC et environs  
b) ANGERS et environs

**RESPONSABLE DE SECTEUR**

Vous êtes bon vendeur et vous avez une expérience immobilière confirmée, vous connaissez les divers types de financement (prêts d'Etat en particulier) ainsi que les méthodes de vente moderne.

Vous avez enfin l'espér. personnelle d'animation d'une équipe. Nous vous offrons une situation active et très rémunérat. en fonction des résultats.

Envoyer C.V. et photo, n° 6162, HAVAS RENNES.

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DE RENNES**  
recherche un

**CADRE COMMERCIAL**

Le poste à pourvoir correspond aux tâches suivantes :

- Recherche des besoins exprimés par les entreprises en matière de formation et proposition des solutions construites par l'organisme pour les satisfaire.
- Définition et organisation de stages de formation dans les domaines du commerce, de la vente et du marketing.
- Préparation d'une politique de développement des actions de formation au profit des salariés et des entreprises et cadre de la loi sur la formation permanente.

Adresser candidatures, C.V., présentations à  
**M. RENNON, C.G.I. RENNES, Services Formation**  
7, bd Solferino, 35100 RENNES.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
recherche  
pour assister son Directeur Financier

**SPÉCIALISTE**

**FINANCEMENT ET TRÉSORERIE**

- chargé de la gestion de trésorerie et des plans de financement court, moyen et long terme.
- Formation supér. (DECF-DESEC-DESC) complétée par formation comptable supérieure (DECS).
- Quelques années dans la fonction sont nécessaires.
- Expérience bancaire appréciée.

Poste à pourvoir en NORMANDIE.

Adressez lettre cand., C.V. et présentations, n° 6950  
10, rue Louvois, 75003 Paris  
P. LICHAU S.A. Ceder 08 qui transmettra.



offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE DE  
PROMOTION IMMOBILIERE  
PARIS  
créé plusieurs postes de :

## CHEFS DE PROJETS

Chargés de la réalisation de programmes immobiliers locatifs et en accession.

Ces postes seront confiés à des candidats de formation supérieure, juridique ou technique, ayant une expérience effective du financement des opérations, des négociations de marchés et du suivi des chantiers jusqu'à la livraison.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à No 58.503 CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

offres d'emploi

**KONGSBERG FRANCE**  
VERSAILLES  
C.N.C. MACHINE-OUTIL  
recherche

## TECHNICIENS SUPÉRIEURS EXPÉRIMENTÉS ou INGÉNIEURS

Pour installation maintenance

Exigences : connaissance de la commande numérique et/ou ordinateurs industriels.

Nombreux déplacements.

Future rapidité.

Formation en anglais assurée en Norvège.

Ecrire : 16, bd de la Reine - 78000 Versailles

offres d'emploi

Importante Société d'équipement automobile nous recherche pour notre service commercial un

## adjoint administratif

Paris-Est

50.000

Diplômé d'une Ecole de Commerce et motivé par les problèmes de gestion, vous avez déjà quelques années d'expérience de la fonction administrative dans le cadre d'une Direction Commerciale, expérience acquise de préférence au sein d'une entreprise industrielle. Nous vous proposons le contrôle administratif de l'équipe de vente, le suivi des commandes, les statistiques commerciales à établir en liaison avec le service informatique. En fonction de l'expansion de notre entreprise, ce poste peut comporter à terme des responsabilités d'encadrement. Réponse et discrétion assurées à la lettre manuscrite. C.V. + photo + rém. adressées à ref. A/5853/B à Mme. Sigot.

**bernard julhiet psycom**  
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

offres d'emploi

Filiale française d'une société internationale recherche

## CHEF COMPTABLE

LA FONCTION :  
— tenir la comptabilité générale et analytique ;  
— assurer les relations avec les banques, les clients, la maison mère ;  
— suivre le contrôle budgétaire.

LE CANDIDAT :  
— expérience d'au moins 5 ans dans entreprises moyennes, fonction identique ou comme Adjoint ;  
— maîtrise de la comptabilité par de revient et coût direct ;  
— connaissance de la langue anglaise ou allemande indispensables.

CONDITIONS :  
— poste d'avenir pour candidat de valeur ;  
— implantation proche banlieue sud-ouest.

Env. C.V., photo et prétentions s/réf. 5.852. P. LICHOU S.A. 10, rue Louvois 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

## marinier

Un des leaders Européens du sous-vêtement et du sportswear masculins recherche pour LILLE dans le cadre de son développement :

## ANIMATEUR VENTES EXPORT

Chargé, sous l'autorité du Directeur Général, du développement et de l'animation de ses ventes sur les marchés Européens. Agé au minimum de 32 ans, de formation commerciale supérieure, le candidat retenu devra prouver une expérience de plusieurs années de la vente à l'exportation des produits manufacturés de luxe (textiles ou autres branches).

La parfaite connaissance de l'Anglais et de l'Allemand est indispensable pour la fonction. Réelle opportunité de carrière devant conduire à une fonction de direction supérieure.

Envoyer C.V., photo et prét. s/réf. 241 M. Cabinet Jean Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 42, rue Legendre 75017 PARIS

**KONGSKILDE FRANCE S.A.**  
Leader dans sa branche  
(matériel de préparation du sol)

RECHERCHE :

## UN ANIMATEUR DE VENTE

NOUS RECHERCHONS :

- Un homme dynamique pour encadrer équipe de vente (à pers.) ;
- Ayant le goût de la prospection ;
- Une grande disponibilité personnelle ;
- Une expérience commerciale, mais non indispensable de la vente dans le milieu agricole ;
- Lieu de résidence : Orléans ;
- Age minimum : 35 ans.

NOUS OFFRONS :

- Salaire fixe ;
- Remboursement des frais de déplacement ;
- Voiture fournie.

Ecrire avec C.V., détail photo, prétentions à KONGSKILDE FRANCE S.A. B.P. 35 45000 SAINT-JEAN-DE-BRAYE

## STEIN INDUSTRIE

FABRICATION DE GROS EQUIPEMENTS  
THERMIQUES ET NUCLEAIRES  
recrute

## UN INGÉNIEUR SOUDEUR

Pour poste d'ADJOINT ou chef de service  
TECHNOLOGIE SOUDAGE

- dépositaire des obligations militaires ;
- quelques années d'expérience acquises ;
- pratique de l'anglais souhaitée ;
- connaissance de tous les procédés courants de soudage.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser un C.V. détaillé à : M. Guy GANNIS, Chef de service des relations du travail - STEIN INDUSTRIE, 1 ter, rue Jules-Guesde, 93390 LYS-LEZ-LANNOY.

CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES  
SITUE EN PROVINCE

RECRUTE :

## ATTACHÉ SCIENTIFIQUE

Poste de responsabilité dépendant  
directement du Directeur de recherches, pour,  
notamment :

- Prendre en charge les études cliniques (protocole, suivi, synthèse, relations avec expérimentateurs) ;
- Participer à l'information médicale.

Ce poste conviendrait à pharmacien ou médecin (et possible autres internes des hôpitaux), vétérinaire ou ingénieur agronome.

Les candidats intéressés sont invités à écrire sous la référence 40.216 à :

J.R.P. 35, rue de l'Arche.

J.R.P. Paris 75008 qui transmettra.

(C.V., expérience, prétentions et photo (retournée)).

## CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CHALON-SUR-SAONE

recherche pour

son INSTITUTEUR DE FORMATION PERMANENTE

Chargé de Cours d'Anglais

Nationalité française - Licencié anglais - Maîtrise langue anglaise ;

Expériences pédagogiques adultes souhaitées pour

organisation d'administration et d'animation de

stages.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

INSTITUTEUR DE FORMATION PERMANENTE

B.P. 218 - 71100 CHALON-SUR-SAONE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
leader dans sa branche  
plusieurs Etablissements en Province  
fabrication petits matériels  
moyennes séries  
recherche

## deux directeurs

unité de production

1° RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

effectif 800 personnes

2° 100 km SUD PARIS

effectif 1.100 personnes

mission :

gestion générale et adaptation de l'organisation de l'unité dans un souci constant des prix de revient et des délais ;

qualités requises :

formation diplômée ingénieur, 10 ans au moins d'expérience industrielle avec réussite prouvée dans un poste similaire, forte personnalité ayant qualités certaines d'organisation et de coordination.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant établissement-souhaité, sous référence RIME LM (mentionnée, enveloppe).

**EMPLOIS - CARRIERES**  
30 rue Vernef 75008 PARIS

## chef des ventes

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
spécialisée dans  
MATÉRIEL MÉCANIQUE LOURD  
recherche pour usine de sa filiale française

## équivalent français de l' « INDUSTRIAL ENGINEER »

Le titulaire du poste sera chargé d'améliorer l'organisation et la productivité des ateliers, en particulier en rationalisant les méthodes et les procédés de fabrication, l'objectif principal étant d'obtenir à la fois de meilleures conditions de travail et une diminution des coûts.

Le candidat retenu devra résider près de MONTLUÇON.

Bon climat à l'usine (une centaine d'ouvriers).

C.V. détaillé et appointements souhaités à

No 57447, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue

de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## CONTROLEUR DE GESTION

PICARDIE F 100 000

Société industrielle en pleine expansion, fabricant d'appareils de chauffage, recherche pour son usine située à proximité du bord de mer, son contrôleur de gestion industrielle.

La fonction consiste à :  
— établir les budgets prévisionnels d'exploitation et à en assurer le suivi ;  
— Fournir à la direction les informations de gestion nécessaires aux prises de décisions ;  
— Développer l'efficacité des procédures comptables à l'aide de moyens informatiques ;  
— Suivre étroitement les coûts de fabrication et l'établissement des prix de revient.

Ce poste dynamique qui requiert des facultés d'analyse, de synthèse et de créativité conviendrait à un cadre marié d'une solide expérience de la comptabilité industrielle et possédant de bonnes bases informatiques.

La rémunération peut s'élever jusqu'à F 100 000 pour un élément pouvant faire la preuve de ses compétences dans ce domaine.

Les personnes intéressées doivent env. C.V., lettre manuscrite, photo (retournée) s/réf. 21.480 M à C.H.S.P.

3, av. Foch 92008 Paris 20p. discrétion assurée.



Important groupe producteur de  
MATIÈRES PLASTIQUES  
propose dans une de ses usines,  
située à 100 km de Paris  
un poste de

## chef de secteur fabrication

à un ingénieur de formation mécanique (A.M., I.C.A.M., E.C.A.M...) min. 35 ans, ayant une réelle expérience de la transformation des matières plastiques.

Rattaché directement au Directeur de l'usine, ce poste implique la responsabilité des ateliers de compoundage, séchage, extrusion, conditionnement de POLYAMIDES.

Pour obtenir informations compl. écrire sous référence 5103 Q.

**egor** 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

**GROUPE REYNOLDS  
ALUMINIUM  
ANALYSTE FINANCIER**  
RESPONSABLE  
DU SERVICE CREDIT CLIENT

METALLURGIE France S.A., filiale française de ce groupe, recherche pour LILLE un Analyste financier.

Dépendant directement du Contrôleur, il sera chargé d'étudier les dossiers clients, d'en faire l'analyse financière complète et d'accorder les découverts. Son rôle sera également de recueillir les critiques et d'agir auprès de la clientèle d'une façon ferme mais commerciale.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant eu une expérience similaire, possédant des connaissances approfondies de comptabilité (DECS), de droit commercial et un sens des relations humaines très développé.

La connaissance de l'anglais serait un atout.

Des possibilités de développement sont offertes au sein du groupe. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer curriculum vitae et prétentions à J.-C. Dubois, Europe Coteval, 2, avenue Montaigne 75008 Paris, sous la référence 51056. Discrétion assurée.

Important groupe français  
MATIÈRES PLASTIQUES  
propose pour le  
SUD DE LA FRANCE un poste

## ingénieur développement résines styreniques

- à un homme
- de formation supérieure
- ayant une bonne connaissance dans le domaine des polystyrènes : produits et technologie de transformation
- parlant correctement l'anglais.

Le poste implique des déplacements dans toute l'Europe.

Envoyer C.V. détaillé, photographie et rémunération actuelle sous référence 5103 M

**egor** 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

SOCIÉTÉ REGION SAINT-ETIENNE  
recherche

## DIRECTEUR COMMERCIAL

LA SOCIÉTÉ :

— Produit et distribue des articles de pointe appartenant à un éventail très étendu de clientèle.

— Est un des leaders dans sa branche.

— A une progression importante et régulière.

LE POSTE :

se situe à un niveau de responsabilité élevé pour la conception et le suivi de la politique commerciale.

LE CANDIDAT :

— A une formation commerciale supérieure.

— A une expérience réussie et prouvée dans la gestion d'un important service commercial.

— Est ouvert aux méthodes modernes de vente et de direction et aux problèmes techniques.

— A le souci constant du travail en équipe.

— Sait faire preuve d'imagination.

— Parle et écrit anglais et éventuellement allemand.

LA RÉMUNÉRATION

est en rapport avec les responsabilités.

Elle comporte un fixe important assorti d'un intéressement aux résultats.

Adr. C.V. détaillé avec photo et prétentions à FIDORGA, 31, rue Mazenod, 69425 LYON CEDEX 2.

## CHEF D'EXPLOITATION

PROFIL :

- Ingénieur ou formation universitaire ;
- Expér. professionnelle de trois années minimum à ce poste dans un cadre de moyenne import. (gamme 100-500) ;
- Pratique du matériel C.T. souhaitée.

Candidatures et prétentions et C.V. à adresser à : N° 5831, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS (8°).

Entr. bât. et génie civil rech. conduct. de travaux confirmés pour Toulouse et Montpellier. Postes hautes responsabilités. Larges connaissances exigées. Ecrire à P. LICHOU s/réf. 538, 50, allée J.-Jaurès, 31000 Toulouse qui transmettra.

Recherche

## DIRECTEUR DE GESTION

ou Entr. Rech. DÉCORATION à

BREST, Tél. 02 - 539.544



حکذا من الاموال

**offres d'emploi**

**CHEF COMPTABLE**

Recherche d'un chef comptable expérimenté pour une entreprise de commerce de gros. Poste à responsabilité, salaire avantageux. Envoyer CV et références à : **LEBAU S.A.**, 10, rue Lavoisier, 75002 Paris.

**offres d'emploi régionaux**

**GROUPE REYNOLDS ALUMINIUM**

**ANALYSTE FINANCIER**

Recherche d'un analyste financier expérimenté pour le service crédit client. Poste à responsabilité, salaire avantageux. Envoyer CV et références à : **REYNOLDS S.A.**, 10, rue Lavoisier, 75002 Paris.

**Important groupe français MATIERES PLASTIQUES**

**ingénieur développement**

Recherche d'un ingénieur développement expérimenté pour le sud de la France. Poste à responsabilité, salaire avantageux. Envoyer CV et références à : **LEBAU S.A.**, 10, rue Lavoisier, 75002 Paris.

**SOCIETE REGION SAINT-ANTOINE**

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

Recherche d'un directeur commercial expérimenté pour une entreprise de commerce de gros. Poste à responsabilité, salaire avantageux. Envoyer CV et références à : **LEBAU S.A.**, 10, rue Lavoisier, 75002 Paris.

**CHEF D'EXPLOITATION**

Recherche d'un chef d'exploitation expérimenté pour une entreprise de commerce de gros. Poste à responsabilité, salaire avantageux. Envoyer CV et références à : **LEBAU S.A.**, 10, rue Lavoisier, 75002 Paris.

**offres d'emploi**

**Agip**

française s.a.

**attaché lubrifiants**

Paris, Strasbourg, Lille, Bordeaux

Attributions impliquant : sur région étendue, recherche, création et suivi de distributeurs lubrifiants auprès des patrons de l'automobile, prospection et négociation de marchés importants, suivi des ventes des réseaux préconisant les lubrifiants AGIP à l'échelle internationale.

Profil : - âge minimum : 30 ans, - connaissances techniques approfondies en matière de lubrifiants moteurs, - expérience confirmée en matière de négociation de contrats importants.

Ces postes nécessitent un goût du contact commercial et un caractère affirmé, la volonté d'atteindre des objectifs fixés dans le cadre d'un travail en équipe. L'organisation du travail impose des déplacements fréquents chaque semaine.

Conditions selon qualification et expérience. Ecrire avec curriculum vitae, photo et références à : **Personnel, AGIP Française S.A.**, 4, quai des Etoiles - 93211 - LYON Cédex 1.

**amri**

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion

**UN CHEF DE MARCHÉ EAU**

Il devra analyser et estimer la pénétration de nos produits sur le marché EAU. Il suggérera l'étude de nouveaux produits. Il animera les actions de promotion des ventes auprès de nos forces de vente en France et à l'étranger. Il interviendra personnellement auprès des prescripteurs importants. De formation Grandes Ecoles Ingénieur ou commerciale. Il aura eu une expérience industrielle d'environ 5 ans dans le marché EAU. L'Anglais est indispensable. Ecrire avec C.V., photo et références à : **SOCIÉTÉ AMRI**, 50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

**olivetti**

La diffusion et l'utilisation de matériel informatique perfectionné impliquent des connaissances techniques précises. Cet enseignement du personnel et de la clientèle est entièrement à la charge d'ANIMATEURS DE FORMATION

ils établissent le plan de formation, définissent la méthodologie, assurent l'organisation pratique de tous les stages. Ils ont une formation supérieure en informatique. De leur expérience dépendra leur orientation vers :

1°) Formation sur tous les matériels télé-processing des ingénieurs commerciaux système et des programmeurs (OLIVETTI ou Clientèle). Nous demandons aux candidats d'avoir des connaissances concrètes des procédés BIAM ou CIAM ou TCAM ainsi que des systèmes d'exploitation DOS ou OS et la pratique de l'assembleur depuis 2 ans minimum. R61.511

2°) Formation du personnel logiciel OLIVETTI ou Clientèle sur ordinateurs de bureau évolués et matériel de saisie de données programmables. Nous demandons aux candidats d'avoir une parfaite maîtrise de l'assembleur IBM et PLI ainsi que 2 ans de pratique dans une équipe système. R61.512

Dans les deux cas, une expérience professionnelle de 4 à 5 ans dans l'informatique est indispensable et une expérience de la formation souhaitable.

Adresser C.V. et références en précisant la référence à Monsieur GIESE OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS**

13.000 PERSONNES - 1 MILLIARD 600 MILLIONS C.A.

recherche dans le cadre du plan à moyen terme de sa Direction Informatique

**UN CHEF DE PROJET ETUDES COMMERCIALES**

Chargé de concevoir et mettre en œuvre les projets de développement dans les domaines de l'administration et de la gestion commerciale pour l'ensemble des réseaux de ventes, français et étrangers. Une formation supérieure (INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou H.E.C., E.S.S.E.C., etc.) et une expérience de 5 à 10 ans en qualité d'analyste concepteur puis de chef de projet dans le domaine de l'organisation des ventes et de l'information commerciale sont indispensables. Connaissance anglaise ou allemande.

Les candidats intéressés peuvent adresser leur curriculum vitae à : **LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS**, qui transmettra

**etap**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE de distribution de matières premières POUR LES INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION ANIMALE OFFRE POSTE INTÉRESSANT ET ÉVOLUTIF A

**CADRE COMMERCIAL**

DYNAMIQUE ET ENTREPRENANT CAPABLE DE S'INTÉGRER DANS UNE ÉQUIPE PETITE MAIS PERFORMANTE

Ce poste nécessite une formation supérieure (école commerciale ou équivalente) et peut convenir à un candidat possédant quelques années d'expérience dans la négociation ou à un débutant ayant un goût marqué pour le commerce. Anglais indispensable.

Lieu de travail : Normande (50 km de CAEN - 25 km de LISIEUX).

Facilité de logement.

Ecrire sous référence WNI 458 AM.

**FIRME FRANÇAISE RENOMMÉE DANS LA RÉALISATION D'ENSEMBLES CHAUDRONNÉS POUR LA CHIMIE, LA PÉTROCHIMIE, LE PÉTROLE (650 MILLIONS C.A.) PARIS RECHERCHE**

**ASSISTANT D'INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

IL S'AGIT DE CONTRIBUER À LA RÉALISATION D'UN CONTRAT EN ASSURANT LE SUIVI D'ÉTUDES, LE CONTRÔLE TECHNIQUE DES COMMANDES, LES RAPPORTS AVEC LES FOURNISSEURS ET CO-PARTICIPANTS.

Ce poste conviendrait à un candidat (35 ans max., B.T.S. ou équivalent) ayant goût pour l'étude et au minimum 5 ans de pratique d'estimation et de coordination d'équipe de dessinateurs, capable de traiter avec des Sociétés extérieures. Bon niveau de connaissances en langue anglaise souhaité.

Ecrire sous référence TI 501 AM.

**cadep**

groupe bernard juliot

Conseil en systèmes de formation utilisant des techniques pédagogiques de pointe.

**RECHERCHE "REDACTRICES"**

Les postes conviendraient particulièrement à : - Gestionnaire, - Secrétaire Générale, - Institutrice, - Responsable Formation.

Après une période de formation, elles auront pour mission de concevoir et rédiger des ouvrages en enseignement programmé. Les postes exigent : - esprit créatif, - bonne communication par l'écrit, - goût du travail en équipe.

Ecrire avec C.V., photo et références à : **CADEP 16, rue Ampère PARIS 17ème** (Discretion et réponse assurées).

**GAP SOGETI**

**GESTION**

pour PARIS et pour ses agences de PROVINCE

**INGÉNIEURS CHEFS DE PROJET**

Réf. G. 301

diplômés Grandes Ecoles, ayant 5 à 7 ans d'expérience en informatique de gestion, pour la prise en charge complète d'importants projets comprenant l'établissement de la proposition technique, la définition et la gestion des moyens à mettre en œuvre, l'encadrement du personnel de réalisation ainsi que les relations de suivi avec le client.

**INGÉNIEURS D'ÉTUDE**

Réf. G. 302

ayant 3 à 5 ans d'expérience en informatique, capables d'encadrer et de réaliser des projets en informatique de gestion (bases de données, télé-traitement, etc.).

**INGÉNIEURS D'ÉTUDE**

Réf. G. 303

spécialisés dans le domaine de l'informatique répartie ou dans celui des systèmes temps réel, ayant à disposition une expérience de matériels tels que MITRA, T 1600, PDP, SOLAR, etc...

**PROGRAMMEURS et ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Réf. G. 304

ayant au minimum 2 ans d'expérience, connaissant au moins 2 langages dont l'assembleur, ayant utilisé plusieurs types de matériel, ayant à disposition une expérience réelle dans un des domaines suivants : - METASYMBOL sous SIBIS 2, - IMS - CICS, - IDS - TDS, - méthodes d'analyse (ARIANE, PROTER, PAQ 70, etc.), - MITRA 12.

**PROGRAMMEURS**

Réf. G. 305

spécialisés dans l'un des domaines suivants : - DDI en langage PLI, - FORTRAN sous SIBIS 7/8, - COBOL sous SIBIS 7/8, - GAP II.

Les candidats intéressés enverront leur C.V., accompagné d'une lettre manuscrite, en précisant la réf. à : **GAP/SOGETI SELECTION**, S. r. l. des Morillons, 75728 PARIS CEDEX 13.

**offres d'emploi**

**GROUPE EUROPÉEN**

RECHERCHE POUR SON ACTIVITÉ CARBURE DE TUNGSTÈNE AU PORTUGAL

**DIRECTEUR DES VENTES**

CHARGÉ DE LA COMMERCIALISATION, A L'ÉCHELON INTERNATIONAL, DES PRODUCTIONS D'UNE USINE (C.A. ENVIRON 20 MILLIONS DE FRANCS) ET DE L'ANIMATION D'UN RÉSEAU DE REPRÉSENTANTS ET D'AGENTS

Ce poste implique : - de témoigner de solides qualités d'initiative et de dynamisme, - de posséder (ou de pouvoir acquérir rapidement) une bonne connaissance de l'utilisation des carbures de tungstène ou, plus généralement, du travail des métaux, - de disposer d'une pratique courante de l'anglais (et si possible d'une deuxième langue étrangère, allemand ou espagnol), - de prendre une résidence à Lisbonne (il sera nécessaire d'y séjourner environ 10 jours par mois).

Ecrire sous référence GR 499 CM.

**GROUPE AGRICOLE EN FORTE EXPANSION**

VILLE CENTRE FRANCE

recherche POUR FONCTIONS D'ASSISTANCE AUX ADHÉRENTS

**CADRE COMPTABLE**

Il s'agit d'assister un groupe d'adhérents sur les plans juridique, financier et comptable, cette assistance allant du conseil à la prise en charge de leur comptabilité.

OUTRE DE BONNES COMPÉTENCES COMPTABLES, ACQUISES DANS SOCIÉTÉ OU CABINET, CE POSTE REQUIERT UN EXCELLENT SENS DES CONTACTS HUMAINS.

Ecrire sous référence SE 500 CM.

**etap**

4 rue Massenet 75016 PARIS

discretion absolue

**FABRICANT D'INSTRUMENTS DE MESURE ET DE CONTRÔLE INDUSTRIEL**

Recherche d'un directeur des ventes France. Formation technico-com, exp. de la vente de produits industriels instrumentés, contrôle, régulation de précision, qualité de négociateur et d'animateur nécessaires. Bonne connaissance de la chimie, industrie (mécatronique, chimie, mécanique).

Adresser dossier manuscrit avec CV et photo à : **etap**, 4 rue Massenet, 75016 PARIS.

**offres d'emploi**

Quand les entreprises ou les particuliers ont besoin d'une banque, c'est surtout un interlocuteur qu'ils recherchent. Nous les mettons en rapport avec des **exploitants confirmés**

auxquels nous confions la gestion d'un fonds de clientèle : ils étudient les problèmes et apportent des solutions en tant que spécialistes des produits bancaires. Ce sont de véritables managers capables de développer leur clientèle en menant les actions appropriées de prospection et de suivi. Une formation supérieure ou bancaire (ITS ou CEBB) et une expérience de plusieurs années sont les premiers éléments pour réussir à ces postes de niveaux **Sous-Directeurs et Fondés de Pouvoir**. Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à **BANQUE HERVET**, Direction du Personnel, 137, av. Charles-de-Gaulle, B.P. 154, 92201 NEUILLY-S/SEINE.

**jeune cadre d'état-major commercial**

REGION PARISIENNE - Jusqu'à 90 000 F/AN

De formation commerciale supérieure et ayant déjà quelques années d'expérience de vente de biens industriels aux entreprises, il sera intégré à l'équipe du siège (jusqu'à 60 kms de Paris) avant de prendre la tête d'une unité responsable. Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par **Information Carrière SVP 11-11** de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 686 85, avenue de Wagram 75017 PARIS

**digital**

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE recherche des **INGÉNIEURS COMMERCIAUX confirmés**

Ayant au moins trois ans de pratique dans la vente d'ordinateurs de moyenne et grande puissance, Une formation commerciale supérieure, L'expérience des contacts à très hauts niveaux pour la commercialisation dans la région parisienne des ordinateurs Digital de haut de gamme.

Lieu de travail : RUNGIS ZONE SILIC

Envoyez votre C.V. sous référence DEC 1

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Direction du Personnel 18, rue Saarinen - Centre SILIC - 94533 RUNGIS

**cadep**

groupe bernard juliot

Conseil en systèmes de formation utilisant des techniques pédagogiques de pointe.

**RECHERCHE un «RESPONSABLE SERVICE FORMATION» pour poste de «CONCEPTEUR REALISATEUR»**

Vous aurez pour mission de : - définir les objectifs de formation à partir des analyses, - gérer vos budgets, - diriger les équipes opérationnelles de réalisation, - assurer les mises en main aux formateurs. Vous pourrez disposer de consultants pour la conception générale.

Vous devez avoir plusieurs années d'expérience dans : - les techniques de groupe, - les plans de formation, - la vie de l'entreprise, et agir de préférence dans la fonction commerciale. Ecrire avec C.V., photo et prétentions à **CADEP 16, rue Ampère PARIS 17ème** - (Discretion et réponse assurées).



offres d'emploi

**RANKXEROX**  
continue son développement  
et recherche:

**jeunes commer-  
ciaux dynamiques  
et ambitieux**

pour diffuser la gamme de ses copieurs  
duplicateurs.

Vous voulez :

- Travailler dans une équipe jeune
- Être responsable et gestionnaire de votre secteur de vente, tout en bénéficiant d'une assistance technique et d'un appui publicitaire permanent.
- Avoir une rémunération proportionnelle à vos résultats.

Vous devez :

- Être un vendeur qui a fait ses preuves ou un jeune diplômé prêt à les faire.

Nous garantissons :

- Une formation solide (5 semaines de stage rémunérées)
- Un salaire élevé dès le départ (31200 F. de fixe annuel + commissions importantes + frais professionnels + participation aux fruits de l'expansion).
- Des possibilités d'évolution.

Cela vous tente ?  
Des postes sont à pourvoir à PARIS et dans les grandes villes de PROVINCE.

Merci d'écrire s/réf. V.74 à

Catherine RICAUME

Service Recrutement  
RANK XEROX BP. 53 - 93602 Aubnay/Bois

Une Société d'INGÉNIEURIE AGRO-INDUSTRIELLE  
opérant sur marchés internationaux  
recherche

**INGÉNIEURS CONFIRMÉS**

35 ans minimum

- Pratique Ingénierie Industrielle notamment dans les branches de l'Agro-Industrie ;
- Diplômé d'une grande école ou d'une université
- Expérience professionnelle d'au moins 3 ans ou diplôme d'études supérieures aux États-Unis, Canada... Indispensable.
- Anglais parfait exigé.

Le poste à pourvoir comporte des contacts avec la clientèle en France et à l'étranger ainsi que la conception des projets d'ensembles industriels.

Envoyer lettre avec C.V. détaillé à :

**A.T.I., Bel Air Building,  
58, rue Potier, 78150 LE CHESNAY.**

**PREMIER RESEAU NATIONAL  
DE CONSEIL EN PUBLICITE  
IMPLANTE DANS LES  
GRANDES REGIONS  
ECONOMIQUES**

recherche :

**UN DIRECTEUR  
D'AGENCE  
DE PUBLICITE**

ayant déjà rempli des fonctions de  
direction générale, pour assurer la  
direction et l'animation d'une de ses  
unités conseil en publicité et promotion  
des ventes.

Age : 35 ans minimum.  
Rémunération : au niveau des salaires  
nationaux.  
Responsabilités : 80 à 150 personnes.  
Localisation : métropole régionale.

En écrivant à  
**Philippe MICOULEAU  
177 rue de Lourmel, 75015 PARIS.**  
Nous aimerions connaître votre région  
d'origine.

**responsable  
promotion  
des ventes**

90.000 F/an +

Groupe international d'importance mondiale  
dans le domaine des tabacs, ayant une solide  
implantation en France, recherche un manager  
de haut niveau dont la mission principale sera de  
développer ses produits de marque dans le cadre  
d'une stratégie qui ne fait pas appel à la commu-  
nication Marketing classique.  
Homme de terrain, 30 ans minimum, le candidat  
doit connaître l'anglais, avoir une formation de  
base universitaire complétée par une solide expé-  
rience de la vente, de l'animation et de la stimulation  
d'un réseau national.  
Il aura à coordonner une équipe de 30 promoteurs  
exclusifs dans le cadre d'un management par  
objectifs.  
Envoyer curriculum vitae, photo récente et  
rémunération actuelle sous la référence 2552/M  
(à mentionner sur l'enveloppe).  
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75283 PARIS CEDEX 06

offres d'emploi



leader dans le domaine de la stimulation  
cardiaque (pacemakers) recherche son

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
FRANCE

L'homme : HEC, ESSEC ou équivalent, ayant plusieurs années d'expérience  
dans une Société internationale. ANGLAIS indispensable.

Mission : Supervision du service comptable. Etablissement et contrôle des  
procédures administratives. Contrôle des actifs et budgets. Négociation des  
contrats et marchés avec les administrations hospitalières.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à  
A.L. Van de Perre - MEDTRONIC-FRANCE

Département des Ressources Humaines  
120, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE



Compagnie Générale  
de Constructions Téléphoniques

recherche

**ANALYSTE FINANCIER**

pour assurer toutes les tâches  
liées aux programmes financiers

- Analyses des comptes de résultats et de bilan ;
- Rapports financiers (synthèse et mise en forme des informations, explications et des écarts sur budgets) ;
- Etudes de rentabilité.

Un Cadre diplômé d'une Ecole Supérieure de  
Commerce, possédant 3 ans d'expérience dans les  
services financiers d'une Société de structures  
anglo-saxonnes, serait le plus apte à prendre en  
charge cette responsabilité.

Il maîtrisera parfaitement la langue anglaise.

Lieu d'emploi : FONTENAY-AUX-ROSES.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. C.1 à  
GGT - Service du Personnel,  
28, rue de la Redoute - 92280 Fontenay-aux-Roses.

**NÉGOCIATRICE**

39/45.000 F

Notre Société est spécialisée dans l'étude, la  
construction et la gestion de centres commerciaux.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons  
actuellement une jeune négociatrice pour parti-  
cipier à la négociation de nos espaces auprès d'une  
clientèle qui va de la boutique à la chaîne de  
magasins.

A la base d'une excellente présentation, vous êtes  
dotée d'une grande capacité de contacts à tous  
les niveaux et vous avez le sens commercial.

Vous disposez, par ailleurs, d'une première expé-  
rience de la réalité de la vie dans l'entreprise et  
vous avez le niveau de connaissances.

Si vous avez, comme nous, le sens de la réussite,  
nous souhaiterions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. sous la référence 3.192 à

**INTERNATIONAL  
BUSINESS DRIVE**  
6-8, RUE DE LA ROSIERE  
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

**La Direction  
Financière et Administrative  
d'un  
Groupe Industriel**

diversité  
faisant un CA de 500 MF consolidés  
complète ses équipes  
et recherche

**1) Responsable**

DE LA MISE EN PLACE DE  
l'Audit Interne

et s'adresse à l'Auditeur confirmé, 30 ans  
minimum, pouvant se prévaloir d'une bonne  
expérience en ce domaine, acquise dans  
un Cabinet anglo-saxon ou groupe important.  
Réf. M. 1120

**2) Contrôleur  
de Gestion**

afin d'assurer la liaison avec la Direction Gé-  
nérale et les différents Responsables Opé-  
rationnels en ce qui concerne les tableaux de  
bord, le suivi des budgets etc... et s'adresse  
à excellent spécialiste descriptif d'expérience  
et de responsabilité.

Les dossiers de candidature - précisant la  
référence du poste souhaité - seront valables  
confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**SOGAF (produits surgelés)**

recherche

**3 DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX**

DE HAUT NIVEAU  
capables de prendre la responsabilité d'un réseau  
de grossistes régionaux pour assurer le dévelop-  
pement des ventes.

Profil :

- 25 ans minimum.
- Bon négociateur.
- Connaissances, la restauration de collectivité.
- Région-Alpes.
- Méditerranée.

Envoyer curriculum vitae complet à SOGAF,  
100, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, Paris-8.

offres d'emploi

Société filiale d'un important groupe  
industriel à vocation internationale  
recherche pour sa division

**CONDITIONNEMENT D'AIR TEXTILE**

**UN INGÉNIEUR**

**TECHNICO-COMMERCIAL**

- Contacts avec la clientèle en liaison avec un  
niveau d'anglais qu'il maîtrise.
- Etudes et cotations de projets.
- négociations.
- Suivi des affaires jusqu'à la réception et la  
mise en route des installations.

Nous recherchons un Ingénieur diplômé ayant  
quelques années d'expérience de la vente à l'expor-  
tation de biens d'équipement.

Anglais courant ; notre langue appréciée.

Son lieu de travail sera COURBEVOIE pendant  
une période préparatoire au cours de laquelle il  
effectuera des voyages à l'étranger. Il sera ensuite  
envoyé en poste à l'étranger pour prendre en  
charge une zone géographique.

Prévoir envoyer C.V. et prétentions à n° 58.549,  
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 1<sup>re</sup>.

Préparant l'expansion de la production  
de sa maison-mère, Condea Petrochemie  
GmbH (RFA), prévue pour 1978

**CONDEA CHIMIE**

recherche

**CADRE COMMERCIAL ou  
TECHNICO-COMMERCIAL**

capable de prendre en charge et développer  
ses activités dans tous les domaines de  
l'industrie chimique.

Ce poste s'adresse préférentiellement à un  
ingénieur chimiste ou à un vendeur qui  
souhaiterait, en plus de perspectives réelles  
d'évolution personnelle :

- une grande liberté de manœuvre
- prendre des initiatives et obtenir en  
contrepartie une délégation importante de  
responsabilités
- engager ses propres possibilités dans une  
fonction multivalent.

Une personnalité confirmée et une solide  
expérience seront nos deux critères de choix.

Anglais écrit/parlé - Allemand souhaité.  
Lieu de travail basé à NEUILLY s/Seine.

Adr. CV, lettre de candid.  
prêt, et photo réf. 121M402  
30, rue de Mogador  
75009 PARIS  
Discretion assurée.

**LogAbax**  
Informatique

recherche pour son BUREAU D'ETUDES  
(Région Parisienne Sud)

**UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN**

**CHEF DE PROJET**

Il travaillera en collaboration avec une équipe  
d'ingénieurs électroniciens à la conception de  
périphériques d'ordinateurs.

Ce poste conviendrait à un ingénieur position II  
ayant de bonnes connaissances en mécanique de  
précision et une expérience de quelques années  
dans le domaine de l'informatique.

Adressez C.V., photo et prétentions à Direction du  
Personnel, 78, av. Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

**UN DES TOUTS PREMIERS  
GROUPES FRANÇAIS**

Région Parisienne

**1 MILLIARD DE C.A.**

recherche

**chef service**

**audit interne**

- 28 ans minimum.
- de formation supérieure, comptable et financière, avec une  
expérience de quelques années d'Audit externe dans un  
Cabinet ou d'Audit interne dans une Société Industrielle.
- Il aura chargé de Contrôle Financier de l'ensemble des  
filiales françaises et étrangères du Groupe.
- poste basé région parisienne avec nombreux déplacements.
- langues étrangères courantes, tout particulièrement  
l'anglais.
- de larges perspectives de carrière sont envisagées.

Envoyer C.V., détails et prétentions sous réf. 3271/M à

**guillon sélection**

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

offres d'emploi

**TRES IMPORTANTE SOCIETE  
INTERNATIONALE**

Produisant et Commercialisant

**des BIENS D'EQUIPEMENT**

recherche

afin de renforcer l'une de ses divisions en

**EUROPE**

**1) DIRECTEUR COMMERCIAL**

**FRANCE**

(C.A. de l'ordre de 500 Millions de F.)

**2) DIRECTEUR COMMERCIAL**

**EXPORTATION**

(C.A. de l'ordre de 500 Millions de F.)

**3) DIRECTEUR MARKETING-  
DEVELOPPEMENT**

**4) DIRECTEURS**

**DE SUCCURSALES DE VENTES**

Afin de garantir la discrétion la plus complète,

nous vous prions d'adresser votre candidature

sous double enveloppe en précisant éventuel-  
lement sur la seconde le nom des Sociétés

auxquelles elle ne doit pas être transmise à

N° 57481, CONTEXTE PUBLICITE - 20, Av.  
de l'Opéra 75001 PARIS Cedex 01, qui transm.

TRES IMPORTANTE SOCIETE  
DE TRAVAIL TEMPORAIRE  
EN PLEINE EXPANSION

recherche

**2 CHEFS D'AGENCE**

**« SUPER-VEENDEURS »**

REGION PARISIENNE

Ils seront responsables :

- du développement et de la gestion du porte-  
feuille clients ;
- de la direction, de l'animation et du con-  
trôle des activités des responsables d'ex-  
ploitation administratifs et industriels ;
- des liaisons avec les services du Siège.

ILS DEVONT AVOIR :

- 30 ans minimum ;
- une expérience de Directeur d'Agence dans  
une entreprise de travail temporaire ou  
de vente de matériels d'organisation et de  
bureaux ;
- une formation technique et une expérience  
industrielle ;
- le goût et la pratique de la vente et de la  
gestion commerciale ;
- un tempérament affirmé de « gagnant ».

Rémunération exceptionnelle croissant très vite en  
fonction des résultats.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. en indiquant  
rémunération actuelle à : PUBLI-DIRECT, 4, quai  
des Célestins - 75004 PARIS, sous référence 4100  
(à rappeler sur l'enveloppe).

**MF Massey Ferguson**

**MATERIEL TRAVAUX PUBLICS**

nous créons le poste de

**responsable**

**de la formation**

**commerciale TP**

pour faire face au développement de nos  
matériels TP (complétés récemment par la  
gamme HANOMAG).

Ce responsable de formation supérieure, de  
préférence école d'ingénieur, possédant une  
première expérience d'animation de technico-  
commerciaux dans le matériel TP aura la res-  
ponsabilité de concevoir et d'animer les cours  
commerciaux.

Il aura à suivre sur le terrain la mise en pratique  
de la formation auprès des concessionnaires.

Ce poste doit permettre une évolution de  
carrière à moyen terme.

Lieu de travail : CENTRE DE FORMATION  
MASSEY FERGUSON de GIF/YVETTE (91).

Envoyer CV détaillé, sous réf. PB/FC à :

M. Ph. BIARD, 22, avenue Gallieni,  
92350-LE PLESSIS-ROBINSON.

**IMPORTANT GROUPE EUROPEEN**

de pièces détachées automobiles

recherche

**Un Directeur**

**administratif export**

- Adjoint au Directeur Commercial Export,  
il coordonne l'ensemble des activités du Ser-  
vice, et plus particulièrement lors des problèmes  
de traitement de commandes, correspondance  
clients, litiges, transports, documents douan-  
niers, etc.

- 30 ans minimum ; niveau Ecole Supérieure de  
Commerce. Expérience 3 ans minimum dans un  
poste similaire. Excellente maîtrise des problé-  
mes export export, Energie, goût du comman-  
dement, esprit d'initiative.

- Lieu de travail : 60 km nord Paris.

Salaire intéressant.

Fonction qualifiée et exigeante.

Carrière d'avenir dans groupe dynamique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présent.  
sous réf. 223, à Pierre GARBOUA Consultants,  
53, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY,  
chargé de la sélection.

Discretion absolue.

مسكنة الوصل











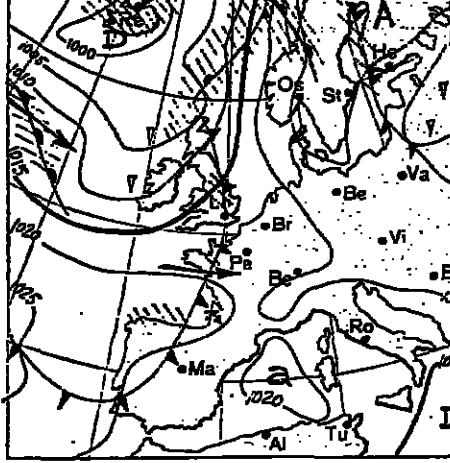




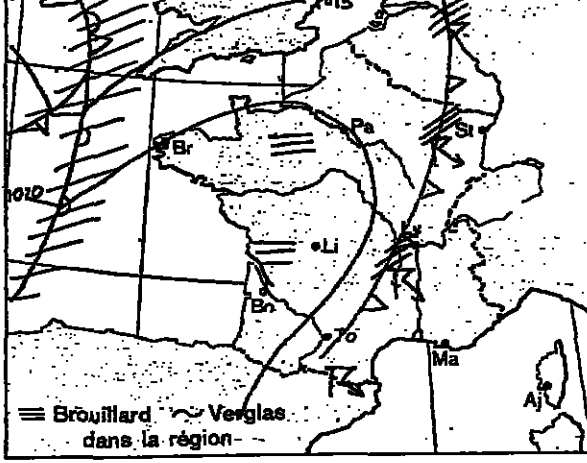
# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.05.76. A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 19-5-76 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)  
 // Zone de pluie ou neige // Vaverses // Orages —> Sens de la marche des fronts  
 — Front chaud — Front froid — Front occlus

## Transports

### MODIFICATIONS DE LIGNES D'AUTOBUS

A dater du 16 mai, des modifications sont apportées à l'exploitation des lignes d'autobus suivantes :

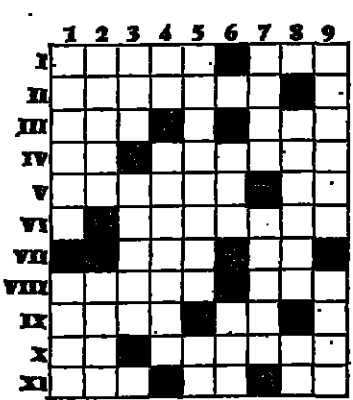
● 120 D NOGENT (GARE), NOGENT-LE-GRAND (C.S. DES VERTS) : en vue d'améliorer la desserte des ensembles immobiliers de Noisy-le-Grand, l'itinéraire de cette ligne sera modifié, en soirée et les dimanches et fêtes, comme suit entre les arrêts « Carrefour - de - Malnoue » et « Docteur-Ménard » : rue Emile-Cossonneau, avenue Michel-Guyot, rue des Hauts-Châteaux, rue de la Bulle-Verte.

● 303 BORIGNY (PRÉFECTURE) NOGENT - LE GRAND (MAIRIE) : la ligne sera exploitée, à titre d'essai, les dimanches et fêtes entre Bondy-gare (Vauvillers) et Neuilly-sur-Marne (Ud-De-France).

● La réglementation du transport d'enfants. — A partir du 1<sup>er</sup> juillet, l'inscription « Transport d'enfants » devra être portée à l'avant et à l'arrière des véhicules en caractères d'au moins 15 centimètres de haut. Cette inscription devra pouvoir être éclairée par un dispositif lumineux ou par transparence ou bien être réalisée en matériaux réfléchissants (Journal officiel du 15 mai).

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1480



HORIZONTALEMENT

I. Facile à toucher quand il est en or ; On aurait mauvaise grâce à prétendre qu'il lui manquait une case ! — II. On en prend en s'élevant. — III. Honneur dans le Nord ; Lia. — IV. Coupe la poire en deux ; Rouspétère. — V. Feut, à juste titre, passer pour un véritable morceau de... Conjonction. — VI. Bons couvreurs. — VII. Silex ; Point de départ d'une antique migration. — VIII. Chercheur à obtenir de brillants résultats ; Juge ou terme de sport. — IX. Commune, en Belgique ; Le nouveau vient de paraître.

X. Base d'accords ; Ne dure qu'un temps. — XI. Durs à cuire ; Souligne une intransigence anglaise ; Il faut vraiment être bête pour pousser un cri pareil !

VERTICALEMENT

I. Nourissent mieux ceux qui les engraisent ; Ne devrait donc plus brouger. — 2. Rien des gens se rallient à son panache vert ; Cours étranger. — 3. Joués ; Adverbe. — 4. Terme musical ; Plus que désenchantés. — 5. On peut lui confier certains fonds ; Laps de temps. — 6. Jeté à un mendiant bulgare ; Lie. — 7. Fait preuve de discernement ; Après. — 8. Rendra plus flatteur ; Long ruban. — 9. Fausses preuves d'opinion ; Commencement vers trois heures de l'après-midi.

Solution du problème N° 1459

Horizontalement  
 I. Comptable. — II. Hier ; Iena. — III. Cessure. — IV. Hier ; NS. — V. V. Aérienne. — VI. DQ. Oslo. — VII. Riale. — VIII. Mou. — O. Da. — IX. Insensées. — X. EV ; Oni. — XI. Etrangère.

Verticalement  
 1. Choc ; Rémince. — 2. Olsean ; On. — 3. Messe ; Ruser. — 4. Pré ; Roi. — 5. Onisson. — 6. Aisselles. — 7. Sée ; Nod ; Bus. — 8. LN ; SN ; Dent. — 9. Escottes ; Asie.

GUY BROUTY.

**TUNISIE**

**8 jours**

**945F**

Gérez 15.1.465F

Tunis 81.945F

Messine 15.1.3050F

Séguet 16.1.2855F

19.1.2005F

17.1.3000F

Inde-Népal 81.1.085F

Indonésie 27.1.4950F

Albanie 22.1.3700F

et Maroc, Yougoslavie, Bulgarie, Pérou, Bolivie, U.S.A., Scandinavie, Thaïlande, etc.

Prix comprenant voyage par avion de ligne régulière, hébergement en hôtel ou centre de vacances, ou croisière découverte. (7) voyage et une semaine de location voiture

Vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes

**payscope international**

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 76"

nom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

ville \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

des prix pour aller plus loin plus longtemps

# LA VIE SOCIALE

## HONORAIRES MÉDICAUX

### QUATRE SEMAINES POUR NÉGOCIER DE NOUVEAUX TARIFS

Normalement, les honoraires médicaux auraient dû être revalorisés le 1<sup>er</sup> mai, mais les hésitations qui ont été à l'origine de la signature tardive de la convention nationale entre le corps médical et les caisses d'assurance-maladie, mais aussi les difficultés qu'ont rencontrées les parties pour réunir les experts chargés d'évaluer les revendications des médecins en matière d'honoraires sont à l'origine du retard apporté à la révision des tarifs. Rien n'est encore décidé. Des réunions sont programmées et une rencontre « au sommet » est prévue début juin.

Le conseil de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), qui s'est réuni les 15 et 16 mai, a constaté « la colère des médecins qui acceptent pour leur part de jouer le jeu des accords conventionnels, mais ne supportent plus de rendre un passé récent d'interminables, de fausses négociations et de marchandages ». Face à ce mécontentement, la C.S.M.F. a décidé de donner quatre semaines aux négociateurs pour aboutir à un accord. Le 15 juin, une assemblée extraordinaire de la C.S.M.F. se prononcera sur les résultats des négociations et pourra décider, faute d'accord, d'appliquer elle-même ses propres tarifs ou toute autre formule. Le délai accordé sera-t-il suffisant ? Le fossé est énorme entre la position des caisses et les revendications des syndicates médicaux, qui, globalement, demandent des majorations de 10 à 15 %. Une partie très serrée est engagée.

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### Le C.N.P.F. propose un élargissement du droit individuel des salariés à suivre des stages

Les négociations sur l'amélioration de l'accord de juillet 1970 sur la formation professionnelle, engagées le 2 février, touchent à leur fin. Au cours d'une réunion, lundi 17 mai, le C.N.P.F. a fait part aux syndicats de ses dernières propositions. Celles-ci portent pour l'essentiel sur trois points :

● L'Élargissement du droit au congé individuel de formation. — Les salariés, qui suivent des stages de perfectionnement agréés par les commissions paritaires professionnelles et d'une durée inférieure à cinq cents heures, continueront à voir leur salaire maintenu pendant cent cinquante heures ; ils auront droit, en outre, à une aide de l'entreprise au titre des frais de formation de 22 F par heure et des deux tiers du coût de la formation entre 22 et 50 F l'heure. D'autre part, l'entreprise maintiendra le salaire des travailleurs suivant des stages de promotion ou de conversion de longue durée (plus de cinq cents heures), l'Etat étant engagé, de son côté, par une déclaration de M. Jean-Pierre Soisson, à prendre en charge les frais d'enseignement. Le nouveau projet d'accord prévoit aussi de combiner, à part, les absences de salariés qui seront parties en formation sur leur propre initiative ; les entreprises autoriseront l'absence simultanée de 0,5 % de leurs effectifs au titre du congé individuel. Enfin, le « délai de franchise » imposé aux salariés, qui ont déjà suivi un stage et veulent en suivre un second, sera réduit ;

● LE RAPPROCHEMENT ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI. — Le C.N.P.F. propose d'autoriser les salariés à suivre des stages de conversion (plus de cinq cents heures) avec maintien du salaire dans des secteurs professionnels autres que celui dans lequel ils travaillent à condition qu'il s'agisse d'un stage agréé par la commission nationale interprofessionnelle. Ainsi, un travailleur de la métallurgie pourra suivre un stage de conversion dans le bâtiment ou l'inversement ;

● L'AMÉLIORATION DES PROCÉDURES DE CONSULTATION DU COMITÉ D'ENTREPRISE. — Le C.N.P.F. propose de renforcer les procédures d'information et de consultation du comité d'entreprise, des délégués syndicaux ou des délégués du personnel sur le plan de formation. Mais la décision ultime continuera d'appartenir au seul chef d'entreprise.

C'est sur ce dernier point que les syndicats et, en particulier, la C.G.T. et la C.F.D.T. qui réclamaient un droit de veto du comité d'entreprise sont le plus critiques. Les autres améliorations sont accueillies assez favorablement par F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. même si ces syndicats n'ont pas renoncé à obtenir quelques améliorations dans la rédaction finale du texte. L'ensemble des syndicats devraient faire connaître leur réponse au C.N.P.F. d'ici à la fin du mois.

## NOUVELLE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT POUR LES CONGÉS INDIVIDUELS

« Le gouvernement s'apprête à donner une impulsion nouvelle à la formation professionnelle, qui entend mettre plus efficacement au service de la politique de l'emploi », a déclaré M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, devant le comité d'études pour l'emploi des jeunes, que préside M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (Gauche démocratique), président de la commission des finances du Sénat, membre de l'Institut.

M. Jean-Pierre Soisson a annoncé que le projet de loi modifiant la loi de 1971 sur la formation professionnelle, qui sera discuté à l'automne prochain, d'autre part, des mesures nouvelles seront prises. Le secrétaire d'Etat a déclaré que les congés individuels de formation, qui font actuellement l'objet d'une négociation entre le patronat et les syndicats, vont bénéficier d'une contribution financière, des qu'un accord aura été conclu.

Dans le même esprit, le gouvernement met en œuvre ou intensifie diverses dispositions : stages de mise à niveau, stages de formation à la gestion des petites entreprises et des exploitations agricoles, tel que de l'apprentissage, stages de formation préalable débouchant directement sur une embauche pour les jeunes actuellement sans emploi. Dans son intervention, M. Edouard Bonnefous a souligné la volonté du comité de poursuivre avec rapidité son action, pour aboutir à mettre un terme à l'inquiétude des jeunes concernant leur avenir.

## EMPLOI

### La réduction du chômage passe par une modération de la progression des revenus estiment les ministres des finances des Neuf

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des finances des Neuf, réunis lundi 17 mai à Bruxelles, se sont entretenus de la position à défendre par les gouvernements membres lors de la conférence tripartite sur l'emploi, qui rassemblera le 24 juin, à Luxembourg, les représentants des pouvoirs publics, des employeurs et des travailleurs.

Les ministres ont manifesté l'intention d'adopter d'ici là une déclaration commune, expliquant que, à leur avis, une réduction sensible du chômage implique, d'abord et surtout, un assainissement des économies des Etats membres et, pour ce faire, une modération de la progression des revenus.

En revanche, contrairement à ce que leur proposait la Commission, ils ne croient pas approprié de s'orienter vers l'adoption, pour application à l'échelle communautaire, d'une série de mesures ponctuelles (comme, par exemple, la formation professionnelle, la durée du travail ou la réorientation des investissements) destinées à faire régresser le chômage. Ils estiment, en effet, que la situation varie trop sensiblement d'un Etat membre à l'autre pour que l'on puisse utilement envisager de contraindre les gouvernements à faire appel à des remèdes identiques.

Ce langage traditionnel, qui met l'accent sur la discipline dont devraient faire preuve les salariés, n'est étonnant qu'en raison de la référence précise aux efforts à accomplir par les pouvoirs publics pour restaurer le plein emploi, et d'une quelconque chance d'être entendu par les représentants des travailleurs ? Du côté français, sans attendre des résultats spectaculaires de cette nouvelle conférence tripartite, on veut croire à la vertu de l'exemple : pourquoi, nous dit-on, considérer comme inadmissible que les syndicats français — ou belges, ou italiens — refusent une politique de discipline qui vient d'être acceptée par leurs collègues britanniques ? On espère pour le moins que cette rencontre européenne contribuera à la faire méditer sur l'intérêt des expédients de concertation en cours au Royaume-Uni ou encore en Allemagne fédérale.

Durant le déjeuner, les ministres ont évoqué les mesures récemment prises par le gouvernement italien pour réduire les liquidités monétaires ainsi que le déficit de la balance des paiements (confinement obligatoire de 50 % imposé pour trois mois sur l'ensemble des importations sauf pour le blé). En l'absence de M. Fournier, M. Soutou, le représentant permanent de la France auprès des Communautés, a mis en relief les difficultés accrues que certains secteurs déjà fragiles de l'industrie française éprouvaient du fait des mesures italiennes. Le gouvernement français adressera bientôt à Bruxelles une note à ce sujet.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Le complexe industriel de Lacq est presque paralysé par la grève de la S.N.P.A.

Le conflit reste noué à l'usine de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) de Lacq, malgré une nouvelle rencontre direction-syndicats lundi 17 mai. Seul point d'accord : la promesse de la direction qu'il n'y aurait pas de licenciements, mais le principe des sanctions reste acquis. On ne s'attend donc pas à une reprise dans l'immédiat.

Cette grève affecte la quasi-totalité des industriels du complexe pétrochimique de Lacq. L'entreprise d'Aquitaine-Chimie, qui emploie quatre cent cinquante personnes, est en arrêt total depuis dimanche. Le personnel a été mis en chômage technique. La situation est la même à l'usine G.D.F.-Chimie de Mont, en raison de l'absence d'approvisionnement en matières premières. Les cent cinquante ouvriers déjà menacés de licenciement, à la suite de la fermeture de cette entreprise pour non-rentabilité, ont occupé les locaux de la société lundi après-midi.

A l'usine ATO-Chimie de Mont, deux des trois unités de production ont cessé toute activité. Il n'est pas prévu pour le moment de mettre les quatre cent quatre-vingt ouvriers de l'établissement en chômage technique. De même, aucun chômage technique n'est envisagé dans l'immédiat à l'usine Cofas (engrais chimiques) de Bordeaux, qui emploie deux cent cinquante personnes. L'absence d'alimentation correspond avec un arrêt technique nécessité par des travaux importants sur les unités. La centrale thermique d'Artix, grosse consommatrice de gaz, est

LES RAPPORTS EN

Paris hésite encore

la Banque interaméricaine

Vos rêves :

Restez

viement

que chose à faire ?

Dur

à propos de

L'OP

حزب الشورى



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES RAPPORTS ENTRE LES PAYS RICHES ET LES PAYS PAUVRES

## Paris hésite encore à adhérer à la Banque interaméricaine de développement

Le G.N.P.F. propose un élargissement des salaires à suivre des...

Le G.N.P.F. propose un élargissement des salaires à suivre des... (Text continues with details of the proposal and the organization's stance on labor issues.)

Le G.N.P.F. propose un élargissement des salaires à suivre des... (Continuation of the article on labor and social issues.)

Le G.N.P.F. propose un élargissement des salaires à suivre des... (Further details on the G.N.P.F. proposal.)

Le G.N.P.F. propose un élargissement des salaires à suivre des... (Continuation of the article.)

Le G.N.P.F. propose un élargissement des salaires à suivre des... (Final part of the article on labor issues.)

La petite île mexicaine de Cancun — nouvelle station balnéaire située à l'extrémité septentrionale de la péninsule du Yucatán — sert de cadre à la dix-septième assemblée ordinaire des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui s'est ouverte lundi 17 mai. Cette rencontre annuelle, souvent décrite comme « le plus grand conseil financier de l'Amérique latine », revêt, cette fois, une importance particulière. Les ministres des finances et les directeurs de banques centrales, qui représentent les vingt-quatre membres de la BID — vingt-deux États latino-américains et caribéens, les États-Unis et le Canada — vont en effet voter une importante modification des statuts de l'organisation. A l'occasion d'une augmentation du capital (1), un certain nombre de pays industrialisés d'Europe, du Proche et de l'Extrême-Orient ont été admis à adhérer à la BID et à élire de nouveaux administrateurs de cet organisme.

Douze pays au moins ont déclaré, à l'occasion d'une réunion qui a eu lieu à Madrid le 17 décembre 1974, qu'ils étaient candidats à la BID. Parmi eux, la C.G.C. (Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Danemark, Pays-Bas), la Suisse, l'Autriche, l'Espagne, la Roumanie, la Finlande, la Norvège et la Portugal s'étaient également déclarés intéressés. Compte tenu des inévitables délais de procédure, seuls quatre pays paraissent prêts à une adhésion immédiate : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suisse et Israël.

La France, pour sa part, n'était pas signataire de la déclaration de Madrid. Ce comportement était conforme à une attitude traditionnelle, réticente, voire hostile aux formes d'aide multilatérale. En outre, l'évaluation d'un tel engagement demanderait 70 millions de dollars, 330 millions de francs, payables en trois ans, était considérée, à l'époque, comme trop lourde.

Un élément nouveau est, cependant, intervenu. Les dirigeants de la Banque ont, en effet, décidé de se prononcer à Cancun sur une autre modification des statuts : les entreprises ainsi que les membres de la BID seraient exclus des adjudications pour des études, des opérations ou des marchés au financement desquels ils participeraient.

Les réticences officielles sont, elles aussi, fondées. Le souci de préserver les derniers publics va plus loin qu'il n'y paraît d'abord : une adhésion à la BID suppose une participation à toutes les augmentations de capital ultérieures ; elle implique, d'autre part, l'entrée à la Banque africaine de développement, si, un jour, celle-ci s'ouvrirait aux pays extérieurs au continent noir. En outre, la Banque interaméricaine passe, à tort ou à raison, pour une « banque américaine » : les États-Unis y ont près de 41 % du capital. Outre un contrôle sur la destination des prêts, cela leur confère une certaine prépondérance dans la définition des normes des prêts et des crédits. Celles-ci s'arrangent pour que celles-ci soient plus favorables à leurs propres entreprises qu'à rien qui puisse surprendre.

Les réticences officielles sont, elles aussi, fondées. Le souci de préserver les derniers publics va plus loin qu'il n'y paraît d'abord : une adhésion à la BID suppose une participation à toutes les augmentations de capital ultérieures ; elle implique, d'autre part, l'entrée à la Banque africaine de développement, si, un jour, celle-ci s'ouvrirait aux pays extérieurs au continent noir. En outre, la Banque interaméricaine passe, à tort ou à raison, pour une « banque américaine » : les États-Unis y ont près de 41 % du capital. Outre un contrôle sur la destination des prêts, cela leur confère une certaine prépondérance dans la définition des normes des prêts et des crédits. Celles-ci s'arrangent pour que celles-ci soient plus favorables à leurs propres entreprises qu'à rien qui puisse surprendre.

Un homme, à l'aise dans la vie et dans son métier parle : « Chénives ? Calvite ? Comment ces mots peuvent-ils encore exister de nos jours. Alors qu'il est facile de les effacer tant du dictionnaire que de la vue de tout un chacun. Il ne viendrait à l'idée d'aucun personnage raisonnable ayant perdu touché, lassé par de nombreuses tentatives infructueuses, d'accepter une situation qu'ils savent pourtant particulièrement traumatisante. »

C'est René Molinaro qui parle. Et il sait de quoi il parle. Depuis plus de 15 ans il a fait du cheveu sa spécialité, presque un sacerdoce. Il est allé à l'extrême limite de ses recherches, au risque même de s'endetter à vie. Mais il a trouvé. Son procédé s'appelle Capill'hair. Le nom n'est pas original (ce n'est pas son métier) mais le procédé, lui, l'est tout à fait. Ce n'est pas une transplantation qui demande du temps et beaucoup de patience. Ce n'est pas non plus un postiche ou une perruque, deux formules qui engendrent de nombreux maux.

Capill'hair est une véritable chevelure, fixée à jamais. Une chevelure avec laquelle on peut se coiffer normalement, se laisser décolorer normalement, se baigner normalement, etc.

Voici un numéro de téléphone pour vous informer : 07.74.37. C'est celui de l'Institut capillaire de René Molinaro 36, rue Godot de Mauroy, 75009 Paris. Pas un institut tapé à l'œil. Un petit institut de véritables professionnels où des cabinets isolés et une discrétion totale vous sont assurés, ainsi que des conseils au digne par un homme qui a déjà compris votre problème.

Un homme, à l'aise dans la vie et dans son métier parle : « Chénives ? Calvite ? Comment ces mots peuvent-ils encore exister de nos jours. Alors qu'il est facile de les effacer tant du dictionnaire que de la vue de tout un chacun. Il ne viendrait à l'idée d'aucun personnage raisonnable ayant perdu touché, lassé par de nombreuses tentatives infructueuses, d'accepter une situation qu'ils savent pourtant particulièrement traumatisante. »

C'est René Molinaro qui parle. Et il sait de quoi il parle. Depuis plus de 15 ans il a fait du cheveu sa spécialité, presque un sacerdoce. Il est allé à l'extrême limite de ses recherches, au risque même de s'endetter à vie. Mais il a trouvé. Son procédé s'appelle Capill'hair. Le nom n'est pas original (ce n'est pas son métier) mais le procédé, lui, l'est tout à fait. Ce n'est pas une transplantation qui demande du temps et beaucoup de patience. Ce n'est pas non plus un postiche ou une perruque, deux formules qui engendrent de nombreux maux.

## Une rencontre passionnée sur les relations entre l'Occident et le tiers-monde

Les participants au colloque « Trois jours pour la planète », récemment organisé par France-Culture sur l'évolution des relations entre pays occidentaux et nations en voie de développement, ont abouti à cette conclusion : en tout cas à cette conclusion commune : un nouvel ordre économique mondial assure le développement en même temps que le renforcement de leur indépendance n'a de chance de s'instaurer dans le monde que si l'opinion publique occidentale prend conscience de la situation et insiste au gouvernement la volonté politique dont ils sont aujourd'hui dépourvus dans ce domaine. L'opinion publique occidentale, particulièrement s'il est vrai, comme l'a souligné au cours de la rencontre M. Sean Mc Bride, secrétaire général adjoint des Nations unies et président du mouvement pour l'indépendance, qu'une entente Nord-Sud exige une véritable éducation préalable de la minorité privilégiée des pays occidentaux pour préparer — c'est le moins qu'on puisse dire — à remettre en cause leur prédominance et leurs conceptions.

C'est donc une très heureuse initiative qu'a prise France-Culture en réunissant pendant trois jours — du 13 au 15 mai — plusieurs personnalités françaises et étrangères — tels le président du Conseil luxembourgeois, M. Gaston Thorn, l'ancien directeur de la F.A.O. (Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) M. Boisson, l'ancien ministre chéri de l'agriculture du gouvernement Allende, M. Jacques Chonchol, M. Pisar, avocat international, l'ancien ministre de l'Économie et du Développement.

Animés par Eric Laurent, les débats ont porté sur divers aspects de ce problème : « La dette Est-Ouest ne s'efface-t-elle pas au détriment des pays en voie de développement ? », « L'aide n'est-elle pas un facteur de dépendance ? », « Le Club de Rome et l'idéologie anti-croissance », « Développement industriel et croissance économique des pays en voie de développement », « Les débats de cette rencontre feront l'objet d'émissions de France-Culture du 19 au 25 juin prochain.

Le dialogue demeure net entre ceux qui estiment que l'aide au développement est un échec total et qu'il importe de réviser profondément le système économique actuel sous peine de catastrophe, et ceux qui pensent que la prudence impose de ne pas remettre en cause le système actuel, et que la voie à suivre est celle qui a déjà été empruntée par Lomé, par lequel les pays du Marché commun garantissent aux pays africains leurs recettes d'exportation.

Les optimistes... et les autres. Dans ce dernier camp, M. Walt Rostow, économiste et professeur américain qui fut le conseiller de politique étrangère des présidents Kennedy et Johnson, a été assurément le plus optimiste, bien que M. René Dumont l'ait sévèrement pris à partie en affirmant que depuis trente ans toutes ses prévisions rassurantes à cet égard avaient été démenties par les faits. Optimiste aussi M. Folger, ministre de l'Industrie de la Côte d'Ivoire, l'a été en s'appuyant sur l'incontestable réussite économique de son pays, dont les dirigeants ont su motiver les paysans et les mineurs au travail, condition première de tout succès de l'aide au développement.

M. de Liphkowitz, ministre français de la Coopération, se rangeant de ce même avis, a souligné que, dans ce domaine, il n'y a pas de solution miracle, mais qu'il faut une action constante, passionnée et même quelque peu agressive, ait été dominée, semble-t-il, par le souci de défendre son gouvernement et les pays contre les attaques dont la France a été à plusieurs reprises indirectement l'objet, du fait essentiellement de l'importance de ses ventes d'armes. En raison aussi de l'apport d'armes d'autres pays occidentaux elle donne concrètement à des pays comme l'Afrique du Sud, dont elle condamne cependant à l'ONU la politique raciale, la possibilité de se défendre.

En revanche, bien d'autres participants au colloque, particulièrement M. Sean Mc Bride, président du mouvement pour l'indépendance, M. René Dumont, Carl Lidholm, ministre suédois du Commerce, M. Mbow, directeur général de l'UNESCO, etc., n'ont pas eu de doute sur le fait que l'aide au développement est un échec total et qu'il importe de réviser profondément le système économique actuel sous peine de catastrophe, et ceux qui pensent que la prudence impose de ne pas remettre en cause le système actuel, et que la voie à suivre est celle qui a déjà été empruntée par Lomé, par lequel les pays du Marché commun garantissent aux pays africains leurs recettes d'exportation.

En était là au cours du problème. Mais, de peur sans doute de déclencher de vives polémiques de nature politique, personne n'a cherché à creuser davantage ce préalable à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. Pour ce faire, il faut d'abord remonter dans des généralités qui ne sont pas fausses, certes, mais qui constituent en réalité autant d'évasions ou d'illusions à l'égard. On a notamment résumé de la part des hommes politiques des idées nouvelles. Ainsi, M. Pécot, fondateur et président du Club de Rome, a proclamé avec une foi dans l'Europe, dont il attend précisément qu'elle soit un laboratoire d'idées. Ce n'est pas, selon lui, le spectacle qu'elle offre aujourd'hui ni la tendance qu'elle manifeste. On a également demandé un retour à la moralité dans le domaine international. C'est évidemment juste, mais comment l'obtenir ?

Qu'on le veuille ou non, il faut d'abord bien voir un jour ou l'autre à cette question capitale de nature essentiellement politique : comment faire accepter par toutes les couches de la population (y compris les travailleurs, y compris les régimes socialistes planificateurs de l'Est) sont-ils capables d'envoyer une telle multitude d'outils internationaux ? Il est permis d'en douter à l'heure où la conférence Nord-Sud de Paris s'enfonce dans l'impasse, comme il apparaît depuis la récente déclaration des dix-neuf pays en développement qui ont signé la Charte de l'Indépendance, ou la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) actuellement réunie à Nairobi ne permet guère d'espérer autre chose que quelques progrès incertains pour stabiliser les prix de plusieurs produits de base.

Il reste que l'insuffisance des mesures destinées à répondre à la division de plus en plus accrue du monde entre les pays riches et les pays pauvres apparaît désormais clairement aux yeux de tous.

UN NOUVEAU ATELIER CLANDÉSTIN a été découvert le 12 mai à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où quatre immigrés d'origine yougoslave, en possession de leur passeport national mais dépourvus de titres de travail, étaient employés à des travaux de confection. Le chef d'atelier, M. Molos Damjanovic, a été présenté au parquet de Bobigny. Les quatre ouvriers yougoslaves ont été, pour leur part, « priés de quitter immédiatement le territoire ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976, les contrôles opérés dans douze ateliers ont conduit à l'interpellation, dans les régions de Paris et de Bobigny, de six chefs d'atelier, dont deux ont été écroués.

Cette action, fait-on observer au secrétariat d'État aux travailleurs immigrés, illustre, « si besoin était, la détermination du gouvernement à mettre un terme aux activités des employeurs « marionnes », qui, en mépris de la personne humaine, exploitent la misère et l'ignorance de populations qui sont à la fois leurs victimes et leurs complices ».

JEAN SCHWGBEL

## Durcissement à la conférence de Nairobi à propos du financement des fonds de matières premières L'OPEP verserait pour sa part 300 millions de dollars

De notre envoyé spécial

Une semaine décisive s'est ouverte le 17 mai, à Nairobi, pour la quatrième session de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, qui doit clore ses travaux le vendredi 28 mai. Les pays industrialisés de la plupart des pays industriels, qui préconisent des accords par produit, les nations du tiers-monde s'orientent vers la création d'un fonds commun de stabilisation des cours des matières premières. Ce fonds, pièce maîtresse du programme intégré des produits de base, mis au point à Manille en février, est déjà assuré d'un certain nombre de contributions, en provenance notamment de l'OPEP, qui verserait 300 millions de dollars.

Nairobi. — Le financement de stocks réguliers sur le marché des matières premières semble en passe de devenir le test de la réussite ou de l'échec à la quatrième session de la CNUCED, qui se tient depuis le 5 mai dans la capitale du Kenya. La délégation irakienne a annoncé, lundi 17 mai, que son gouvernement était prêt à contribuer au financement du fonds commun réclamé par le groupe des « Soixante-dix-sept », qui représentent les intérêts du tiers-monde. Quelques heures plus tôt, M. Manuel Perez Guerrero (Venezuela), co-président de la Conférence de Paris pour le dialogue Nord-Sud, avait indiqué que les autres membres de l'OPEP avaient assuré de leur « appui total » à une initiative de ce genre, et de leur intention d'y contribuer financièrement « dans la pleine mesure de leurs moyens ». Deux membres asiatiques du groupe des « Soixante-dix-sept » ont déjà annoncé le montant des contributions qu'ils sont prêts à avancer, les Philip-

plines (50 millions de dollars) et l'Inde (25 millions). Ces pressions convergentes plaident en faveur des pays industrialisés, mais, pour l'instant, leur désunion. Selon le mot d'un de leurs représentants à Nairobi, « le Fonds en question est l'élément intégrateur du programme de secrétariat général de la CNUCED », alors que des pays comme les Pays-Bas, la Norvège ou la Suède, se prononcent en faveur d'une « approche intégrée » soutenue par le tiers-monde, les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon auraient réaffirmé, lundi en commission, leur hostilité sans réserve. Leurs délégués auraient même refusé de discuter de la création d'un fonds commun de régularisation des matières premières.

Au sein du groupe B, qui rassemble à Nairobi tous les pays dits à économie de marché, on aurait de nouveau assisté, lundi, à « un dialogue de sourds complet », si l'on en croit l'un des participants. Plusieurs délégations occidentales s'opposeraient déjà de ce que ce problème du fonds commun « empêche l'approfondissement et conduit à un blocage ». Selon un diplomate, « les 77 » se montrent plus soudés et plus durs que jamais : même les Algériens, les Malaisiens et les Indonésiens tiennent des propos très fermes ».

Dans un climat assombri, il est difficile de faire la part de la tactique, d'autant que la date de clôture prévue, le 28 mai, est encore éloignée. Mais les Français ont peut-être tenté, du coup, de ressortir sans trop attendre le plan plus modeste de financement conjoint de stocks réguliers de matières premières présenté le 8 mai par M. Fourcade. Alors que le fonds commun des « 77 » est conçu comme le catalyseur d'accords de marchés, le « fonds-parapluie » suggéré par le ministre français (1), dont la

constitution n'interviendrait qu'après plusieurs accords de marchés pour des produits différents, à l'avantage des producteurs, s'adresserait aux yeux des Américains. On pense ici que M. Giscard d'Estaing profiterait de son séjour aux États-Unis pour tenter de franchir l'obstacle américain à ce sujet.

Encore faudrait-il que la solution française passe d'abord le cap de la C.E.R.E., ce qui est loin d'être acquis. L'Allemagne fédérale donne l'impression d'attendre une initiative américaine avant de modifier sa propre position, ce à quoi elle est parvenue à la Communauté européenne. Au stade actuel de la négociation, cette dernière est loin de jouer, au sein du groupe « B », le rôle du moteur souhaité par les Français.



















# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. LE SEJOUR DE M. GISCARD D'ESTAING AUX ETATS-UNIS

— TRIBUNE INTERNATIONALE : « Les Etats-Unis en quête d'une politique mondiale », par S. Hoffmann.

### 4-5. EUROPE

— ITALIE : l'épiscopat menace de sanctions les catholiques qui se présentent sur les listes du P.C.I.

— ESPAGNE : six mois après la mort du général Franco, « La R.D.A., cinquième puissance » (II), par Manuel Luchert.

### 6. L'EVENEMENT

— Les dix Africains castristes.

### 7. AFRIQUE

— CHINE : de hautes personnalités locales sont critiquées dans plusieurs provinces.

### 7. PROCHES-ORIENT

— La réunion quadripartite de Riyad.

— L'agitation en Cisjordanie inquiète les dirigeants de Jérusalem.

### 8. DEFENSE

— POLITIQUE : « La porte étroite », par Antoine Vail.

— Après les déclarations de M. Panikowski, M. Merckel demande un droit de réponse à TF1 et à Radio-France.

### 10-11. EDUCATION

— Une pièce de théâtre interdite dans les écoles à Poitiers.

### 12-13. JUSTICE

— LE PROCES DU DR. SIMEONI : la défense dépose des conclusions d'incompétence.

— Plusieurs organisations syndicales prennent position contre les projets de loi sur la « sécurité ».

### 12. CATASTROPHES

— Violent séisme en Ouzbékistan.

### 14-15. EQUIPEMENT ET REGIONS

— L'aviation et la mode britannique (III), par Marc Ambroise-Rendu.

### 16. LES REGIONS

### LE MONDE DE LA MEDECINE

(Pages 17 et 18.)

— La chirurgie esthétique : motivations diverses et cachées.

— Le diabète : un million de malades à l'arrêt des recherches médicales.

— Témoignages : la santé vue par des usagers.

### 19. L'ACTUALITE SCIENTIFIQUE

### 20. LETTRES

— Le congrès des bibliothécaires.

### 21-23. ARTS ET SPECTACLES

— CINEMA : les Magiciens, de Claude Cahlon.

— THEATRE : Encore en militaire, de Jean-Pierre Bism.

— ROCK : David Bowie.

### 32-33. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— ACTION SOCIALE : « Le nouveau statut des gardes d'enfants, une étape insuffisante », un point de vue de Jean Comart et Jean Blier.

Le numéro du « Monde » daté 18 mai 1976 a été tiré à 597 104 exemplaires.

NOUVELLES COLLECTIONS  
Avec la garantie  
d'un maître tailleur  
COSTUMES  
MESURE  
dans un choix  
de 3.000 draperies  
à partir de 695 F  
Prêt-à-porter Homme  
Boutique Femme  
LEGRAND TAILLEUR  
27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)  
A C D E F G H

## Les élections primaires aux Etats-Unis

### « Presidential Express » et shérifs à cheval pour M. Ford dans le Michigan

Deux élections primaires importantes ont eu lieu ce mardi 18 mai : l'une dans le Maryland, où M. Jimmy Carter, étoile montante des démocrates, se mesurait au jeune gouverneur de Californie, M. Edmund Brown, l'autre dans le Michigan, où M. Gerald Ford risquait de nouveau d'être mis en difficulté par M. Ronald Reagan. Un échec ou une courte victoire de M. Ford dans l'état qui a représenté pendant vingt-cinq ans le président en exercice mettrait en question l'investiture du président en exercice par la convention nationale du parti républicain, le 16 août, à Kansas City.

Kalamazoo (Michigan) (A.F.P.). — Sept heures durant, de gare en gare à travers le Michigan, à bord de son train spécial, le « Presidential Express », M. Gerald Ford a rejoint, samedi 15 mai, les actualités de 1948.

Il y avait vingt-cinq ans que les Américains n'avaient pas vu passer un train présidentiel. Ils étaient venus par milliers dans les gares, le long de la voie, aux passages à niveau, voir passer M. Ford.

A chaque arrêt — cinq en 300 km de Flint à Niles, en passant par Lansing et Kalamazoo — M. Ford est sorti sur la plateforme curieuse de son wagon-salon à l'arrière du train. Répondant aux acclamations de la foule, il a demandé de voter pour lui dans l'élection primaire du Maryland, mardi prochain, pour continuer sa politique « de paix, de prospérité et de confiance ».

Suivi de Mme Ford, le président est descendu serrer des mains, se mêler à la foule, dont beaucoup d'enfants que leurs parents avaient amenés voir ce spectacle historique : un train de voyageurs (sept wagons et deux locomotives Diesel) et un président. Tout le long de la voie, des shérifs à cheval montaient la garde aux passages à niveau et suivaient le train au galop jusqu'à ce qu'il ait disparu.

Entre Durand et Lansing, M. Ford est venu converser avec

les quelques trois cents journalistes qui l'accompagnaient, dans leurs wagons, à l'arrière du train. Souriant, beaucoup moins tendu que la veille, il a réaffirmé sa conviction que « ses » électeurs du Michigan, l'état qu'il a représenté pendant vingt-cinq ans au Congrès avant de devenir président, lui feraient encore confiance mardi prochain. « Nous avons besoin de cette victoire », répétait le président, ne cachant pas qu'une défaite « chez lui » lui enlèverait toute crédibilité.

La victoire n'est pas certaine car, depuis trois jours, la campagne de M. Reagan contre la politique économique (le chômage est un problème crucial dans cet Etat industriel) et étrangère (canal de Panama) de M. Ford a jeté le doute dans l'esprit de nombreux républicains et démocrates conservateurs qui étaient prêts à voter pour le président.

Ce voyage aura valu à M. Ford — pour la somme relativement modeste de 60 000 dollars — nos ailleurs : mardi prochain dans le Maryland — où il est favori — et le mardi suivant dans le Tennessee. M. Reagan utilisait le Sud ou M. Reagan est favori.

M. Ford espère aussi que ce voyage répètera le « miracle » du dernier train présidentiel : celui qui Harry Truman, vainqueur en 1948, à la veille de sa victoire inattendue sur le gouverneur Thomas Dewey.

### LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PHYSIQUE A ATTRIBUÉ SES PRIX POUR 1976

La Société française de physique vient de décerner ses prix pour 1976. Les lauréats sont les suivants : — Le grand prix de physique Jean-Baptiste (d'un montant de 50 000 F) à M. Georges Stodola, de l'université Paris-Sud (Orsay) ; — Le prix Jean-Ferrin, de popularisation de la science, à M. Michel Rousset, écrivain, pour son œuvre de vulgarisation scientifique ; — Le prix Robin, à M. Jacques Prentki, professeur de physique au Collège de France ; — Le prix Anet, à M. Gérard Jannink (centre d'études du CEA de Saclay), spécialiste de la physique du solide ; — Le prix Aimé-Cotton, à M. Michel Gaillard (université de Lyon), pour ses travaux de physique atomique et moléculaire ; — Le prix Paul-Langevin, à M. Gérard Toulouse (laboratoire de physique des solides à Orsay) ; — Le prix S. L. de la physique à M. A. Quinzer (laboratoire de l'accélérateur linéaire d'Orsay), pour ses travaux de physique expérimentale ; — Le prix Foucault, à M. J.-P. Taran, de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales, pour ses travaux de physique appliquée ; — Le prix Alain-Brirot, à M. Jean-Pierre Farge (université de Nice), jeune physicien s'intéressant à la matière condensée.

● L'Ordre des médecins et le paiement des cotisations. — La fédération de Paris du parti communiste français vient de demander, annonce l'Humanité de ce mardi 18 mai, l'arrêt des poursuites qu'a intentées le conseil régional de l'Ordre des médecins parisiens, sous le prétexte dérisoire de non paiement de leur cotisation, et apporte son soutien aux médecins poursuivis. (...) L'Ordre s'attaque maintenant aux fondements démocratiques de l'exercice médical. Dans ces conditions, l'Ordre des médecins tel qu'il est n'a plus sa raison d'être. (...)

### LA GRÈVE DE LA PRESSE DU 21 MAI

● L'inter-syndicale S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O. des journalistes des journaux de presse (A.F.P., A.C.P., A.P., Bouter, U.P.I.) demande aux rédacteurs de ces agences de suivre le mot d'ordre de grève du 21 mai lancé par l'U.N.J. et en grève lors de la fusion de nouvelles sur la France, en arrêtant toute production et diffusion de nouvelles françaises (dépêches datées de France).

● Le syndicat F.O. des journalistes de la région parisienne rappelle que la grève de vingt-quatre heures du 21 mai a pour objet « la défense de l'emploi, l'augmentation des salaires, la réduction de la durée du travail, la suppression des dérogations à la convention collective et la liberté d'expression » souhaite que ce mouvement « ne dégénère ni en hémorragie ni en opération publicitaire des organisations extérieures à la profession ».

Il invite en conséquence les journalistes à se réunir démocratiquement dans chaque rédaction pour mettre au point leur participation à la grève sur les mots d'ordre de l'U.N.J.S. affirmant que « la grève est une chose sérieuse qui se prépare sérieusement ».

● Le prix Albert-Londres 1976, qui récompense le meilleur reportage paru durant l'année dans la presse française, a été attribué à M. Pierre Veillet, du Journal Sud-Ouest, au deuxième tour. M. Delporte, de la Voix du Nord, M. Pierre-Marie Douvrou, du Monde, et Hervé Chabalier, du Nouvel Observateur, ont obtenu des voix.

### TRADUCTIONS

ABC 44 R.N.D. DES VICTOIRES PARIS 7<sup>e</sup> TEL. 234.13.03 PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

### LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

6, rue de la Paix 75002 Paris TEL. 261.21.25 - 261.21.97

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux hôtels de Paris (entièrement climatisé).

Imaginez aussi un massage tout en douceur et en nuances, pratiqué en bain d'eau tiède et délicatement parfumé.

C'est le massage thaïlandais tel que le connaît Claude Massard et son équipe de douces mains asiatiques. A découvrir de toute urgence. Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.

## EXÉCUTION DE DEUX ÉMEUTIERS À PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Deux personnes coupables d'avoir participé aux émeutes du 5 avril sur la place Tian-An-Men à Pékin ont été fusillées dans la capitale chinoise à la fin du mois dernier, a-t-on appris mardi 18 mai.

Les sentences prononcées contre les émeutiers comportaient également des peines de trente ans de rééducation par le travail manuel à l'encontre d'une dizaine d'inculpés. L'annonce des exécutions a été faite dans les provinces chinoises par voie d'articles officiels placés dans les journaux.

## LE DOLLAR REMONTE

La hausse du dollar, amorcée en début de semaine, s'est poursuivie mardi sur tous les marchés des changes. La monnaie américaine s'élevait à 172 F (et même 173 F à un moment donné) contre 169 F la veille et un peu plus de 168 F à la veille du week-end. A Francfort, elle valait 2,38 DM contre 2,37 DM (et 2,36 DM vendredi). Ce mouvement est attribué à la hausse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis, susceptible d'entraîner une remontée générale des taux.

Après son accès de faiblesse de lundi, le livre sterling s'est légèrement redressé, s'établissant un peu au-dessus de 1,30 dollar à Londres et à 8,55 F à Paris contre 8,49 F.

## M. PIERRE MOUSSA SUCCÉDERA DANS DEUX ANS À M. JACQUES DE FOUCHIER À LA TÊTE DU GROUPE BANCAIRE PARIBAS.

M. Pierre Moussa, nommé vice-président directeur général de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas (groupe Paribas), a succédé dans deux ans à M. Jacques de Fouchier, président actuel de la compagnie. Devant atteindre le 18 juin prochain la limite d'âge statutaire de soixante-cinq ans, M. de Fouchier demeurera à son poste jusqu'en 1978, afin de préparer sa succession. Son dauphin désigné, M. Pierre Moussa, est entré dans le groupe en 1969.

(M. Pierre Moussa, né à Lyon en 1922, a obtenu des diplômes de maître supérieur et agrégé de lettres. Inspecteur des finances en 1944, il est conseiller technique auprès de plusieurs secrétaires d'Etat, directeur en 1954 du cabinet de M. Suron, ministre de la France et des Colonies, et directeur des affaires économiques et du plan dans le même ministère de 1954 à 1959. Directeur des transports aériens au ministère des Travaux publics et des transports de 1959 à 1962, il prend la tête, pendant six ans, du département Africain de la Banque mondiale à Washington, puis assure la présidence de la Fédération française des sociétés d'assurances de 1966 à 1969. M. Moussa entre alors à la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas comme directeur général adjoint, puis administrateur-directeur général, pour être nommé enfin vice-président-directeur général.)

● Un vétérinaire jurassien, le professeur Robert Vuillemin, vient d'être élu président de l'Association mondiale vétérinaire. Originaire de Lons-le-Saunier, il est actuellement professeur de physique et de chimie biologique et médicale à l'école nationale vétérinaire d'Alfort.

● La C.G.T. et la C.F.D.T. lancent une grève dans la banque les 20 et 21 mai. Les deux organisations se réuniront à l'issue du second jour pour décider, le cas échéant, de nouvelles consignes d'action. Les syndicalistes protestent contre le blocage des négociations que, selon eux, les employeurs opposent à leurs revendications sur les salaires, la sécurité, les conditions de travail, les classifications et le droit syndical. Aux élections professionnelles, la C.F.D.T. et la C.G.T. recueillent respectivement 25 % et 23 % dans cette profession.

## du jeudi 2 au lundi 13 septembre 1976 inclus

## foire européenne de strasbourg

## LATREILLE

LE SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

COSTUMES D'ÉTÉ dep. 450 F ROBES D'ÉTÉ dep. 165 F

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62, r. St-André-des-Arts 6<sup>e</sup>

CATALOGUE SUR DEMANDE

## TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS

### M. Stirn fait un voyage imprévu à Djibouti

Djibouti (A.F.P.). — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est arrivé mardi 18 mai à Djibouti, sans que son voyage ait été officiellement annoncé. M. Stirn a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport — où un important service d'ordre avait été mis en place — par M. Camille d'Ornano, haut commissaire de la République dans le Territoire français des Afars et des Issas.

Ce voyage imprévu du secrétaire d'Etat intervient au moment où la situation politique dans le Territoire est particulièrement confuse du fait qu'un nombre croissant d'opposants politiques demandent la démission de M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement. Celui-ci a déclaré cependant, lundi, qu'il ne quitterait son poste que si la Chambre des députés le mettait en minorité. M. Stirn avait pour sa part assuré, le même jour, que le gouvernement français, tout en préconisant un gouvernement d'union à Djibouti et en souhaitant que le dialogue s'établisse entre les diverses formations politiques du territoire, n'avait pas l'intention d'intervenir directement pour demander le départ de M. Aref.

A Djibouti, la situation paraît calme, mais on enregistre une recrudescence de délits de droit commun dus notamment à des bandes de jeunes voyous. La gendarmerie, sollicitée par la garde territoriale, a repris, depuis le 7 mai, la totale responsabilité de la sécurité sur la voie publique, et a procédé à un millier d'interpellations pour contrôle d'identité.

Cependant, M. Hassan Gouled, qui est président de la Ligue populaire africaine pour l'union des pays (L.P.A.U.), a déclaré lundi : « Nous voulons la tranquillité de la ville... » D'autre part, M. Gouled a réfuté les accusations concernant les liens de la L.P.A.U. avec la Sorbonne. « Nous demandons l'application

de la charte de l'O.U.A. a-t-il dit. L'Ethiopie est en train de former un front pour soutenir M. Aref, ce qui n'est pas souhaitable pour nos relations de bon voisinage. » Enfin, le président de la L.P.A.U., qui est d'origine Issa, s'est défendu de toute intention de représailles contre les Afars, ethnique à laquelle appartient M. Aref, en cas de démission de ce dernier.

Dans les Pyrénées-Atlantiques DES MALADES FONT LA GRÈVE POUR SOUTENIR DEUX MÉDECINS MENACÉS DE LICENCIEMENT

(De notre correspondant.)

Pau. — Soixante-trois malades du centre d'hémodialyse d'Arse (Pyrénées-Atlantiques) ont décidé de s'opposer aux décisions prises par l'Association pour la sauvegarde et la réadaptation des insuffisants rénaux, qui gère le centre. L'association a remis en cause le contrat de deux médecins du centre, les docteurs Barthaburu et Mestres. Il pourrait en résulter le licenciement pur et simple des deux néphrologues après un préavis de six mois, comme le prévoit le contrat à l'essai passé entre l'association et les médecins. L'association, qui ne se rapproche aux médecins aucune faute professionnelle, refuse de leur accorder le statut financier qu'ils demandent. Les délégués des malades ont affirmé leur détermination de faire une grève de la dialyse si la procédure de licenciement visant les médecins n'était pas arrêtée. Le conseil de l'ordre, par l'intermédiaire du docteur Gilbert, est intervenu de son côté, mais la procédure de conciliation n'a pu aboutir. Cette affaire risque de prendre de l'ampleur, en raison du moyen utilisé, et aussi parce que le centre spécialisé d'Arse est le seul pôle de dialyse de la région. En attendant le règlement du conflit, les dialyses rénaux devront désormais aller à Toulouse ou à Bordeaux pour recevoir des soins identiques. Mais ils en refusent le principe à cause des difficultés de transport et du déplacement.

G. D.

## Les Temporelles Chaumet

Car il n'est point d'heure qui ne puisse être embellie.

Chaumet c'est un univers

CHAUMET • L'ARC-DE • LES TEMPORELLES

12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82.

du jeudi 2 au lundi 13 septembre 1976 inclus

foire européenne de strasbourg

LATREILLE

LE SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

COSTUMES D'ÉTÉ dep. 450 F ROBES D'ÉTÉ dep. 165 F

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62, r. St-André-des-Arts 6<sup>e</sup>

CATALOGUE SUR DEMANDE

ils clouèrent Jésus sur la Croix. Les gens disaient: "Soyez-vous, si tu es le fils de Dieu." Les prêtres se moquaient: "Qu'il descende de la Croix, nous croirons en lui." Il a déclaré: "Je suis le Fils de Dieu." A midi l'obscurité se fit jusqu'à trois heures de l'après-midi. Vers trois heures Jésus cria: "Mon Dieu, Mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné?" Il poussa de nouveau un grand cri et mourut. L'officier eut très peur et dit: "Il était vraiment le Fils de Dieu."

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE

Je désire gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM

ADRESSE

Ecrire à La Cheminière. R. Colbert, 84200 Carpentras

JEAN LHC chan LHC

EDITIONS B

صكذ من الاصل